

2006 Rapport aux actionnaires et à la société

RAPPORT 2006 AUX ACTIONNAIRES ET À LA SOCIÉTÉ

Rapport économique

p. 6

Résultats financiers records

Rendement total 2006 pour l'actionnaire : 31,6 %

Dépenses R&D de € 115 millions, soit 5 % des revenus

Rapport environnemental

p. 30

Progrès pour la plupart des indicateurs environnementaux

Début des travaux d'assainissement des sols

Objectif d'amélioration du taux de gravité des accidents non atteint:
efforts supplémentaires nécessaire

Rapport social

p. 46

Umicore et ses sociétés associées emploient
17 180 travailleurs dans 37 pays

Introduction de nouveaux objectifs sociaux dans 63 sites

2006 a été une année de formation intensive au leadership

Etats financiers

p. 69

Dividende de € 2,10 par action, en hausse de 13,5 %

Dette financière nette à € 773 millions

Rendement des capitaux engagés (ROCE): 16,5 %

Rapport de gouvernance

p. 112

QUEL EST NOTRE CREDO ?

Nous sommes convaincus que les matériaux ont joué un rôle fondamental dans les progrès réalisés par l'humanité, qu'ils sont au cœur de la vie quotidienne et qu'ils continueront à créer la prospérité de demain.

Nous sommes convaincus que les métaux et matériaux remplissent un rôle crucial, vu qu'il est possible de les recycler efficacement et indéfiniment. Ils servent ainsi de base à la conception de produits et de services durables.

Nous visons une position de leader sur le marché par notre aptitude à fournir et à créer des solutions à base de matériaux contribuant à améliorer fondamentalement la qualité de vie.

Nous nous engageons à faire croître notre entreprise par la compétence de nos collaborateurs, l'excellence opérationnelle et l'innovation technologique.

Nous reconnaissons que notre volonté de réussir sur le plan financier doit également tenir compte de l'impact économique, environnemental et social plus large de nos activités. Dans notre poursuite du développement durable, nous souscrivons aux principes suivants :

- Nous intégrons les principes du développement durable dans le cadre du processus décisionnel de l'entreprise.
- Nous mettons en œuvre des stratégies de gestion des risques fondées sur des données valables et la rigueur scientifique.
- Nous cherchons sans cesse à améliorer nos résultats dans le domaine environnemental.
- Nous participons activement à la gestion et la remédiation des risques inhérents aux activités du passé.
- Nous facilitons et encourageons la conception, l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et le traitement de nos produits de façon responsable.
- Nous dialoguons avec nos partenaires et mettons en œuvre une communication efficace et transparente étayée par des rapports vérifiés en toute indépendance.
- Nous souhaitons être l'employeur privilégié tant des collaborateurs actuels que potentiels.
- Nous soutenons les droits fondamentaux de l'homme et les respectons dans le cadre des activités du Groupe à travers le monde.

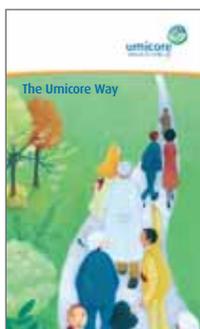
Nous considérons les valeurs d'ouverture, de respect, d'innovation, de travail en équipe et d'engagement comme primordiales à notre réussite. Nous prônons ces valeurs et veillons à ce que les lacunes en la matière soient comblées de façon adéquate.

Extrait de **"The Umicore Way"**

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Depuis 2001, nous avons réalisé des progrès en matière de communication sur le développement durable. Ce rapport se caractérise par l'intégration des aspects économiques, environnementaux et sociaux dans un seul et même document. Nous avons décidé qu'il était plus logique, dans le cadre de notre philosophie et de notre stratégie en matière de développement durable, de réunir ces éléments dans un rapport unique au lieu de publier un rapport annuel et un rapport sur le développement durable distincts l'un de l'autre. Nous avons suivi les recommandations de Global Reporting Initiative® (GRI) pour l'élaboration des informations présentées dans ce rapport.

Notre document de référence pour la formulation de notre approche de ce rapport est en premier lieu inspiré de The Umicore Way. Il définit la philosophie de notre Groupe et les valeurs que nous cherchons à promouvoir et sert de référence à tous nos travailleurs. En marge de The Umicore Way, nous avons aussi mis au point un cadre global où s'inscrit une pratique de nos activités conforme à l'éthique : notre Code de conduite. Nous avons également établi un document qui énonce la philosophie et les principes de gouvernance d'entreprise, intitulé la Charte de gouvernance d'entreprise.



FTSE4Good Index Series



World Business Council for Sustainable Development

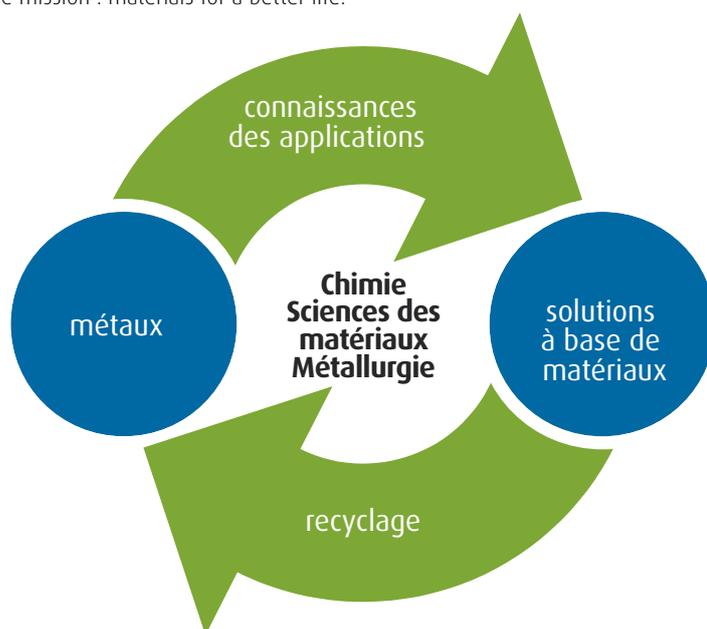
Umicore est membre du World Business Council for Sustainable Development et est l'un des signataires de la Partnership Against Corruption Initiative (PACI).

Umicore fait partie de l'indice FTSE4Good et s'est vu décerner le titre de « meilleur de la catégorie » par Storebrand Socially Responsible Investments ; l'entreprise a également été retenue pour figurer dans l'indice Kempen/SNS Smaller Europe SRI.

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un groupe spécialisé dans la technologie des matériaux. Nos activités s'articulent autour de quatre métiers de base : Matériaux Avancés, Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs, Métaux Précieux - Services et Zinc - Produits Spéciaux. Chaque secteur d'activités est divisé en plusieurs business units, axées sur leurs marchés.

Nous nous concentrons sur les domaines d'application dans lesquels nous savons que notre compétence en matière de métallurgie, de chimie et de science des matériaux peut faire la différence, que ce soit pour les produits essentiels à la vie de tous les jours ou ceux à la pointe de nouveaux développements technologiques. Notre objectif de création de valeur durable repose sur notre ambition de concevoir, produire et recycler des matériaux et offrir des solutions faisant appel à des matériaux conformément à notre mission : materials for a better life.



L'approche Umicore de la technologie des matériaux



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES ET À LA SOCIÉTÉ

En 2006, Umicore s'est une nouvelle fois distinguée par les efforts consentis et les progrès réalisés en vue de devenir un groupe de premier plan au niveau mondial spécialisé en technologie des matériaux, reconnu pour sa contribution au développement durable. Nous avons réorienté le portefeuille d'activités et avons encore accru nos investissements dans le domaine des technologies « propres ». Nous avons aussi pris l'engagement de matérialiser le développement durable à tous les échelons de l'entreprise.

L'entreprise a généré des résultats financiers records. Elle récolte ainsi le fruit des initiatives et des efforts livrés au cours des dernières années. Ces progrès, l'entreprise les doit à l'excellente performance de l'activité Métaux Précieux – Services, à la croissance soutenue de Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs, ainsi qu'à une amélioration des performances réalisées par la division Zinc – Produits Spéciaux. Au niveau global, le rendement des capitaux engagés a pour la première fois dépassé les 16%, excédant largement le coût de capital.

Nous tenons à remercier nos 17000 collaborateurs, dont les efforts ont été l'élément clé permettant à l'entreprise d'atteindre des performances d'un niveau aussi élevé.

Durant l'année, le Groupe s'est attelé à poursuivre la consolidation de son orientation stratégique. En décembre, nous avons annoncé notre intention de combiner nos activités de raffinage et d'alliage de zinc avec celles de la société australienne Zinifex. Ce rapprochement sans précédent devrait donner naissance au plus gros producteur mondial de zinc métal, fort d'un portefeuille d'actifs exceptionnel. À l'heure de rédiger le présent rapport, la création d'une coentreprise dans le courant de l'année s'annonce sous les meilleurs auspices. Elle sera suivie, nous l'espérons, de l'entrée en bourse de la nouvelle entité autonome. Une fois finalisé, ce projet marquera la consécration d'un processus de réorientation stratégique entamé il y a une dizaine d'années.

La volonté de pérenniser le succès du groupe est illustrée par l'accroissement continu des dépenses de recherche et de développement, qui ont culminé à un niveau record de €115 millions. La majeure partie de ce montant a servi à financer des projets émanant des business units. Parmi ceux-ci, citons les efforts effectués en prélude à l'entrée en vigueur d'un nouveau train de mesures relatives aux normes d'émission des véhicules lourds roulant au diesel, et la mise au point de matériaux de nouvelle génération destinés aux batteries rechargeables. Nous avons aussi intensifié nos efforts de recherche dans divers projets à l'échelle du groupe. Nous avons lancé un projet de développement de silicium, dans une qualité appropriée pour des applications en énergie solaire, et avons établi une nouvelle coentreprise avec Solvay dans le domaine des piles à combustibles, du nom de SolviCore.

Les investissements se sont inscrits en recul par rapport à 2005, mais ils devraient retrouver un niveau plus élevé en 2007, dès lors que certains projets de croissance seront mis en route. En plus de ces initiatives internes, Umicore et ses sociétés affiliées ont finalisé en 2006 huit acquisitions ou partenariats, certes modestes, mais d'une grande importance stratégique. Ces opérations nous ont non seulement procuré des technologies nouvelles ou complémentaires, mais elles nous ont aussi permis d'élargir notre présence sur le plan géographique, notamment en Asie.

Sur le plan environnemental, nous avons poursuivi l'assainissement de certains de nos sites belges et français et de leurs alentours, touchés par la pollution historique. La majeure partie des travaux qui restent à effectuer devrait pouvoir être finalisée au cours de l'année prochaine. En termes de performance opérationnelle, nous avons pu réduire les consommations d'eau et d'énergie, ainsi que les émissions de métaux et de gaz à effet de serre. C'est au terme de cet exercice 2006 que nous nous faisons état des premiers résultats relatifs à nos nouveaux objectifs environnementaux. Les progrès réalisés au cours de cette première phase sont encourageants. Cependant, dans certains domaines, il est clair que les défis seront ardues d'un point de vue technique.

De solides avancées dans la concrétisation des nouveaux objectifs sociaux du Groupe ont été réalisées. En ce qui concerne la performance en matière de sécurité et de santé au travail, le constat ne se révèle pas extrêmement positif. En dépit de la baisse du taux de gravité des accidents, nous n'avons pas atteint l'objectif d'amélioration fixé pour l'année. Par ailleurs, le taux de fréquence des accidents d'une année à l'autre a augmenté pour la première fois depuis 1997. Un lieu de travail sans accident demeure notre objectif suprême et, en 2007, nous nous emploierons sans relâche à nous en rapprocher.

Nous tenons à remercier les diverses parties prenantes à notre société pour l'aide qu'elles nous ont apportée tout au long de l'année. Dans bien des cas, leurs commentaires sur l'état d'avancement de nos projets nous ont été très utiles. Dans toute la mesure du possible, nous avons veillé à tenir compte de ces observations lors de l'établissement du présent rapport et de la sélection des données les plus pertinentes à y faire figurer.

En ligne avec notre philosophie en matière de reporting, nous avons établi le présent rapport en nous fondant sur les recommandations 2002 de la GRI. Nous sommes persuadés qu'il constitue une présentation équilibrée et raisonnable de nos performances économiques, environnementales et sociales pour l'année 2006, exposant non seulement ce que nous avons réalisé, mais aussi ce qu'il nous reste à faire pour concrétiser nos ambitions.



Thomas Leysen
Administrateur délégué

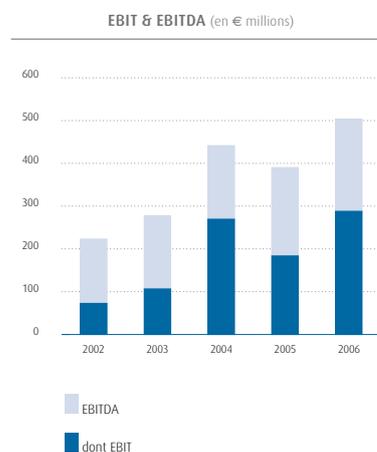
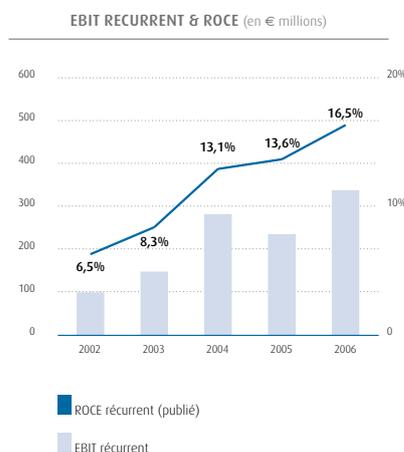
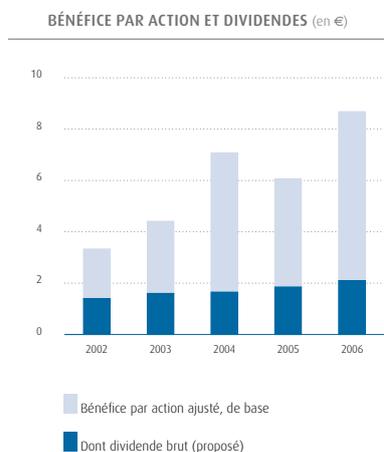


Karel Vinck
Président

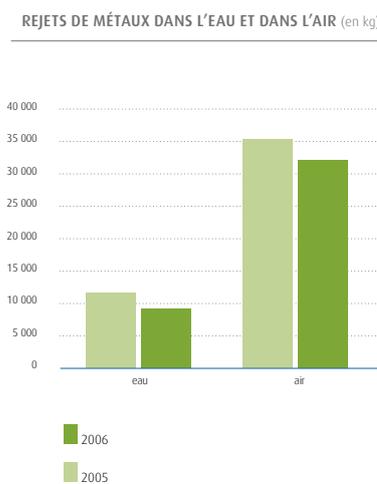
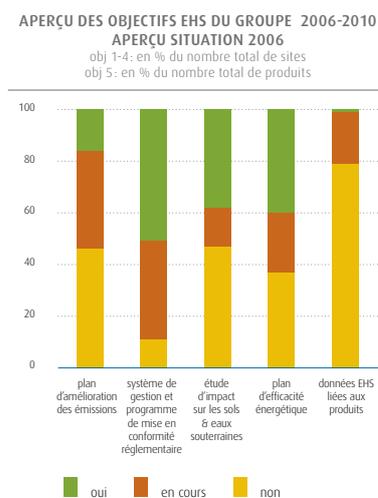
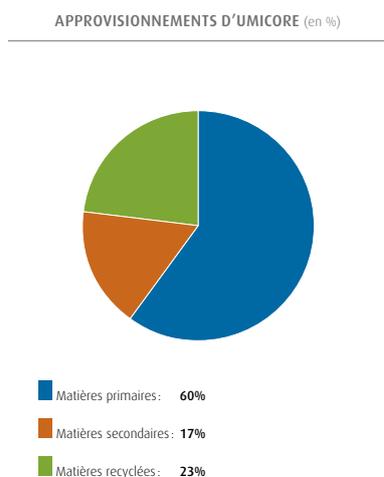
CHIFFRES CLÉS

(en € millions)	2002	2003	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	3 160,6	4 677,1	5 685,0	6 566,5	8 815,0
Revenus (hors métal)	1 036,0	1 358,0	1 692,9	1 725,0	1 918,6
EBIT récurrent	97,5	145,9	280,3	233,1	336,1
dont sociétés associées	13,0	18,0	31,1	34,0	55,7
EBIT non récurrent	-24,8	-39,4	-10,8	-40,3	-15,2
Effet IAS 39	-	-	-	-9,1	-33,0
EBIT total	72,7	106,5	269,5	183,7	287,9
Marge opérationnelle récurrente	9,3%	10,7%	14,7%	11,5%	14,6%
Résultat des activités non continuées	-	-	21,3	20,8	-
Résultat net consolidé, part du Groupe - avant éléments non récurrents - activités non continuées non incluses	63,4	89,6	174,3	151,5	219,4
Résultat net consolidé, part du Groupe - activités non continuées incluses	32,9	60,1	177,9	142,2	195,8
EBITDA	223,1	277,4	441,4	390,1	503,4
Investissements	152,7	148,3	142,8	145,4	137,6
Cash-flow avant financement	180,6	-527,8	118,7	133,1	-213,3
Dettes financières nettes consolidées, fin de période	131,3	619,1	584,4	509,6	773,1
Dette nette / (dette nette + fonds propres) fin de période	11,0%	34,2%	31,3%	33,4%	43,9%
Capitaux engagés, fin de période	1 347,6	2 071,2	1 769,1	1 788,4	2 209,4
Capitaux engagés, moyenne	1 316,0	1 888,7	1 836,1	1 713	2 042
Rendement des capitaux engagés (ROCE)	6,5%	8,3%	13,1%	13,6%	16,5%
Nombre d'actions émises, fin de période	22 600 000	25 420 175	25 454 875	25 811 050	26 010 025
Nombre moyen d'actions, utilisé pour le calcul du bénéfice par action, de base				25 035 626	25 273 277
Nombre moyen d'actions, utilisé pour le calcul du bénéfice par action, dilué				25 535 932	25 729 299
Bénéfice par action excluant les activités non continuées (€/action)					
Bénéfice par action, de base				4,85	7,75
Bénéfice par action, dilué				4,76	7,61
Bénéfice par action, ajusté, de base	3,07	4,28	7,06	6,05	8,68
Bénéfice par action, ajusté, dilué	3,07	4,18	6,95	5,93	8,53
Bénéfice par action incluant les activités non continuées (€/action)					
Bénéfice par action, de base	1,45	2,63	7,21	5,68	7,75
Bénéfice par action, dilué	1,45	2,57	7,09	5,57	7,61
Effectifs, fin de période	10 582	14 540	14 026	14 142	17 180
dont sociétés associées	2 244	3 070	4 131	4 314	5 938

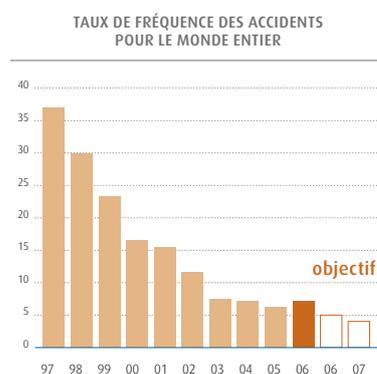
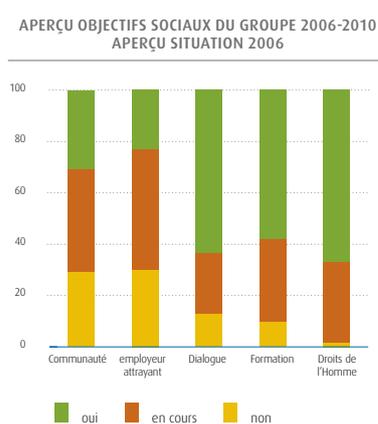
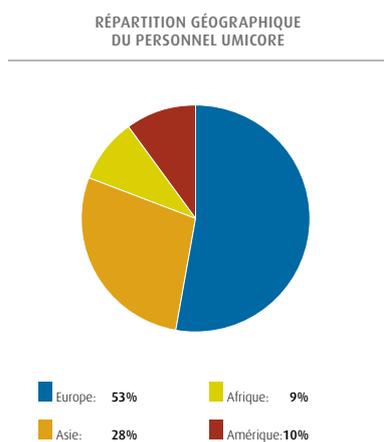
Principaux indicateurs économiques



Principaux indicateurs environnementaux



Principaux indicateurs sociaux







« J'ai rejoint Umicore Autocat China (UAC) en décembre 2005. Après un mois en tant qu'opérateur sur la ligne de revêtement, j'ai été promu chef d'équipe. UAC est une grande famille dont je suis fier de faire partie. Au cours des 18 derniers mois, la capacité de l'usine a doublé. Au début de cette année, nous avons aussi obtenu des certifications internationales de premier plan en matière de gestion de la qualité et de l'environnement. Notre équipe est convaincue qu'UAC est promise à un bel avenir. »

Fei Zhang,

Chef d'équipe revêtement, Suzhou

L'usine de catalyseurs automobiles d'Umicore à Suzhou (Chine) a ouvert ses portes en juin 2005. Depuis, elle connaît une expansion rapide sur un marché chinois en pleine croissance.

Rapport économique

GRANDIR ENSEMBLE



MATÉRIAUX
AVANCÉS



MÉTAUX PRÉCIEUX
PRODUITS &
CATALYSEURS



MÉTAUX PRÉCIEUX
SERVICES



ZINC
PRODUITS
SPÉCIAUX



« Immédiatement après avoir rejoint Umicore en juin 2006, j'ai été impressionnée par la transformation du Groupe et sa vision du futur. Cette vision fixe un cadre qui peut alors orienter les décisions à prendre quant à l'affectation des fonds à la croissance interne, aux projets de recherche et aux acquisitions complémentaires. Comme CFO, je veille à ce que nos projets de croissance apportent une valeur ajoutée et en même temps à faire en sorte que nos activités existantes maintiennent leur niveau optimal. »

Martine Verluyten
Chief Financial Officer



REVUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Contribution à l'EBIT récurrent (en € millions)	2002	2003	2004	2005	2006
Matériaux Avancés	31,4	50,1	85,4	59,4	52,9
Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs ⁽¹⁾	-	42,9	122,8	136,1	139,0
Métaux Précieux - Services	53,2	45,7	34,0	56,8	131,3
Zinc - Produits Spéciaux	17,8	28,4	79,9	24,7	58,3
Corporate	-13,6	-22,0	-41,8	-43,9	-45,3
Total ⁽²⁾	88,8	145,1	280,3	233,1	336,1
dont sociétés associées	13,0	18,0	31,1	34,0	55,7

(1) En 2003, seuls les 5 derniers mois pour les activités de PMG et 12 mois pour Thin Film Products (précédemment inclus dans Matériaux Avancés).
(2) 2002 et 2003 ne tiennent pas compte du business group Cuivre qui a fait l'objet d'une scission partielle en 2005.

Performance opérationnelle

En 2006, Umicore a signé d'exceptionnelles performances opérationnelles. Ses revenus ont progressé de 11% par rapport à l'année précédente, tandis que l'EBIT récurrent a enregistré une hausse de 44% comparativement à 2005.

Le résultat récurrent de Matériaux Avancés a accusé une baisse de 11% par rapport à l'an passé. Cette diminution est principalement imputable au recul des marges et volumes dans le chef de Matériaux pour outils lié à la mutation du contexte concurrentiel et à l'érosion des prix. L'évolution globale des autres activités a été positive. La comparaison des résultats d'une année à l'autre a été influencée négativement par la perte du solde des couvertures contractées par la branche d'activité pour couvrir son exposition au dollar, avec pour conséquence une baisse significative du taux de change effectif. La participation dans le capital de la société associée Element Six Abrasives a été modifiée. En conséquence, la contribution à l'EBIT a diminué de 20% (sans répercussion sur le résultat net d'Umicore). Le résultat récurrent de Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs s'est accru de 2%, la plupart des activités ayant enregistré de performances améliorées. La constitution d'une nouvelle entité (Catalyst Technologies) au second semestre est à l'origine de l'ajout d'un montant de € 4 millions au sein de l'activité. Cette somme correspond aux frais de recherche dans le domaine des piles à combustible. Si l'on exclut cet impact, la croissance du résultat récurrent a dépassé 5%. Le résultat récurrent de la division Métaux Précieux - Services a plus que doublé, dopé par une conjugaison de facteurs associant une solide performance opérationnelle, des conditions d'approvisionnement propices et le prix élevé des métaux. La branche Zinc - Produits Spéciaux a plus que doublé son résultat net. Cette progression est largement imputable à la contribution marquée des activités en aval, principalement Zinc Chemicals. La contribution des activités de Zinc Alloys a été atténuée par l'inflation des coûts, la baisse des frais de traitement et une perte de production dans les fon-

deries européennes. Les couvertures stratégiques contractées précédemment ont limité le potentiel bénéficiaire de l'activité au cours d'une année caractérisée par une flambée des prix du zinc.

Éléments non récurrents

Umicore a pris en compte des charges d'exploitation non récurrentes de € 15,2 millions. La vente des investissements Aداstra et Sibeka a généré des revenus de € 11,0 millions. Un produit de € 15,7 million provient de paiements supplémentaires liés au cours de l'or qui découlent de la vente d'une concession aurifère en Guinée par Umicore en 1992. Ce total comprend la valeur actuelle estimée des revenus potentiels issus de cette source. Parmi les autres éléments du groupe, citons une provision supplémentaire de € 5,6 millions pour la réhabilitation du site de Viviez (France) et de ses alentours. La réhabilitation choisie ne concernera pas uniquement les problèmes du passé mais réduira également les futurs besoins en dépenses de fonctionnement, notamment en ce qui concerne le traitement des eaux usées.

Les provisions pour fermetures de sites, principalement dans les domaines d'activité Matériaux Avancés et Automotive Catalysts, se chiffrent à € 10,9 millions. Un montant de € 12,5 millions a été inscrit pour Métaux Précieux - Services en vue de couvrir les charges de restructuration inhérentes aux activités de raffinage à Hanau.

Pour l'entité Zinc - Produits Spéciaux, les principaux éléments non récurrents correspondaient à des provisions inscrites pour la réhabilitation du site de Calais (€ 4,4 millions) et pour la rénovation et la conservation des bassins de goethite à Auby (€ 5,4 millions).

Les autres postes non-récurrents se sont élevées à € -3,2 millions.

Résultats financiers et fiscalité

Les frais financiers se sont élevés à € 48,4 millions. Les charges financières nettes se sont élevées à € 33,2 millions. Leur augmentation reflète un niveau plus élevé de la dette financière et des taux d'intérêt moyens légèrement supérieurs. Les autres frais concernaient principalement l'escompte appliqué aux provisions.

La charge d'impôt pour la période considérée s'est élevée à € 38,7 millions. La charge d'impôt récurrente pour la période a atteint € 64,5 millions, soit un taux d'imposition réel global de 27,6% sur les produits consolidés récurrents avant impôts. Un revenu imposable différé non récurrent de € 12,1 millions a été enregistré (conforme au statut d'imposition des différents postes des résultats exceptionnels) ainsi qu'un revenu imposable différé de € 13,6 millions lié à l'effet de la norme IAS 39.

Cash-flow et dettes

Le cash-flow d'exploitation après impôts s'est élevé à € -20,1 millions. Il a été largement influencé par les besoins en fonds de roulement qui ont augmenté de quelque € 290,5 millions. Cette croissance des besoins en fonds de roulement résultait de l'augmentation du prix de zinc en 2006.

Au 31 décembre, la dette financière nette d'Umicore s'est élevée à € 773,1 millions, soit un ratio d'endettement (dette nette / dette nette + fonds propres) de 44%.

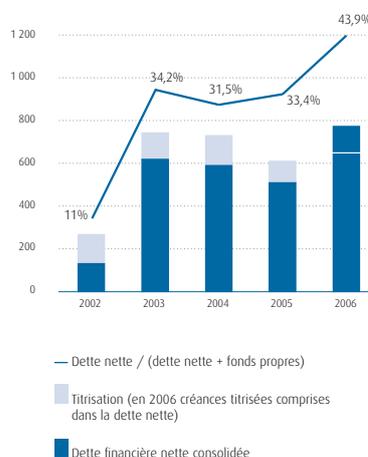
Investissements

Les investissements ont atteint € 137,6 millions, soit un niveau inférieur à 2005. A cette époque, plusieurs projets d'envergure étaient en voie d'achèvement, en particulier chez Matériaux Avancés et Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs. Parmi les investissements de 2006, quelque € 74 millions ont été affectés à la maintenance continue des installations, tandis que € 50 millions ont été injectés dans des projets de croissance. Le solde, soit € 14 millions, a servi à financer de nouveaux investissements dans le domaine environnemental.

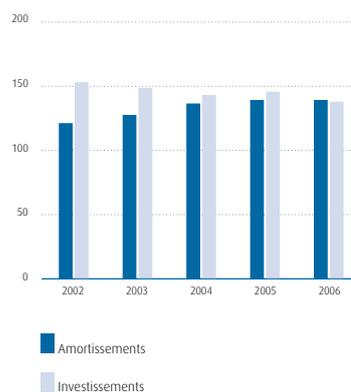
En 2006, Umicore a finalisé huit acquisitions et partenariats, dont cinq en Asie. Ces opérations ont concerné un large éventail d'activités et ont permis à Umicore d'élargir son assise industrielle et son portefeuille technologique. Le total des montants investis dans ces acquisitions a atteint € 50 millions.

En décembre, Umicore et Zinifex, un groupe australien actif dans l'extraction et la fusion du zinc, ont conclu un accord afin de conjuguer leurs atouts respectifs en matière de fusion du zinc et du plomb dans le cadre d'une coentreprise.

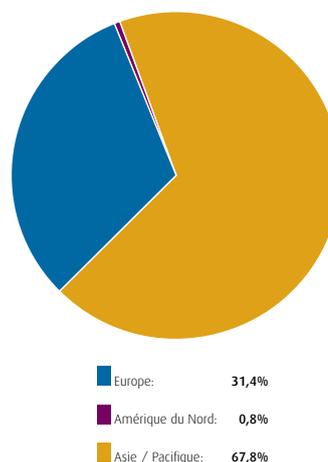
DETTE FINANCIÈRE NETTE, FIN DE PÉRIODE (en € millions)



AMORTISSEMENTS & INVESTISSEMENTS (en € millions)



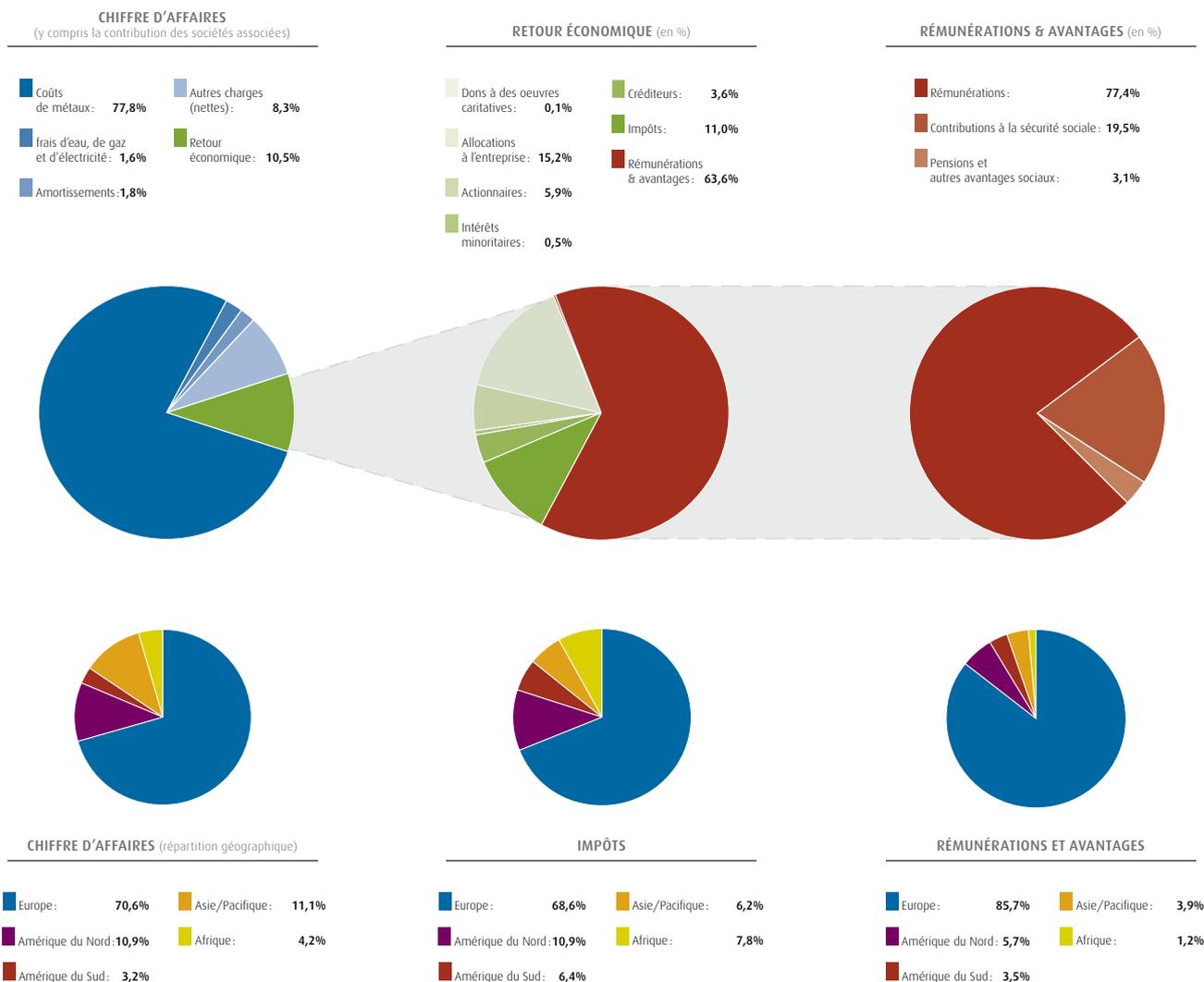
ACQUISITIONS (en %)



Répartition du retour économique

La part la plus significative du chiffre d'affaires global d'Umicore, s'élevant à € 8,9 milliards en 2006, a servi à approvisionner les activités de l'entreprise en matières premières (métaux) et en énergie (€ 7 milliards). Les amortissements et autres charges se sont élevés à € 895 millions. Du solde de € 928 millions, la part la plus importante (€ 457 millions) a été versée au personnel sous la forme de salaires. Les contributions à la sécurité sociale pour les travailleurs se sont élevées à € 115 millions alors que les contributions aux pensions et autres avantages du personnel se sont chiffrées à € 18 millions. Le montant des impôts sur le résultat et les taxes environnementales pour l'exercice 2005 se sont élevés à € 102 millions. Les charges d'intérêts pour dettes se sont élevées à € 33 millions et les montants alloués aux actionnaires minoritaires se sont chiffrés à € 5 millions. En 2006, Umicore a effectué des dons à des

œuvres caritatives pour un montant total de € 1,4 million. Cette somme inclut une donation de € 1 million qui a pour but de contribuer à la construction de la base de recherche belge en Antarctique «Princesse Elisabeth». Cette station sera opérationnelle en 2008 et participera à l'effort entrepris par la Fondation Polaire Internationale afin d'améliorer la compréhension des phénomènes de changement climatique. Le retour économique total, déduction faite des montants distribués susmentionnés, équivaut à un bénéfice net consolidé, part du Groupe, de € 196 millions. Le conseil d'administration d'Umicore proposera aux actionnaires la distribution d'un dividende brut de € 2,10 par action lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à Bruxelles le 25 avril 2007. Si cette proposition est acceptée, quelque € 55 millions seront distribués en 2006 aux actionnaires sous la forme de dividendes. Le solde soit € 141 millions constituera le bénéfice reporté.



Recherche, développement & innovation

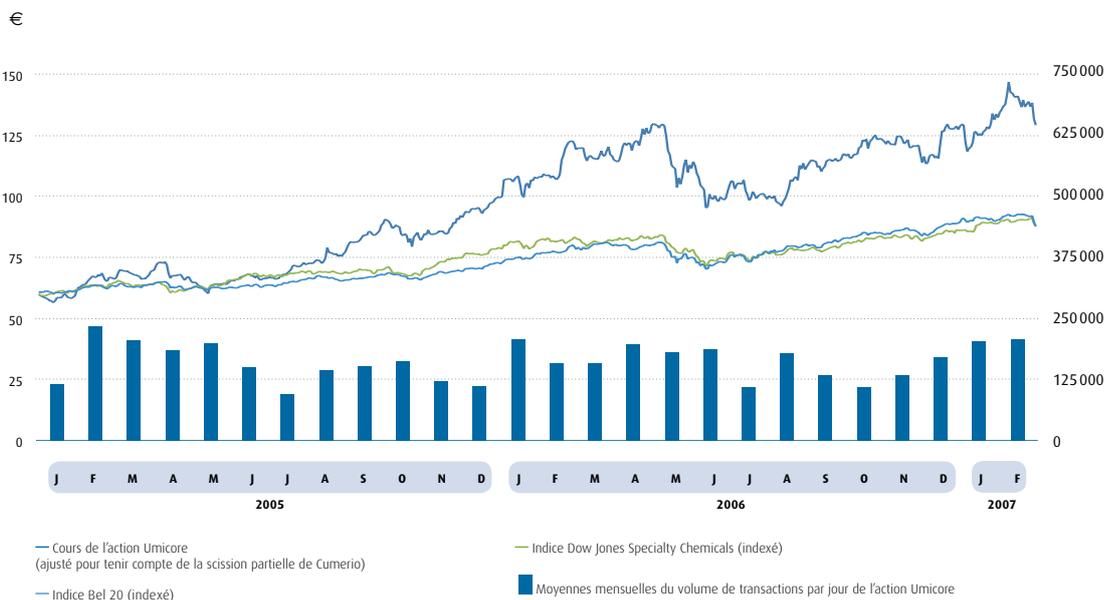
Dans l'ensemble, les dépenses en matière de recherche ont augmenté de 2,7% pour atteindre € 114,8 millions. Au niveau des entités, les efforts se sont avant tout intensifiés dans le domaine de la technologie de catalyse pour véhicules lourds roulant au diesel (Automotive Catalysts) et dans le développement de matériaux de nouvelle génération destinés aux batteries rechargeables.

Au niveau du groupe, le financement de diverses activités d'avenir s'est accéléré. L'évolution de l'activité Piles à combustible et les autres activités de catalyse s'est avérée suffisamment prometteuse pour justifier leur intégration dans une nouvelle entité baptisée Catalyst Technologies, qui regroupe également les activités de Precious Metals Chemistry. Parmi les autres domaines à haut potentiel, citons la mise au point d'un procédé breveté de fabrication de silicium utilisé dans les applications d'énergie solaire (actuellement un des goulots d'étranglement dans la production de panneaux photovoltaïques terrestres), ainsi que de nanopoudres.

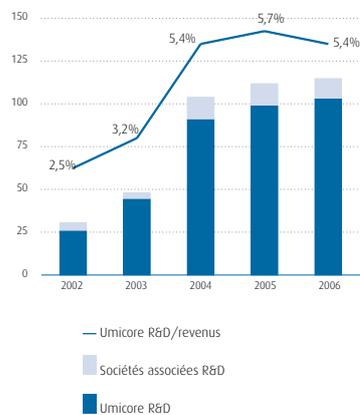
Les activités de recherche et de développement menées au niveau du Groupe ont été réorganisées autour de quatre plateformes de compétences qui soutiennent les activités de recherche des business units. Les plateformes « Particules Fines » et « Extraction et Recyclage » misent sur le développement des produits et des procédés. « Compétences ESS » et « Technologie Analytique » ont pour but de capitaliser sur les compétences d'Umicore afin de faciliter la commercialisation de ses produits. Ce facteur gagne sans cesse en importance, en particulier dans l'actuel contexte de durcissement des réglementations relatives aux matériaux et aux produits chimiques.

L'action Umicore

Cours de l'action et volume de transactions



DÉPENSES R&D (en € millions)



Données par action

(en € par action)	2002	2003	2004	2005	2006
Fond propres Groupe	49,28	45,71	50,03	38,57	37,04
Dividende brut ⁽¹⁾	1,40	1,60	1,65	1,85	2,10
Cours de l'action ⁽²⁾					
Plafond	51,65	56,95	70,30	99,85	130,00
Plancher	32,60	33,25	47,23	56,54	95,45
Clôture	41,13	55,64	69,25	99,60	129,00
Moyen	43,44	45,61	55,67	74,02	113,71
Nombre total d'actions émises fin de période ⁽³⁾	22 600 000	25 420 175	25 454 875	25 811 050	26 010 025
dont actions nominatives	4 158	4 834	6 223	7 599	17 867
dont actions propres	1 816 695	710 399	731 687	631 097	660 852
Nombre moyen d'actions – EPS de base ⁽⁴⁾	22 600 000	22 865 537	24 692 420	25 035 626	25 273 277

(1) Pour les investisseurs redevables du précompte immobilier en Belgique le dividende brut est sujet à un précompte immobilier de 25% (réduit à 15% sur présentation de strips VVPR). Le dividende 2006 suppose que les actionnaires acceptent la proposition du conseil d'administration de payer un dividende brut de € 2,10 par action.

(2) Le cours de l'action a été ajusté en 2005 pour tenir compte de la scission partielle de Cumerio en avril.

(3) En 2006 Umicore a procédé à deux augmentations de capital. Il s'agit au total de 198 975 actions créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec strips VVPR. En 2005 Umicore a procédé à sept augmentations de capital. Il s'agit au total de 356 175 actions créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec strips VVPR. En 2004 Umicore a procédé à deux augmentations de capital. Il s'agit au total de 34 700 actions créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec strips VVPR. En 2003 Umicore a procédé à trois augmentations de capital. Il s'agit au total de 2 820 175 actions créées avec strips VVPR. 2 400 000 actions ont été créées à la suite de l'augmentation de capital en novembre 2003 et le solde à la suite de la conversion d'options du plan ESOP 1999 en actions ordinaires.

(4) A partir de 2004, le nombre moyen d'actions ne comprend pas les actions détenues en propre.

Actionnariat et structure du capital

(en milliers €)	2002	2003	2004	2005	2006
Capital social, fin de période					
Capital souscrit ⁽¹⁾	500 000	562 393	563 161	459 679	463 223
Capitalisation boursière	929 538	1 414 379	1 762 750	2 570 781	3 355 293
Actionnariat déclaré, fin de période					
Actions détenues en propre par Umicore	8,04%	2,79%	2,87%	2,45%	2,54%
Schroders	-	-	-	5,16%	-
Fidelity	-	-	6,06%	4,98%	-
Parfimmo	-	-	-	3,12%	3,10%
Merrill Lynch	-	-	-	3,10%	-
Suez	28,56%	15,68%	0,54%	-	-
Flottant ⁽²⁾	71,44%	84,32%	100,00%	100,00%	100,00%

(1) Après scission partielle de Cumerio et incorporation des primes d'émission.

(2) Définition Euronext.



« L'utilisation d'une lentille ou d'un miroir à faible coût pour focaliser et concentrer la lumière du soleil sur une minuscule cellule solaire au germanium à haut rendement permet de produire nettement plus d'électricité qu'une cellule solaire classique. Elle entraîne également une réduction substantielle des coûts de production d'électricité par rapport aux cellules solaires conventionnelles au silicium. Je fais de la recherche sur les cellules solaires depuis de nombreuses années, mais au sein d' Umicore, j'ai pu également observer le chemin parcouru par les matériaux cruciaux pour cette technologie fascinante pour finalement aboutir sur le marché. Je suis heureux de pouvoir constater qu'en cette période où les préoccupations énergétiques augmentent, nos produits peuvent aider à alimenter le monde en énergie d'une façon durable. »

Wim Geens,
Process and Product
Development Manager, Olen



MATÉRIAUX AVANCÉS

Profil

Le business group Matériaux Avancés produit des métaux de haute pureté, des alliages, des composés et des produits spéciaux pour un large éventail d'applications ; il est le leader mondial dans les poudres fines et composés de cobalt, ainsi que dans les produits à base de germanium. Matériaux Avancés dessert des secteurs de marché très divers, des plus traditionnels - tels que l'industrie des outils en métaux durs - aux plus sophistiqués, notamment les batteries rechargeables, la micro-électronique et les satellites. Matériaux Avancés comprend trois business units - Engineered Metal Powders, Specialty Oxides & Chemicals et Electro-Optic Materials - auxquelles s'ajoute la participation de 40% qu'Umicore détient dans Element Six Abrasives (une joint-venture avec Element Six).

Près de 5-10% des besoins en germanium et en cobalt d'Umicore sont couverts par le recyclage. Le germanium et le cobalt étant des éléments rares, Umicore s'attache plus particulièrement à utiliser ces deux éléments le plus efficacement possible dans ses produits. Des efforts significatifs sont également consentis en vue de mettre au point des solutions à base de matériaux de substitution et d'étendre ainsi les propriétés de ces matériaux à des domaines d'application plus vastes. Dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène au travail, la gestion des émanations de poussières de cobalt sur les lieux de travail est l'un des principaux points sous surveillance constante de cette activité. Umicore fait particulièrement attention à l'éthique en ce qui concerne la provenance du minerai de cobalt en Afrique centrale.

Chiffres clés (en € millions)	2002	2003	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	354,1	354,9	552,5	456,4	606,4
Revenus (hors métal)	213,2	221,2	308,6	275,1	287,2
EBIT récurrent	31,4	50,1	85,4	59,4	52,9
dont sociétés associées ⁽¹⁾	13,8	13,5	18,6	18,4	22,3
Marge opérationnelle récurrente (%)	8,3%	16,5%	21,7%	14,9%	10,6%
EBITDA	53,2	55,3	106,3	83,6	77,1
Investissements	18,8	17,9	24,9	22,2	15,8
Capitaux engagés - moyenne	239,5	203,0	408,5	387,0	380,9
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	7,1%	18,1%	20,8%	15,2%	13,9%
Effectifs - fin de période	2 876	2 921	4 075	4 330	5 515
dont sociétés associées ⁽¹⁾	1 493	1 584	2 574	2 935	4 139

(1) Sociétés associées au 31 décembre 2006 : Ganzhou Yi Hao Umicore Industries Co. Ltd. (Engineered Metal Powders, Specialty Oxides & Chemicals); Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co Ltd.; Todini and Co. (Specialty Oxides & Chemicals); Element Six Abrasives (Synthetic Diamonds)

Specialty Oxides & Chemicals

Dans le domaine des **Batteries rechargeables**, le volume des ventes de cobaltite de lithium a enregistré une progression marquée, en particulier au second semestre. La demande d'ordinateurs portables et de téléphones mobiles a poursuivi sa croissance à deux chiffres. La pression sur les prix exercée par le secteur de l'électronique nomade a fait diminuer les primes. Les livraisons de matériau Cellcore MX à faible teneur en cobalt ont démarré avec régularité au second semestre. Les outils électroportatifs et les véhicules hydrides constituent de nouveaux débouchés pour la technologie lithium-ion. Umicore met actuellement au point des produits spécifiques à l'intention de ces applications exigeantes.

Les marges de **Céramique & Produits chimiques** ont été influencées par une concurrence offensive, toutes régions confondues. Le volume des ventes de composés à base de cobalt s'est orienté à la baisse par rapport à l'année précédente. Quant aux ventes annuelles de composés à base de nickel, elles sont restées stables. L'entité continue à se distinguer en proposant des offres sur mesure intégrant un réseau de distribution, des produits plus spécialisés et des services de recyclage, de même qu'en se concentrant sur les segments haut de gamme (revêtements métalliques, catalyse et carboxylates).

La contribution des activités de **raffinage du cobalt** a subi les effets négatifs de la baisse du prix du cobalt et de la réduction simultanée des marges de raffinage de ce métal.

Engineered Metal Powders

L'année a été difficile pour **Matériaux pour outils**, les ventes dans le secteur des métaux durs ont accusé un recul par rapport à 2005, et ce malgré une progression de l'activité dans les principaux secteurs utilisateurs. Des progrès technologiques dans le secteur de l'outillage ont permis de diminuer les besoins en cobalt. En matière d'outils diamantés, le marché asiatique a vu apparaître de nouveaux acteurs chinois aux côtés des fabricants sud-coréens. Sur le marché européen, l'activité du travail de la pierre s'est déplacée vers l'Europe de l'Est, la Chine et l'Inde, ce qui a restreint le marché disponible pour les fabricants d'outillage d'Europe occidentale. En 2006, Umicore a fermé son site de production de poudre de cobalt extra fine de Maxton (USA).

Dans le domaine des **Batteries primaires**, la demande européenne a amorcé un recul par rapport à l'an passé, tandis que les marchés américain et asiatique ont gardé leur vigueur. Les revenus de cette activité sont restés identiques. En Belgique, la production a diminué car l'activité s'est recentrée exclusivement sur les produits de haute qualité. En Chine, elle a progressé, mais les primes sont restées peu élevées en raison de la forte concurrence locale.

Electro-Optic Materials

Le volume des ventes de **substrats** en germanium a largement dépassé celui de l'exercice précédent, surtout au second semestre. La demande émanant du secteur des satellites est restée soutenue. Les ventes d'applications DEL (diodes électroluminescentes) ont poursuivi leur croissance. Les concentrateurs photovoltaïques à base de substrats en germanium sont toujours autant prometteurs dans le cadre des applications terrestres (voir l'étude sur les bénéfices de cette technologie à la page 17). Cependant, aucune hausse significative des volumes n'est attendue à très court terme. En effet, la technologie doit encore enrichir ses états de service et entrer dans les mœurs.

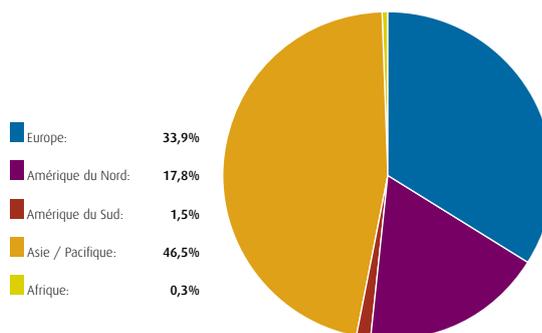
En **Optique**, les ventes de flans en germanium ont progressé grâce principalement à un gain de parts de marché, surtout aux Etats-Unis. La production et la vente de produits finis optiques (comme les lentilles GASIR®) ont enregistré une progression régulière tout au long de l'année, tant dans le domaine des applications automobiles (système d'aide à la conduite) que non automobiles. Acquisée en avril 2006, l'activité objectifs infrarouges de l'entité L3, établie aux USA, complète le portefeuille d'Umicore dans le domaine des matériaux en verre infrarouge à base de chalcogénure. Cette acquisition permettra d'atteindre de nouveaux clients dans le secteur automobile.

Les volumes de raffinage du germanium ont également évolué à la hausse, résultat du traitement des matériaux secondaires. La raffinerie d'Olen (Belgique) offre une grande flexibilité dans le choix du mélange optimal de matières à raffiner. En 2006, Umicore a décidé d'investir dans une installation de raffinage et de transformation en Chine. Cet investissement permettra à l'entreprise d'améliorer la position globale de cette activité.

Synthetic Diamonds

Element Six Abrasives a une excellente année à son actif : sa contribution au chiffre d'affaires d'Umicore s'est accrue. Le volume des ventes d'abrasifs diamantaires a poursuivi sa croissance, s'alignant sur les niveaux d'activité du secteur de la construction, et ce malgré la pression sur les prix exercée par les concurrents chinois. Element Six Abrasives a réagi en comprimant ses coûts de production, grâce à une expansion vers des pays à faibles coûts comme l'Ukraine et en se recentrant davantage sur les produits à haute valeur ajoutée tels que les matériaux polycristallins. Une forte croissance a été observée dans le domaine des outils de coupe, en particulier sur le marché des métaux ouvrés. La vente de produits destinés aux applications de forage a progressé, dopée par la demande des secteurs pétrolier et gazier. Le forage au diamant continue de se substituer aux produits conventionnels aux carbures. En 2006 Element Six Abrasives a acquis un site de synthèse à Poltava (Ukraine) et ouvert une opération "Greenfield" à Suzhou (Chine).

MATÉRIAUX AVANCÉS (CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION)





Carl Quaeys
Business Line Manager Substrates,
Olen

Le retour sur Terre des cellules solaires à base de germanium

Umicore est le principal fournisseur de substrats en germanium, qui sont les éléments de base entrant dans la fabrication des cellules solaires les plus efficaces au monde. La résistance relativement élevée du germanium autorise la production de substrats très fins et par conséquent très légers. De plus, sa tenue aux rayonnements en fait un premier choix comme matériau de base pour cellules solaires destinées à des applications spatiales. Des cellules solaires à haut rendement à base de germanium sont utilisées depuis le début des années 1990 pour alimenter en énergie des satellites et d'autres applications spatiales.

Les cellules solaires au germanium ont un rendement jusqu'à deux fois plus élevé que les cellules au silicium dans la conversion des rayons du soleil en électricité. Revers de la médaille, elles sont nettement plus chères. Mais cette situation est en passe de changer, et le germanium peut sérieusement envisager une utilisation terrestre. En effet, l'utilisation d'une technologie de concentration destinée à focaliser la lumière du soleil sur des cellules solaires au germanium de petite taille permet de réduire considérablement la quantité de ce précieux semi-conducteur

nécessaire à la fabrication de systèmes d'énergie solaire. Cette approche devient ainsi très concurrentielle par rapport à d'autres systèmes de cellules solaires. Pour les équipes d'Umicore, il s'agit d'un développement potentiel de tout premier plan.

Les entreprises actives dans les énergies renouvelables ont manifesté un vif intérêt pour cette technologie et sont en train d'évoluer du stade de la démonstration vers des stades de planification et de construction de centrales électriques qui alimenteront des industries et des communautés. La technologie des concentrateurs solaires peut certainement contribuer à une solution durable aux besoins énergétiques croissants du monde et aux problèmes environnementaux.



« Depuis de nombreuses années, les bijoux sont revêtus d'une couche de métaux précieux tels que l'or ou l'argent. Aujourd'hui, l'électronique aussi recourt de plus en plus aux propriétés spécifiques de ces métaux. La qualité et la pureté du produit deviennent alors des critères décisifs. C'est pour cela que nous contrôlons en permanence la pureté de la solution de galvanoplastie. »

Nagoshi Takashi
Ingénieur de galvanoplastie,
Japon



MÉTAUX PRÉCIEUX – PRODUITS ET CATALYSEURS

Profil

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs produit une gamme de matériaux fonctionnels complexes, basée sur son expertise dans d'autres domaines technologiques complémentaires, tels que la catalyse et les traitements de surface. Sa production dessert un grand nombre d'industries, dont l'automobile, la joaillerie, l'électronique, le secteur pharmaceutique et l'optique. Ses activités sont organisées en cinq business units : Automotive Catalysts, Catalyst Technologies, Jewellery & Electroplating, Technical Materials et Thin Film Products. Au total, ces activités comptent plus de 20 sites de production dans 15 pays de par le monde.

En aval, plus de 50% des besoins d'Umicore en métaux précieux proviennent du recyclage. Etant donné la grande valeur de ces métaux, le modèle de boucle fermée revêt une importance particulière pour les clients. Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs est ainsi le plus grand investisseur d'Umicore dans le domaine de la recherche et du développement, une activité vitale dans des segments à croissance rapide. La division Automotive Catalysts joue un rôle important pour la société et l'environnement, en permettant de réduire constamment l'émission de substances polluantes nocives par les véhicules. L'activité Catalyst Technologies développe des membranes et des technologies de catalyse pour les piles à combustible, des catalyseurs homogènes pour des applications chimiques et pharmaceutiques et des technologies pour le recyclage des batteries rechargeables et des catalyseurs gaz-liquide.

Chiffres clés (en € millions)	2002	2003⁽¹⁾	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	-	646,0	1 678,7	1 860,6	2 502,2
Revenus (hors métal)	-	286,9	698,0	766,2	837,6
EBIT récurrent	-	42,9	122,8	136,1	139,0
dont sociétés associées ⁽²⁾	-	3,1	9,0	8,4	9,1
Marge opérationnelle récurrente (%)	-	14,9%	16,3%	16,7%	15,5%
EBITDA	-	62,9	166,6	177,7	181,1
Investissements	-	13,7	49,2	43,6	32,7
Capitaux engagés – moyenne	-	538,3	581,9	610,1	695,1
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	-	17,5%	21,1%	22,3%	20,0%
Effectifs – fin de période	-	3 319	3 273	3 420	4 022
dont sociétés associées ⁽²⁾	-	163	178	220	263

(1) En 2003, seuls les 5 derniers mois pour les activités de PMG et 12 mois pour Thin Film Products (précédemment inclus dans Matériaux Avancés).

(2) Sociétés associées au 31 décembre 2006 : ICT Japan, ICT USA, Ordeg (Automotive Catalysts), SolviCore (Catalyst Technologies).

Automotive Catalysts

La production mondiale de véhicules automobiles a augmenté de 1% au second semestre (3% sur l'ensemble de l'année). Aux États-Unis, les niveaux de production de véhicules légers ont accusé un recul de 3% par rapport à l'an passé. La croissance américaine, d'abord mitigée au premier semestre, s'est effondrée de quelque 8% durant la seconde partie de l'année. Les constructeurs automobiles américains ont encore perdu 3% de part de marché, au profit des usines de montage asiatiques.

En Europe, la production de véhicules légers a progressé de 2% comparativement à 2005. La proportion de véhicules à moteur diesel s'est stabilisée pour dépasser légèrement 50% de l'ensemble des ventes de véhicules légers. Le marché des filtres à particules (FAP) pour moteurs diesel a été un peu plus lent que prévu à se développer. Cependant, les normes d'émissions Euro V ont été ratifiées au mois de décembre pour entrer en vigueur en 2009. Ce contexte, associé aux incitants fiscaux octroyés dans certains pays tels que l'Allemagne, est propice à l'évolution du marché des FAP.

La croissance asiatique continue d'être emmenée par la construction automobile chinoise, dont la production annuelle s'est accrue de 22%. Les autres pays asiatiques ont enregistré une croissance soutenue. La reprise du marché sud-américain s'est poursuivie, les volumes de production y ont connu une hausse de 8% par rapport à 2005.

Dans l'ensemble, les volumes des ventes d'Umicore ont connu une croissance élevée tout au long de l'année, principalement en Asie. La deuxième ligne de production de l'usine de Suzhou (Chine) est entrée en service au troisième trimestre. Dès la fin de l'année, elle connaissait déjà un bon niveau d'occupation. En Europe et en Amérique du Nord, les ventes ont été soutenues, malgré un contexte difficile rencontré dans la production de véhicules légers aux États-Unis.

En octobre, Umicore et ses partenaires en coentreprise ont décidé de la fermeture de l'usine ICT de Calvert City (Kentucky). La production a été délocalisée à Burlington (Umicore, Canada) et Himeji (ICT, Japon). Cette opération permettra à ICT Inc. d'avoir accès aux procédés technologiques de dernière génération.

L'entité a encore intensifié ses activités de recherche et de développement, principalement dans le domaine de la technologie de catalyse pour véhicules lourds roulant au diesel, destiné aux applications routières et hors-route.

Technical Materials

Les revenus de **Matériaux platineux façonnés** ont enregistré une hausse sensible. La demande a augmenté grâce aux nouvelles unités de production de verre pour écrans LCD qui ont été construites en Asie ainsi qu'à certains autres projets en Europe. La minimalisation des coûts de fonctionnement du processus recherchée par Umicore a permis à l'activité de progresser malgré l'érosion généralisée des prix dans le secteur LCD. Les ventes de toiles en platine ont enregistré une baisse par rapport à l'an dernier.

Les ventes de fils et de pâtes de la branche **Matériaux de packaging électronique** ont été stimulées par une bonne croissance du secteur électronique. Au mois de juillet, Umicore a pris une participation de 14% dans le fabricant sud-coréen Duksan Hi-Metal Co. Ltd., spécialiste en boîtiers BGA («ball grid array»).

L'activité **Matériaux de contact** a enregistré une hausse de son volume des ventes. Les ventes aux clients européens ont connu une amélioration, des clients importants ayant renforcé leur présence sur les marchés étrangers, pour la plupart en Asie. En janvier 2007, l'activité a finalisé l'acquisition d'Ames Electro Materials Corporation, qui viendra renforcer la présence de l'activité aux USA.

BrazeTec a connu une croissance soutenue en 2006. En Europe, ses activités ont été dopées par la hausse des volumes de ventes d'alliages destinés aux applications métallurgiques. Dans l'ensemble, le niveau des primes est resté stable. En janvier 2006, Umicore a acquis les actifs d'un des principaux producteurs chinois de matériaux de soudure. Cette activité, maintenant opérationnelle sous le nom Umicore Technical Materials Yangzhong, a affiché de très bonnes performances en 2006.

Jewellery & Electroplating

L'activité **Joallerie et Métaux industriels** a enregistré un ralentissement des livraisons de flans en argent pour monnaies et médailles sur le marché allemand de la décoration. Le mix produit global s'est amélioré et s'est accompagné d'un accroissement des ventes de produits à haute valeur ajoutée. Les activités de recyclage de l'or et de l'argent ont tiré parti des prix élevés de ces métaux.

Les revenus de l'activité **Galvanoplastie** ont été constants tout au long de l'année, et dans l'ensemble ont dépassé le niveau de l'exercice précédent. Les volumes de vente se sont accrus tant dans le domaine des produits et services haut de gamme pour applications électriques et électroniques que dans celui des électrolytes à base de platine et de palladium (voir l'étude spéciale sur l'activité Galvanoplastie d'Umicore à la page 21).

Thin Film Products

Les revenus de la division **Ecrans** ont baissé sous l'effet de l'érosion des prix dans le secteur LCD.

L'activité **Electronique & Stockage des données** a connu une très bonne année. Les revenus de la branche Electronique ont enregistré une progression sensible. Cependant, la problématique des prix reste bien présente sur ce marché.

L'activité **Optique & Protection contre l'usure** a enregistré une croissance à deux chiffres de ses volumes par rapport à 2005. En août, Umicore a acquis une participation de 80% dans le capital de Beijing JuBo Photoelectric Technology Co., le principal fournisseur chinois de matériaux d'évaporation destinés aux applications optiques.

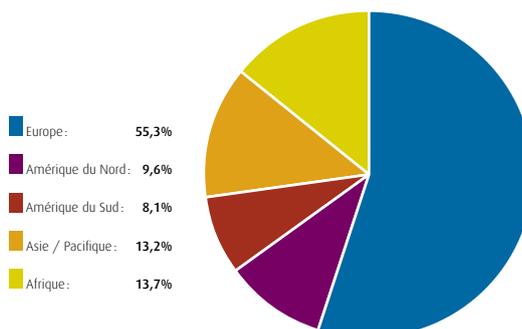
Catalyst Technologies

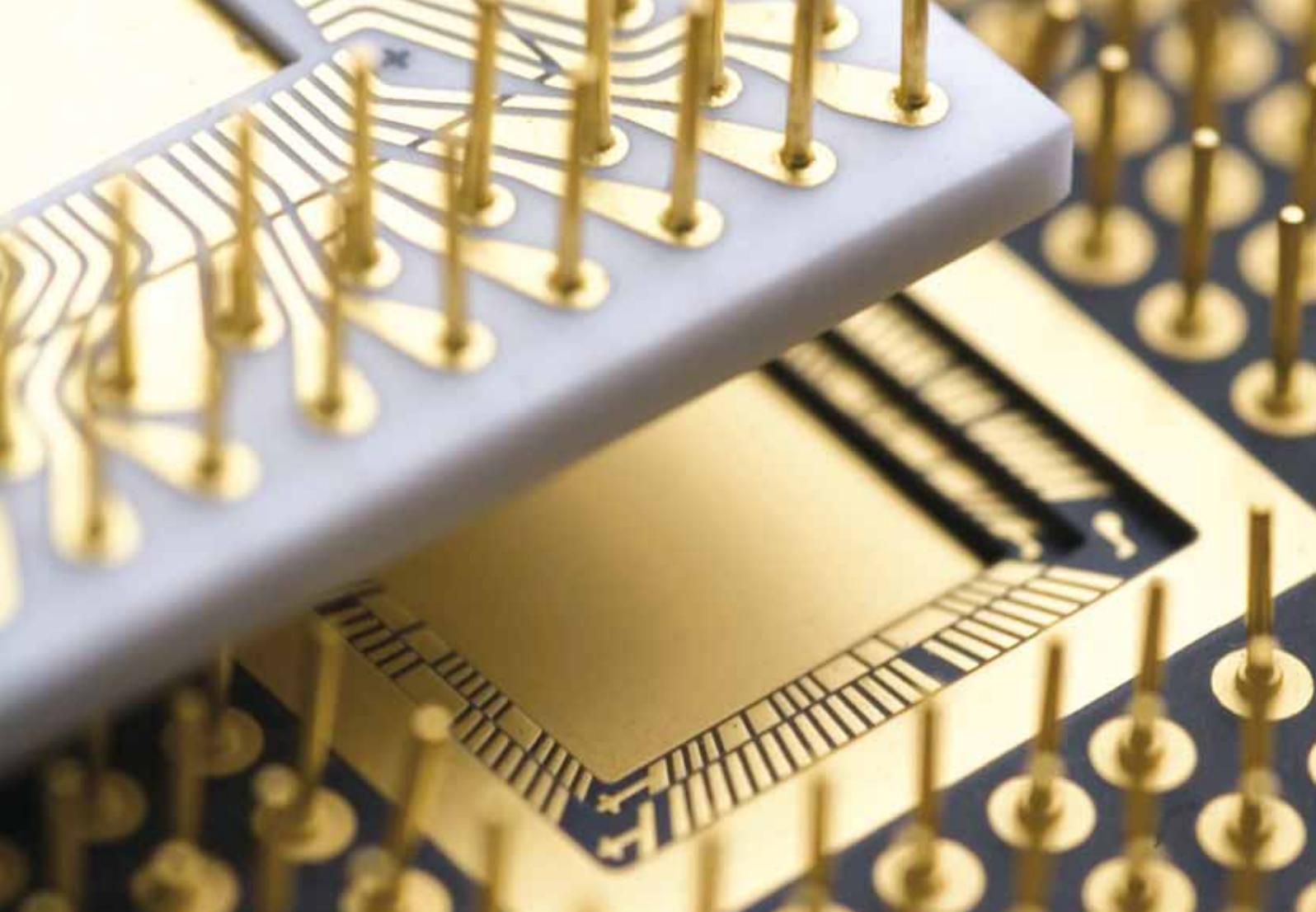
Les ventes de la division **Composés inorganiques** ont poursuivi leur essor, en accord avec la demande accrue des secteurs de la construction automobile et de la galvanisation. Les ventes de **Produits chimiques organométalliques** ont également progressé, bien qu'émanant d'une clientèle restreinte. Les volumes ont été poussés à la hausse par la demande du secteur pharmaceutique et du secteur des produits chimiques en vrac.

La branche **Catalyseurs hétérogènes** regroupe les autres activités d'Umicore dans le domaine des catalyseurs non automobiles. Des avancées commerciales ont été aussi réalisées dans le domaine des catalyseurs GTL et des catalyseurs de reformage.

En mars 2006, Umicore et Solvay ont annoncé la création d'une coentreprise dans le domaine des piles à combustible – SolviCore. SolviCore combine la technologie développée par Umicore dans le secteur catalyseurs et le savoir-faire de Solvay en matière de membranes de polymère afin de produire des assemblages membrane-électrodes (AME). Certaines innovations précommerciales, réalisées en partenariat avec les chefs de file des piles à combustible, gagnent encore du terrain dans les applications microportables et les projets automobiles.

MÉTAUX PRÉCIEUX - PRODUITS & CATALYSEURS; CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION





Thomas Engert, Managing Director Galvanotechnik GmbH, Schwäbisch Gmünd

Précieux filaments d'or

La beauté des métaux précieux n'est certes plus à démontrer, mais leurs propriétés uniques les destinent de plus en plus à des applications techniques sophistiquées comme la microélectronique. Dans le cadre de cette évolution, Umicore Galvanotechnik est un véritable chef de file.

L'or est un excellent conducteur électrique et convient donc parfaitement aux composants électroniques, qui exigent la transmission fiable de basses tensions et de faibles courants.

Un fil d'or – de l'épaisseur d'un cheveu humain – est ainsi utilisé pour raccorder les couches d'or très pur recouvrant les surfaces d'une puce en silicium et d'un circuit imprimé.

Umicore Galvanotechnik s'est spécialisée dans la galvanoplastie, c'est-à-dire le dépôt d'une fine épaisseur d'un métal à la surface d'un objet – par exemple d'un circuit imprimé. Pour ce faire, on place généralement l'objet à traiter dans une solution contenant le métal sous forme de sel, que l'on soumet à un courant électrique. Une opération de finition des circuits imprimés est nécessaire afin d'assurer l'adhésivité ou la soudabilité des semi-conducteurs lorsqu'ils seront connectés à la carte.

La sophistication croissante de l'électronique et la tendance de plus en plus poussée à la miniaturisation exigent le dépôt de couches de métaux précieux de plus en plus fines, avec une précision et une vitesse maximales. Il s'agit là d'un des principaux avantages concurrentiels d'Umicore.

L'or se lie très bien avec le cuivre plaqué sur une carte électronique mais il déclenche une réaction entre les deux métaux qui diminue la capacité d'adhésivité ou la soudabilité. C'est la raison pour laquelle on utilise des couches intermédiaires de nickel et de palladium pour séparer l'or du cuivre. Le dernier développement d'Umicore en matière de finition des cartes à circuits imprimés consiste en une épaisseur de palladium extrêmement fine déposée par un procédé chimique sans courant électrique. L'utilisation d'une fine barrière de palladium permet également de diminuer la quantité nécessaire d'or pur. La méthode permet donc une réduction des coûts tout en atteignant des performances remarquables.



« L'activité de recyclage des métaux précieux au sein d'Umicore est la plus importante de ce type au monde. Le maintien de cette position de leader nécessite des investissements en continu, afin d'améliorer sans cesse l'efficacité et la flexibilité d'un procédé de production particulièrement complexe. Umicore est de ce fait en mesure de maximiser la récupération des métaux précieux tels que le platine, le palladium, le rhodium, le ruthénium et l'iridium, dont l'utilisation est devenue cruciale pour une multitude d'applications de haute technologie. Umicore est parvenue à ce résultat en concentrant ses efforts au cours des dix dernières années sur un remodelage complet de l'usine d'Hoboken, faisant appel à des processus et des technologies à la fois innovants et durables.

En repensant à ces dix dernières années, je suis surprise par la vitesse d'évolution des innovations apportées à des opérations aussi complexes et dans une usine d'aussi grande taille, mais cette vitesse est indispensable pour répondre à la nécessité d'optimiser le recyclage des matériaux qui contiennent des métaux précieux. »

Marleen Esprit,
Head of the Precious Metals
Competence Center,
Group R&D, Olen



MÉTAUX PRÉCIEUX - SERVICES

Profil

Métaux Précieux - Services est le leader mondial en matière de recyclage des matériaux complexes contenant des métaux précieux. Son métier de base consiste à fournir des services complets de raffinage et de recyclage à une clientèle internationale. Métaux Précieux - Services recycle et raffine des métaux précieux et d'autres métaux non ferreux à partir d'un large éventail de matériaux intermédiaires industriels complexes et de résidus contenant des métaux précieux et provenant d'applications dans l'électronique et la catalyse. Métaux Précieux - Services est unique par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses opérations ; il est présent sur trois continents avec des activités de recyclage et de raffinage, de collecte et de pré-traitement, et son unité Precious Metals Management.

L'approvisionnement d'Umicore provient presque intégralement de matières secondaires (sous-produits industriels et matériaux en fin de vie). Les activités illustrent à merveille la capacité de gérer le cycle complet des matériaux et de tirer pleinement parti du potentiel infini de recyclage des métaux. En termes de défis en matière de développement durable, un programme est actuellement en cours afin de remédier aux problèmes de pollution historique aux alentours de l'usine de Hoboken. En termes d'hygiène au travail, les concentrations en plomb dans le sang des travailleurs du site de Hoboken font l'objet d'un suivi très strict, ainsi que les rares cas de sensibilité accrue due au contact des sels de platine.

Chiffres clés (en € millions)	2002	2003	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	768,8	1 717,0	2 282,9	3 133,0	4 005,7
Revenus (hors métal)	201,0	214,7	204,9	234,5	325,0
EBIT récurrent	53,2	45,7	34,0	56,8	131,3
dont sociétés associées	-	-0,1 ⁽¹⁾	-	-	-
Marge opérationnelle récurrente (%)	26,5%	21,3%	16,6%	24,2%	40,4%
EBITDA	78,2	71,3	59,0	97,7	162,4
Investissements	36,3	23,2	20,9	23,5	20,9
Capitaux engagés - moyenne	166,6	240,6	289,9	254,7	276,2
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	32,0%	19,0%	11,7%	22,3%	47,5%
Effectifs - fin de période	1 160	1 180	1 289	1 297	1 314

(1) Cycleon

Precious Metals Refining

Le raffinage a affiché des résultats remarquables. Les bénéfices 2006 sont plutôt exceptionnels en raison d'un contexte associant de bonnes conditions d'approvisionnement et un prix des métaux orienté à la hausse.

La performance opérationnelle de l'usine d'Hoboken a été excellente. Le débit a été très élevé et la fonderie a tourné sans interruption de novembre 2005 à février 2007, un nouveau record. De nouvelles améliorations dans l'efficacité du processus ont été mises en œuvre. Cela a permis une diminution des stocks intermédiaires.

En 2006, le contexte d'approvisionnement, déjà bon en 2005, n'a cessé de s'améliorer. La disponibilité de sous-produits issus des raffineries de métaux précieux ou non ferreux dans le monde entier a été plus importante par rapport à l'année précédente. Ce fut particulièrement le cas des résidus de métaux précieux

et de cuivre. Les approvisionnements de déchets électroniques ont enregistré une croissance soutenue tout au long de l'année. Les approvisionnements de pots catalytiques usagés ont progressé après un début d'année difficile. L'alimentation en catalyseurs pétrochimiques usagés a également augmenté. Dans l'ensemble, les approvisionnements de matériaux en fin de vie ont représenté plus de 30% des entrées en termes de frais de raffinage (en hausse comparativement aux 23% de 2005). La haute disponibilité de la plupart des matériaux s'est traduite par une amélioration des conditions de vente par rapport à 2005, en particulier au second semestre. Cependant, cet effet a été réduit par l'augmentation de la concurrence

Le prix de la plupart des métaux précieux s'est maintenu à de très hauts niveaux et a contribué aux performances exceptionnelles de l'activité Recyclage. Ce fut aussi le cas pour

les métaux de base et spéciaux tels que le cuivre, le nickel, l'indium et le tellure. Le processus flexible d'Umicore en matière de recyclage/raffinage permet de traiter un éventail unique de matériaux contenant des métaux précieux, spéciaux et de base.

Un programme d'investissement de processus était lancé sur le site de Hoboken. Celui-ci portera sur le développement de nouvelles infrastructures et technologies de concentration visant à augmenter la productivité et la flexibilité des activités de recyclage et de raffinage. Il entraînera une amélioration supplémentaire des cycles des métaux et devrait conduire à de nouvelles réductions des stocks intermédiaires. La technologie aura aussi des avantages environnementaux puisqu'elle permettra des réductions supplémentaires des émissions de poussières métalliques. L'investissement, évalué à un montant de € 50 millions, devrait être finalisé à la mi-2008. La construction a débuté au troisième trimestre 2006 (pour plus de détails sur le programme d'investissement voir l'étude réalisée en page 25).

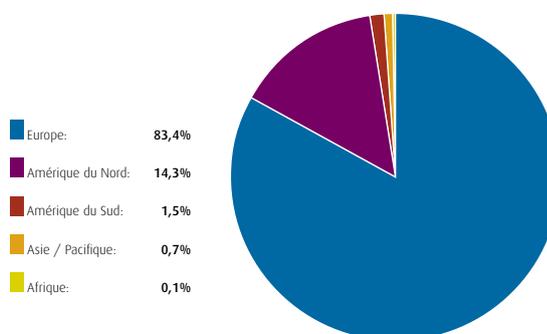
Dans le cadre de la restructuration à Hanau (Allemagne), préalablement annoncée, les activités de raffinage qui incombait précédemment à Precious Metals Chemistry sont revenues dans le giron de Métaux Précieux – Services. Cette transition devrait engendrer de nouveaux gains de rentabilité pour les années à venir. Un montant de € 12,5 millions a été inscrit en compte de résultats non récurrents pour la restructuration prévue des activités de raffinage établies à Hanau. Ces activités seront intégrées à celles de Hoboken.

Precious Metals Management

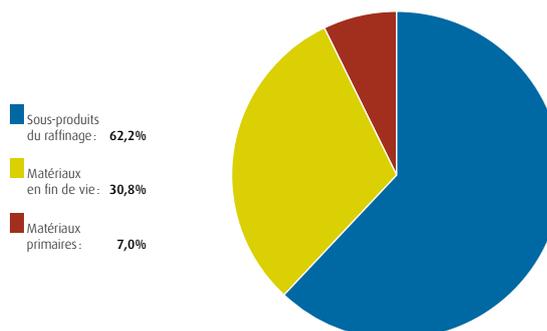
En 2006 les prix de métaux précieux ont atteint des sommets inégalés depuis 25 ans. Les marchés ont conservé leur dynamisme, après avoir connu un pic d'activité au cours des six premiers mois. Au mois de mai, les prix du rhodium ont atteint des niveaux inédits depuis 1990. Vers la fin de l'année, le platine et le ruthénium ont aussi atteint des records historiques à respectivement USD 1 390 /tr l'once et USD 610 /tr l'once. L'année 2006 a été marquée par la volatilité des prix, tous métaux précieux confondus, en particulier pour le rhodium, ce qui a élargi les perspectives et accru les risques pour les négociants en métaux dans le monde entier. Certains métaux précieux ont aussi fait l'objet de meilleures conditions de leasing. L'activité Metals Management a pu largement tirer parti de cette conjoncture économique inhabituelle.

Les ventes physiques de métaux aux clients industriels se sont accrues en dépit du prix élevé des métaux précieux. Depuis le 1er janvier 2006, tous les lingots de métaux précieux produits par les usines d'Umicore portent la marque du groupe, « Umicore ». Les ventes de ces lingots aux investisseurs se sont envolées, en particulièrement pour l'or et l'argent.

MÉTAUX PRÉCIEUX - SERVICES; CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION



ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS (en fonction des frais de raffinage)





Koen Demesmaeker
Directeur commercial,
Precious Metals Refining, Hoboken

Trouver son chemin grâce aux métaux précieux

Même si cette voiture est flambant neuve, les métaux précieux tels que l'or et l'argent qu'elle contient ne le sont très probablement pas. Il s'agit d'éléments invisibles mais indispensables à une voiture d'aujourd'hui. Ils vous permettent de suivre votre position sur votre GPS, d'assainir les gaz d'échappement... ou tout simplement de démarrer.

Bien que ces métaux précieux soient mis en oeuvre de plus en plus efficacement, le recours aux technologies modernes dans la voiture de Monsieur Tout-le-Monde a explosé ces dernières années, ce qui a engendré une augmentation spectaculaire de la demande de ces métaux qui, par définition, sont rares. Pour vous donner une idée, sachez que les applications électroniques actuelles comptent plus de 60 composants différents, soit six fois plus que dans les années 1980.

Et c'est précisément là qu'Umicore entre en jeu en tant que leader mondial en matière de recyclage des métaux précieux. La complexité accrue des véhicules modernes et de l'électronique de haute technologie requiert la mise en oeuvre de technologies de raffinage et de recyclage sophistiquées, qui permettent de récupérer les métaux précieux et de les réinjecter dans la chaîne de valeur.

Cela correspond exactement à l'activité de l'usine d'Umicore située à Hoboken. Ces dix dernières années, plus de € 250 millions ont été investis afin de mettre au point dans les moindres détails un processus complexe capable de recycler 17 métaux, dont sept métaux précieux, tout en réduisant les pertes de ces précieuses matières au minimum. Le dernier investissement, qui devrait entrer en service en 2008, réduira davantage encore le nombre d'étapes nécessaires à l'accomplissement du cycle de production, et permettra d'augmenter la concentration en métaux précieux dans les produits intermédiaires.



« Le zinc est naturellement gris, mais les chercheurs d'Umicore ont trouvé le moyen de colorer ce métal qui, par sa facilité d'emploi et sa flexibilité, est particulièrement apprécié par les architectes et les entrepreneurs. PIGMENTO® est basé sur du zinc prépatiné auquel des pigments minéraux sont ajoutés. Le zinc se décline ainsi en de subtiles nuances de vert, bleu ou rouge. Lancé en 2006, ce dernier développement d'Umicore en matière de traitement des surfaces métalliques ouvre de nouveaux horizons à la création architecturale. »

Fabien Moulin,
Area Marketing &
Communication Manager,
Building Products, Bagnolet,
France



ZINC – PRODUITS SPÉCIAUX

Profil

Umicore se concentre sur le développement de matériaux zincifères tels que les produits chimiques, les alliages et les matériaux destinés au bâtiment, pour une multitude d'applications. Les stratégies principales de l'activité Zinc - Produits Spéciaux sont ciblées sur le développement et le maintien des positions de leadership sur chaque marché et sur l'offre, dans la mesure du possible, d'un service « en boucle fermée » à ses clients. Zinc - Produits Spéciaux s'articule en trois business units : Zinc Alloys, Zinc Chemicals et Building Products, ainsi qu'une participation de 47% dans Padaeng Industry (PDI), le seul producteur de zinc d'envergure en Asie du Sud-est, situé en Thaïlande.

Plus de 30% de l'approvisionnement des activités Zinc - Produits Spéciaux provient du recyclage, la boucle fermée étant un pilier essentiel du modèle d'entreprise. L'assainissement de la pollution historique des sites belges et français et de leurs alentours est une priorité sur le plan des enjeux du développement durable. Ce problème est en passe d'être entièrement résolu. Les enjeux permanents en termes d'environnement pour l'activité concernent notamment la production de déchets comme la goethite.

Les opérations de raffinage du zinc sont l'activité qui consomme le plus d'électricité au sein d'Umicore.

En décembre 2006, Umicore a annoncé son intention de mettre en commun ses activités de Zinc Alloys avec celles du producteur de zinc australien Zinifex.

Chiffres clés (en € millions)	2002	2003	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	754,0	803,6	933,8	940,8	1 656,9
Revenus (hors métal)	425,0	440,6	481,4	448,4	468,8
EBIT récurrent	17,8	28,4	79,9	24,7	58,3
dont sociétés associées	1,0	0,1	3,4	7,2	24,3
Marge opérationnelle récurrente (%)	4,2%	6,4%	15,9%	3,9%	7,3%
EBITDA	52,7	64,2	134,0	65,1	99,6
Investissements	43,4	45,0	41,5	47,2	54,6
Capitaux engagés – moyenne	236,2	264,5	360,5	383,5	607,0
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	6,5%	10,0%	21,7%	6,1%	9,6%
Effectifs – fin de période	3 611	4 093	4 048	3 977	5 275
dont sociétés associées ⁽¹⁾	751	1 218	1 173	1 159	1 536

(1) Sociétés associées au 31 décembre 2006: Rezinal (Zinc Chemicals); IEQSA (Building Products); Padaeng Industry (Padaeng); Föhl China (Zinc Alloys).

Zinc Alloys

Les revenus de la **fonderie de zinc** ont accusé un recul. Les activités européennes ont produit 383 000 tonnes de zinc en 2006. Ce niveau inférieur aux attentes est imputable aux problèmes rencontrés en production par les usines d'Auby et de Balen au cours du second semestre. Ces difficultés, ainsi que la couverture du zinc contractée les années précédentes, ont restreint de façon significative le potentiel bénéficiaire de l'activité. Les frais d'électricité ont augmenté par rapport à l'an passé. En raison de la pénurie de concentrés, les frais de traitement de base ont été inférieurs aux niveaux reçus en 2005. À la fin 2006, environ 60% des besoins d'Umicore en concentrés (volumes et conditions) étaient couverts pour 2007.

Début 2006, Umicore a annoncé l'acquisition d'une participation

de 60% dans une usine de zinc basée à Kunming en Chine. Cette installation comprend une raffinerie, d'une capacité annuelle de près de 50 000 tonnes. Celle-ci est destinée à devenir une unité dédiée à la production d'alliages et permettra donc à Umicore de consolider sa position sur le marché chinois des alliages de zinc.

Au mois de décembre 2006, Umicore et Zinifex ont annoncé la signature d'un protocole d'accord («Memorandum of Understanding» ou MoU) ayant pour objectif de fixer les modalités selon lesquelles leurs activités respectives de raffinage et d'alliage de zinc pourraient être mises en commun. Ce regroupement devrait conduire à la création du principal producteur de zinc métal au niveau mondial avec des unités de production sur quatre continents. Au moment de la rédaction de ce rapport, la création de la nouvelle entreprise était prévue

pour le troisième trimestre 2007. L'intention est d'introduire la nouvelle société en bourse, en lançant une IPO (« Initial Public Offering ») au moment le plus opportun.

L'activité **Galvanisation** a enregistré des volumes de vente inférieurs au second semestre, résultat de la pénurie d'approvisionnement de matières premières. Cette conjoncture a davantage gonflé les primes, ce qui a plus que compensé le recul des volumes des ventes. Les performances de Galva45 ont connu une embellie en raison des ventes plus fortes au secteur agricole.

Le volume des ventes de produits pour la **coulée sous pression** a aussi baissé. Ce revers a été plus que compensé par l'accroissement des primes induites par des contraintes d'approvisionnement, principalement en Europe. GM Metal a tiré parti des capacités de recyclage dans un contexte d'approvisionnement difficile. La pénurie d'approvisionnement en Europe a permis à Umicore de moins se focaliser sur le marché asiatique que les années précédentes.

Zinc Chemicals

Le volume des ventes de **poudres fines de zinc** a progressé de 12%, principalement grâce à la demande enregistrée en Asie et au Moyen-Orient en faveur des revêtements de protection pour conteneurs maritimes et autres applications navales. Sur le marché européen, les ventes sont aussi restées à un niveau élevé. Le programme de désengorgement et d'amélioration des processus déployé sur les sites d'Umicore à travers le monde a porté ses fruits un peu plus tôt que prévu. Le volume des ventes de poudres pour produits chimiques à des fins de raffinage électrolytique a baissé en comparaison avec les chiffres de 2005.

Le volume des ventes d'**oxydes de zinc** a enregistré une belle progression, les marchés européen et asiatique affichant une amélioration. Le marché du zinc a connu une diminution de l'approvisionnement durant l'année entière, en particulier pour les matériaux secondaires. Ces contraintes ont causé une envolée des primes de ventes, qui se sont maintenues à des niveaux élevés tout au long de l'année. Les sites de recyclage ont tiré parti de la hausse des prix du zinc.

Tant dans le domaine des oxydes de zinc que des poudres fines, l'entité a encore progressé au niveau de l'agrément de nouveaux produits.

Building Products

Les volumes des ventes ont enregistré une croissance modérée. Les livraisons au second semestre ont été plus limitées qu'au cours des six premiers mois et les clients ont moins eu recours au pré-achat. Les ventes ont été dopées par la forte demande provenant du secteur de la construction, à travers l'Europe. Sur les nouveaux marchés asiatiques, la demande a bien progressé,

mais émanait d'une clientèle plus restreinte. Les ventes de produits à valeur ajoutée, tels que le zinc prépatiné, ont poursuivi leurs belles performances et représentent désormais plus d'un quart du total des ventes. La hausse de prix du zinc a gardé un impact négatif sur les marges au second semestre.

En 2006 l'activité a lancé différents produits. La gamme de produits en zinc prépatiné et coloré, PIGMENTO®, est principalement destinée au marché des façades (voir l'étude développée à la page 29) Une série de faitières multi-métaux a aussi été lancée, permettant à Umicore de renforcer sa présence sur le marché des systèmes de toiture alternatifs.

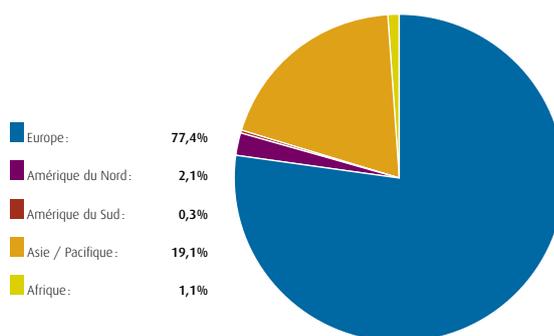
Padaeng

La contribution de Padaeng Industry aux bénéfices d'Umicore s'est considérablement accrue en 2006, principalement en raison de la hausse du prix effectif du zinc par rapport à 2005.

La production de zinc a diminué de 5% en raison de la réduction de qualité des concentrés issus de la mine de Mae Sot et de la baisse de disponibilité des concentrés étrangers. Au premier semestre, les ventes se sont concentrées sur un marché local en pleine croissance. Cependant, la demande s'est restreinte au second semestre, en raison de l'instabilité politique, conjuguée au prix élevé du zinc. Face à cette chute de la demande locale, Padaeng a augmenté ses exportations à destination d'autres marchés asiatiques à la fin de l'année 2006. Dans l'ensemble, les ventes ont chuté de 7% par rapport à 2005.

Soucieuse de diversifier sa base d'approvisionnement de concentrés, Padaeng a intensifié son programme d'exploration et de prospection en Asie du Sud-Est.

ZINC - PRODUITS SPÉCIAUX, CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION





Laurent Clément
Quality Manager,
Building Products, France

Nuances de zinc

Les concepteurs de bâtiments et les architectes optent souvent pour le zinc. En effet, la malléabilité de ce métal leur offre une plus grande flexibilité. Au cours du 19^e siècle, le zinc a joué un rôle déterminant dans la construction du Paris moderne. De nombreux films, tableaux et photos ont immortalisé ses toits en zinc caractéristiques. Le zinc est également recyclable à l'infini et requiert moins d'énergie à la production que d'autres métaux utilisés dans l'industrie de la construction, autant de propriétés qui s'inscrivent parfaitement dans l'objectif de développement durable d'Umicore.

Le département Building Products d'Umicore, qui utilise sa propre marque VM ZINC®, s'emploie continuellement à élargir son portefeuille de produits afin de répondre aux besoins créatifs et aux attentes des architectes et des entrepreneurs. Les architectes optent de plus en plus pour le zinc, car il présente une longue durée de vie et ne demande pratiquement aucun entretien. En outre, il se marie parfaitement avec d'autres matériaux tels que le bois, la pierre ou le verre.

Nombreux sont ceux qui oublient que le zinc présente une apparence métallique brillante. Ce n'est qu'après plusieurs années d'exposition aux éléments que se forme la couche typique gris clair à la surface du zinc, la « patine ». Il y a quelques années, Umicore a mis au point un traitement de surface qui confère au zinc son aspect patiné immédiatement après sa fabrication. Le zinc prépatiné était né.

PIGMENTO®, dernier né de cette success story de la technologie des métaux, permet de colorer ce zinc prépatiné en lui conférant des nuances vertes, bleues ou rouges. PIGMENTO® cible particulièrement le marché des façades, une niche dans laquelle l'esthétique prime. Ce produit élargit également l'éventail des choix à la disposition des architectes dans le domaine des toitures et façades métalliques et, à en juger par leur réaction, il semble répondre à un besoin profondément ressenti.



«J'habite ici depuis douze ans et j'ai assisté à une vraie démystification du «Zilver»*. Auparavant, nous ignorions ce qui se passait derrière la façade de l'usine. Depuis, l'usine a ouvert ses portes au public et a fait de son mieux pour communiquer avec les riverains. On a veillé aussi à assainir les sols contaminés dans le passé par les métaux lourds. Le nettoyage permanent du quartier Moretusburg aux alentours de l'usine constitue un élément marquant de ce processus.»

Paul Verhoeven, un riverain, est le représentant du quartier Moretusburg voisin de la raffinerie de métaux précieux d'Umicore à Hoboken (Belgique) au comité de consultation avec Umicore.

* nom donné à l'usine par les riverains («L'Argent»)

Rapport environnemental

VIVRE ENSEMBLE



37

Communiquer sur les risques de sécurité potentiels liés aux produits



39

Mise en œuvre de standards environnementaux de pointe en Chine



45

Umicore étend ses efforts d'assainissement aux zones résidentielles



«En six ans chez Umicore, j'ai été témoin d'énormes avancées dont je suis fier. Le développement durable fait résolument partie de notre philosophie d'entreprise et de notre stratégie. Sur le plan humain, nous avons réalisé des progrès soutenus en matière d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail, même si chaque accident est un accident de trop. Nous faisons face à l'héritage du passé en procédant à l'assainissement des sites et des quartiers riverains. Je suis particulièrement satisfait des résultats du travail accompli dans les collectivités riveraines des sites de Hoboken et d'Auby. Lors de mes rencontres avec les autorités locales, je me rends compte qu'Umicore est considérée comme un interlocuteur crédible. Enfin, en tant que fournisseur de 'materials for a better life', nous devons rassembler des données capitales en matière de santé, de sécurité et d'environnement, et ce afin de mieux comprendre les produits que nous mettons sur le marché. Mon mandat à la présidence du comité européen d'évaluation du risque pour le zinc m'a appris que nous devons communiquer des informations correctes et transparentes au public.»

Guy Ethier,

Senior Vice-President Environment, Health and Safety



ANALYSE DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU GROUPE

Portée

Ce chapitre établit une évaluation des performances environnementales d'Umicore en 2006 par rapport à 2005. L'analyse est axée sur les aspects environnementaux concrets et sur les objectifs importants pour la période 2006-2010 (voir pages 40-43). Les données des activités non consolidées ne figurent pas au présent rapport. Dans le cadre de la procédure de rapportage en vigueur chez Umicore, les sites de moindre envergure étaient tenus de rendre compte de leur performance environnementale à la fin du troisième trimestre et de définir des prévisions pour le quatrième trimestre. Les sites plus importants (Hanau, Overpelt, Balen, Olen, Hoboken et Auby), pour leur part, ont établi leur rapport pour l'ensemble de l'année. Pour certains sites, une analyse des résultats du quatrième trimestre n'a pas mis en évidence de disparité significative par rapport aux données prévisionnelles.

En 2006, Umicore a déployé un nouveau système qui lui a permis de parfaire la collecte et la présentation de ses données. Dans le cadre de ce nouveau traitement de l'information, la définition d'indicateurs clés a été améliorée. Par conséquent, certaines données relatives à la performance des années antérieures ont été actualisées dans le présent rapport, et ce afin de mieux traduire l'état actuel des connaissances.

Les indicateurs clés de performance figurent au tableau de la page 38.

Efficacité et recyclage des ressources

En 2006, un nouvel indice a été défini pour mesurer le taux de recyclage et la mise en œuvre des matières secondaires à l'échelle du Groupe. Contrairement aux rapports précédents, les données relatives aux approvisionnements n'ont plus été récoltées à l'échelle du site, mais à celui de la business unit. Chaque pôle d'activités a ainsi été invité à identifier l'origine de ces matières en fonction des définitions suivantes :

- Matières primaires : matières traitées pour la première fois. Ces matières concernent principalement les minerais et les concentrés.
- Matières secondaires : sous-produits issus des flux de matières primaires.
- Matières recyclées : matières qui ont achevé leur premier cycle de vie et qui seront retraitées par recyclage pour entamer un deuxième voire un troisième cycle, etc.

Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total des approvisionnements.

En 2006, 40% des approvisionnements d'Umicore n'étaient pas d'origine primaire : 23% étaient des matières recyclées et 17% des matières secondaires (figure 1).

Consommation d'eau

La consommation d'eau totale concerne son usage à des fins industrielles et sanitaires.

En 2006, celle-ci a légèrement baissé pour passer de 17 716 000 m³ en 2005 à 16 116 000 m³ (figure 2). Cette réduction est principalement imputable à la régression des volumes de production du site d'Auby (Zinc - Produits Spéciaux).

FIG. 1: APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE (en %)

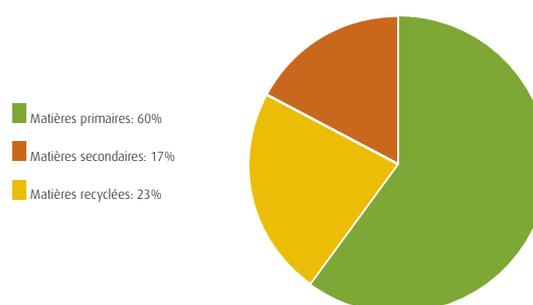


FIG. 2: CONSOMMATION D'EAU (1 000 m³)

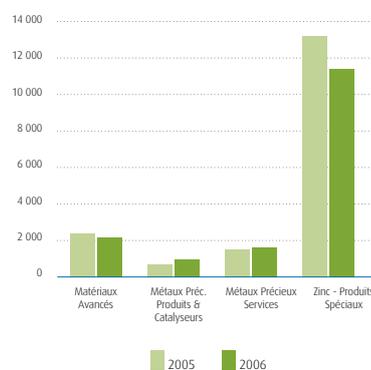


FIG.3: CONSOMMATION D'ÉNERGIE (en TJ)

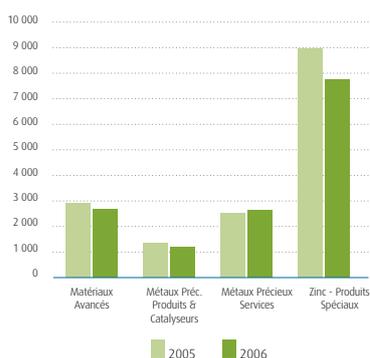
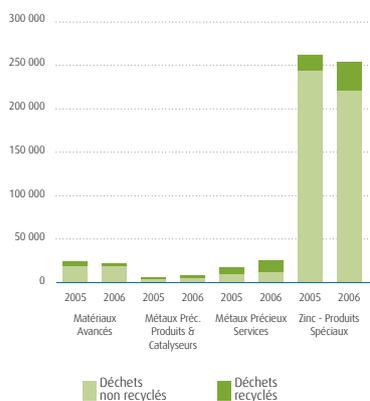


FIG.4: DÉCHETS GÉNÉRÉS (en tonnes)



Consommation énergétique

Dans un souci de mieux détailler sa consommation d'énergie, Umicore a rassemblé des informations sur d'autres vecteurs énergétiques. Outre les données relatives aux ressources énergétiques (électricité, combustibles lourds, gasoil, gaz naturel, GPL (gaz de pétrole liquéfié) et charbon), des informations sur la valeur énergétique achetée d'air comprimé et de vapeur sont venues étoffer le rapport. Par ailleurs, la consommation énergétique des principaux sites administratifs est désormais intégrée.

En 2006, la consommation totale d'énergie a diminué pour passer à 14 243 térajoules, contre 15 713 térajoules en 2005 (figure 3). Cette réduction est essentiellement à attribuer à la baisse des volumes de production du site d'Auby (Zinc Produits Spéciaux) et à la fermeture des tours de raffinage thermique du zinc sur le site d'Overpelt (Matériaux Avancés). La légère baisse accusée par l'entité Métaux Précieux - Services s'explique par l'accroissement de la production de cuivre par voie électrolytique à Hoboken.

Déchets

En 2006, Umicore a franchi un nouveau cap. Chaque site a été tenu d'établir un rapport distinct ayant trait aux volumes de déchets dangereux et non dangereux générés, et ce conformément à la législation locale en vigueur. Jugé non pertinent, l'indicateur « Déchets récupérés dans les matériaux de construction » a été abandonné, car il ne s'appliquait qu'au site de Hoboken (Matériaux Précieux - Services). Il a donc fallu réajuster les résultats de 2005.

Au total, Umicore a généré 309 171 tonnes de déchets (figure 4), dont 86% de déchets dangereux, par rapport à 310 366 tonnes en 2005.

Environ 86% de ces derniers provenaient des fonderies de zinc et sont principalement constitués de résidus riches en fer (« goethite ») dont la mise en décharge sur site est autorisée.

Seulement 7,6% des déchets dangereux sont recyclés (voir tableau des principaux indicateurs de performance).

Dans l'ensemble, 72,8% des 42 985 tonnes de déchets non dangereux ont été recyclés.

Rejets dans l'atmosphère et dans le milieu aquatique

Rejets dans l'eau

Pour la sixième année consécutive, Umicore a pu réduire de manière draconienne ses rejets de métaux dans l'eau à 9 214 kg, contre 11 655 kg en 2005 (figure 5). Les principales améliorations sont à inscrire au crédit des sites d'Olen et de Subic (Matériaux Avancés), de Hoboken (Matériaux Précieux - Services) ainsi que d'Overpelt et d'Auby (Zinc - Produits Spéciaux). Ces résultats sont dus aux stations d'épuration des eaux plus efficaces. Par ailleurs, l'augmentation des rejets de métaux dans l'eau enregistrée par le site de Guarulhos (Matériaux Précieux - Produits et Catalyseurs) est largement imputable à une soudaine baisse de performance de ce type d'installation. Le site a remédié à la situation en transférant une partie de ses eaux usées vers une station d'épuration externe.

En 2006, 323 249 kg de demande chimique en oxygène ('chemical oxygen demand' ou COD) ont été émis dans l'eau (données non reprises dans le tableau). Aucun résultat comparable n'est disponible pour 2005.

Rejets dans l'atmosphère

En 2006, le total des rejets de métaux dans l'atmosphère s'est établi à 32 116 kg, comparativement à 35 281 kg l'année précédente (figure 6). La baisse observée au sein de la division Matériaux Avancés est due à la précision accrue de la stratégie d'échantillonnage et de la méthode d'analyse mises en œuvre sur le site de Shanghai, ainsi qu'à la réduction des émissions enregistrée par le site de Fort Saskatchewan.

Le site de Hoboken (Matériaux Précieux - Services) a réalisé de nouvelles améliorations, comme en témoigne la performance accrue des filtres-sacs de sa fonderie ainsi que de l'électrofiltre pour la concentration des métaux précieux.

Les émissions de SOx dans l'atmosphère ont chuté de 3 195 tonnes en 2005 à 2 235 tonnes en 2006. Ce progrès est dû à la baisse de la consommation des combustibles lourds à Olen (Matériaux Avancés), la cessation des activités de grillage à Calais (Zinc - Produits Spéciaux) et l'installation d'une double absorption au niveau de l'usine d'acide sulfurique à Hoboken (Matériaux Précieux - Services).

FIG. 5: REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU (en kg)

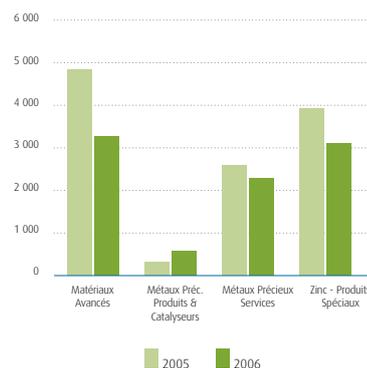


FIG. 6: REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR (en kg)

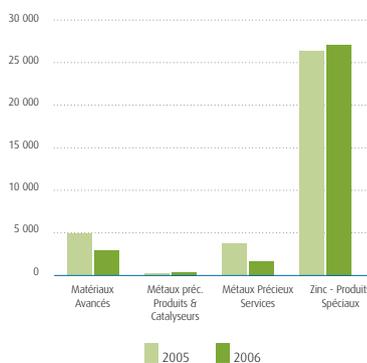


FIG.7: ÉMISSIONS DE CO₂ (en tonnes)

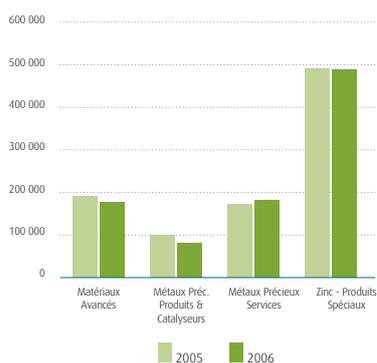
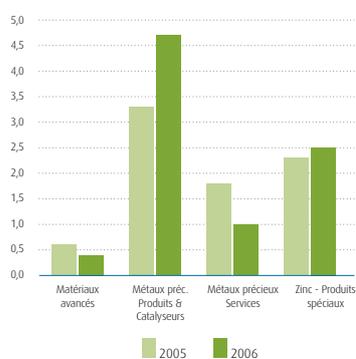


FIG.8: VIOLATION DES NORMES (en %)



Les émissions de NOx se sont légèrement orientées à la baisse en 2006.

Les émissions de « composés organiques volatils » ('volatile organic compounds' ou VOC) ont atteint 146 872 kg par rapport à 136 103 kg en 2005 (données non reprises dans le tableau). En cause, le regain d'activité enregistré par le centre de test de catalyseurs et l'intensification du programme d'échantillonnage à l'unité de production de composés métalliques organiques à Hanau (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs).

Gaz à effet de serre

Le recul de la consommation d'énergie a coïncidé avec une diminution proportionnelle des émissions de CO₂. Le total des émissions de CO₂ pour 2006 s'est établi à 926 191 tonnes, contre 956 241 tonnes en 2005 (figure 7).

En 2006, les émissions totales de gaz à effet de serre (y compris CH₄ et NO) ont atteint 956 296 tonnes équivalents de dioxyde de carbone, contre 963 090 tonnes en 2005.

Conformité à la législation

Globalement, près de 60 000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore pour vérifier la conformité à la réglementation en vigueur. Ces mesures ont généralement consisté en un échantillonnage des effluents et une surveillance de l'air ambiant, sans oublier les mesures de pollution sonore. Quelque 1 961 de ces mesures ont dépassé le niveau de la norme environnementale, contre 1 233 en 2005. L'indice de dépassement global pour 2006 a été de 3,3%, contre 2,4% en 2005 (figure 8). La principale explication de cette hausse tient à la prévalence plus marquée de concentrations en métaux non conformes dans les eaux du site de Guarulhos (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs) (voir aussi paragraphe « émissions dans l'eau »).

Aucun des sites n'a fait l'objet de poursuites pour infraction aux normes environnementales. Overpelt s'est vu infliger une amende pour dépassement des émissions de sulfates via la station d'épuration des eaux. Le site est conscient de ce problème et s'emploie à y trouver une solution durable. Un projet visant à corriger le pH des effluents sera mis en œuvre. Il devrait permettre de réduire les concentrations de sulfates d'ici à la fin de l'année.



Charlotte Andersen
Hempel A/S product EHS safety
specialist, Copenhagen, Denmark

Communiquer sur les risques de sécurité potentiels liés aux produits

La communication relative aux éventuels risques liés aux produits fait partie des obligations qu'Umicore a envers ses clients. Afin d'y parvenir plus facilement, Umicore a investi dans un système d'information intégré destiné à développer, distribuer et actualiser les Fiches de Données de Sécurité (FDS ou « MSDS - Material Safety Data Sheets »). Ce système garantit le respect des exigences réglementaires locales et est disponible sur l'intranet de l'entreprise. Il permet aux départements de vente de choisir la FDS adéquate à envoyer chez le client. Par ailleurs, de nombreuses business units ont relié le système MSDS à leur système d'ordres de vente afin de fournir automatiquement la fiche de données de sécurité lors de la première livraison du produit, ainsi qu'à chaque fois qu'une mise à jour est disponible.

Umicore a enquêté auprès de ses clients pour connaître leur point de vue sur ce service.

Mme Charlotte Andersen, spécialiste en matière d'environnement, de santé et de sécurité chez Hempel A/S, un producteur Danois de peintures industrielles, nous confie : « La FDS pour le pigment « zinc métal » d'Umicore est une précieuse source d'informations pour réaliser la signa-

lisation de sécurité sur les lieux de travail dans les sites utilisant ce produit. Nous attachons beaucoup d'importance à la fourniture des informations appropriées sur les risques dans la langue locale conformément aux réglementations en vigueur dans les pays dans lesquels nous produisons. Ces dernières années, nous avons noté une très nette amélioration de la qualité du service d'Umicore dans ce contexte, un service qui était d'ailleurs déjà très apprécié au sein de Hempel ».

Dans certains cas spécifiques, Umicore communique d'autres informations importantes liées aux produits qui dépassent le cadre des exigences FDS.

Mme Andersen : « Les actions d'Umicore relatives à la gestion des conséquences de la classification de l'oxyde de zinc et du pigment zinc métal en matière d'environnement et de transport ont été très utiles dans le cadre des échanges de vue et des négociations avec les autorités nationales ». Elle est convaincue que les deux entreprises poursuivront leur étroite collaboration lorsque la directive REACH* entrera en vigueur.

(*) REACH: enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques.

Relevé des principaux indicateurs de performances Environnement et Sécurité pour le Groupe Umicore par segment d'activités

Segment d'activités		Matériaux Avancés		Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs		Métaux Précieux - Services		Zinc - Produits Spéciaux ⁽¹⁾		Groupe Umicore	
		2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Environnement											
Consommation d'eau	1 000 m ³	2 353	2 173	705	932	1 487	1 608	13 171	11 403	17 716	16 116
Consommation d'énergie	terajoules	2 915	2 689	1 344	1 187	2 507	2 616	8 947	7 751	15 713	14 243
Production totale de déchets	tonnes	24 478	21 586	6 367	7 920	17 854	25 005	261 667	254 660	310 366	309 171
Déchets dangereux	tonnes		11 237		4 024		11 959		238 968		266 188
recyclage	%		0,3		24,7		4,1		7,8		7,6
Déchets non dangereux	tonnes		10 349		3 897		13 047		15 692		42 985
recyclage	%		27,6		36,1		97,1		91,4		72,8
Métaux rejetés dans les eaux	kg	4 826	3 259	315	566	2 582	2 277	3 932	3 112	11 655	9 214
Métaux rejetés dans l'atmosphère	kg	4 893	2 915	252	405	3 721	1 716	26 415	27 080	35 281	32 116
Emissions de SO _x	tonnes	124	26	5	7	936	553	2 130	1 649	3 195	2 235
Emissions de NO _x	tonnes	159	125	121	97	188	185	236	265	704	672
Emissions de CO ₂	tonnes	191 942	175 927	100 027	80 417	172 978	180 645	491 294	489 202	956 241	926 191
Violation des normes	%	0,6	0,4	3,3	4,7	1,8	0,99	2,3	2,5	2,4	3,3

(1) Zinc - Produits Spéciaux : Padaeng exclus.



Steven Qiu
Quality Assurance & EHS Manager,
Suzhou

Mise en œuvre de standards environnementaux de pointe en Chine

L'usine de production de catalyseurs automobiles d'Umicore en Chine est implantée à Suzhou, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Shanghai. Umicore fournit des catalyseurs aux grands constructeurs automobiles du monde entier. La plupart de ceux-ci exigent des producteurs de catalyseurs le respect de systèmes de gestion environnementale dans leurs usines et la garantie de bon fonctionnement de ces systèmes.

Indépendamment des exigences imposées par les constructeurs automobiles, la business unit Automotive Catalysts d'Umicore a elle-même mis en place, dans le cadre de sa stratégie mondiale, les normes les plus sévères en matière de qualité, d'environnement et de sécurité pour toutes ses unités de production dans le monde.

L'usine chinoise est située dans une zone industrielle dans laquelle les exigences environnementales à respecter sont comparables à celles en vigueur en Europe de l'Ouest. Les exigences légales du pays, de la province et de la zone industrielle ont été prises en ligne de compte dès le début du projet.

Les normes européennes en matière de stockage et de manipulation des produits chimiques ont été appliquées à la construction de l'usine, impliquant la pose de systèmes spéciaux pour le revêtement des sols et la rétention des eaux usées. Les systèmes de sécurité déployés sont conformes aux normes mondiales.

L'usine vise également à minimiser sa consommation d'énergie. A cette fin, des circuits de refroidissement internes avec récupération de chaleur, un système d'isolation des murs du hall de production et du verre isolant dans les bureaux ont été installés.

Le processus de production dernier cri contribue très largement à la réduction des déchets générés. Avant d'être recyclés à l'extérieur, les déchets résiduels sont soumis à un processus de conditionnement spécifique qui permet d'en réduire encore le volume.

Une formation intensive ainsi que le dévouement de l'ensemble du personnel ont permis de garantir la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité, de l'environnement et de la sécurité en temps utile, c'est-à-dire avant la mise en service de l'usine en 2005.

L'usine a obtenu la certification ISO/TS 16949 (norme de qualité du secteur automobile) au début 2006. Début 2007, l'implantation de Suzhou a décroché la certification ISO 14001.

OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX DU GROUPE 2006-2010

Portée

Umicore a publié son premier rapport environnemental en 1999. Depuis, Umicore a réalisé des progrès significatifs au niveau de ses performances en matière d'environnement. Les objectifs environnementaux du Groupe pour la période 2000-2005 (voir «Rapport 2005 aux actionnaires et à la société», page 36-40), ainsi que les projets spécifiques mis en place sur les différents sites ont servi de moteur à ces progrès.

Dans le cadre de son «Rapport 2005 aux actionnaires et à la société», Umicore a énoncé cinq objectifs environnementaux au niveau du Groupe pour la période 2006-2010. Conformément aux principes de «The Umicore Way», ces derniers s'inscrivent dans les objectifs généraux du Groupe en matière de développement durable.

Basés sur les performances réalisées sur la période 2000-2005, ces nouveaux objectifs encouragent l'amélioration continue des performances environnementales de l'entreprise. Ils viennent étayer les initiatives déjà prises par de nombreux sites dans le cadre de leur système de gestion environnemental.

Ils offrent la souplesse nécessaire pour permettre aux sites de contribuer, à leur rythme, à la réalisation de l'objectif global fixé pour 2010.

Les objectifs n°1, 2 et 3 concernent les 55 sites industriels, tandis que l'objectif n°4 en matière d'efficacité énergétique s'applique aussi aux quatre principaux sièges administratifs. L'objectif n°5 relatif à la sécurité des produits fait l'objet d'un rapport à l'échelle de la business unit.

Dans ce chapitre, nous nous attelons à communiquer les principales évaluations des cinq objectifs environnementaux pour 2006. Au cours des quatre prochaines années, cette mesure servira de référence pour évaluer l'état d'avancement par rapport aux objectifs fixés.

Les informations sur le statut des objectifs ont été récoltées via le système de gestion des données environnementales du Groupe. Un questionnaire complémentaire a été envoyé à 25 sites établis dans les différentes régions, et ce afin de mieux cerner les diverses mesures déployées dans ce contexte. Enfin, l'instance de contrôle externe (ERM - CVS) a évalué les actions liées aux objectifs dans le cadre d'une analyse des données environnementales réalisée sur site.

L'état d'avancement exprimé en pourcentage de l'ensemble des sites, est illustré dans le résumé graphique (fig. 6) :

- La mention «oui» est attribuée à un site dès que la totalité des critères de l'objectif sont remplis par le site dans son ensemble.
- Les mesures mises en œuvre en vue de rencontrer les critères de l'objectif sont reprises sous la mention «en cours».
- La mention «non» est attribuée aux sites qui n'ont pris aucune mesure sur aucun des critères relatifs à l'objectif concerné.

Les différents scores représentés par les figures ci-dessous sont à interpréter comme suit :

- «oui» : un critère relatif à l'objectif est entièrement mis en œuvre sur le site/à l'échelle de l'entité ;
- «en cours» : présence d'une volonté d'œuvrer en faveur d'un critère spécifique lié à l'objectif (ou une partie de celui-ci) et/ou lancement d'actions préliminaires ;
- «non» : aucune mesure spécifique n'a encore été prise.

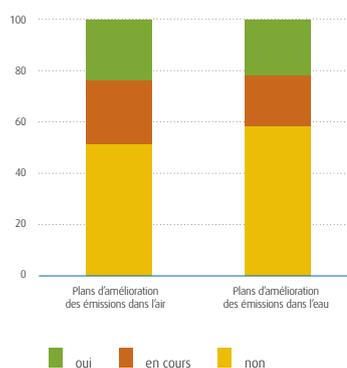
Premier objectif

Pour toutes les sources ponctuelles d'émission dans l'atmosphère et dans l'eau, tous les sites industriels doivent mettre en place des plans d'amélioration basés sur le principe BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif pour l'environnement).

- Pour les sites dont les émissions de métaux dans l'air et l'eau sont supérieures à une tonne par an, il convient de fixer un objectif quantitatif sur base de BAT.

- Les sites industriels qui ont des émissions diffuses devront être en mesure de démontrer des améliorations continues en matière de maîtrise de ces sources diffuses.

FIG. 1: PLANS D'AMÉLIORATION DES ÉMISSIONS DANS L'AIR ET L'EAU
(en % de l'ensemble des sites)



Au cours des cinq dernières années, la situation des émissions dans l'air et l'eau s'est considérablement améliorée. Cet objectif vise l'amélioration constante des performances, s'inscrivant dans certains défis sociaux et économiques. À mesure qu'Umicore se positionne comme une entreprise spécialisée en technologie des matériaux, ses sites gagnent en technicité dans la maîtrise des enjeux environnementaux, ce qui débouche sur une réduction des risques d'émissions pour l'environnement. Cet objectif entend instaurer une approche systématique de la maîtrise des émissions, tous sites confondus.

Fin 2006, 16% des sites avaient déployé un plan répondant à l'ensemble des critères de l'objectif en matière de maîtrise et de gestion de leurs émissions dans l'air et dans l'eau (voir figure 6). 24% des sites avaient mis en œuvre des programmes de réduction de leurs émissions dans l'atmosphère, tandis que 22% en avaient mis en place pour les émissions dans l'eau (figure 1).

Force est de constater que tous les sites se montrent vigilants vis-à-vis de leurs émissions, et ce afin de garantir leur conformité au permis d'exploitation et aux réglementations locales en vigueur. Les plans d'amélioration comportent généralement une évaluation régulière des meilleures techniques disponibles, ainsi qu'une maintenance préventive des filtres et des stations d'épuration des eaux usées.

Il faudra redoubler d'efforts en 2007 afin que les sites exposent leurs plans d'amélioration.

Dans l'ensemble, sept sites disposent d'un programme de maîtrise des émissions diffuses. Les mesures suivantes sont mises en place :

- Nettoyage et arrosage réguliers des voiries privées
- Installations de lavage de camions
- Optimisation des systèmes de ventilation dans les ateliers de production
- Bâchage des matériaux en vrac

Sur huit sites, un plan de maîtrise des sources diffuses est en cours d'élaboration. Les informations relatives aux sources diffuses seront affinées dans les prochains rapports.

Dans l'ensemble, sept sites ont déclaré des rejets de métaux dans l'air supérieurs à une tonne; pour les émissions de métaux dans l'eau, ils sont au nombre de quatre. Conformément à l'objectif du Groupe, ces sites doivent fixer un objectif de réduction quantitatif pour la période 2006-2010. Toutefois, ces derniers ont demandé à bénéficier d'un délai supplémentaire pour pouvoir définir un objectif quantitatif, et ce afin d'analyser en détail les améliorations possibles. Il a donc été décidé de postposer l'adoption des objectifs quantitatifs à septembre 2007.

Deuxième objectif

Tous les sites industriels mettront en place un système de gestion de l'environnement certifié par un organisme extérieur. déploieront un système de gestion environnementale certifié par un organisme indépendant.

Tous les sites sont tenus de se conformer aux lois et réglementations en vigueur, ainsi qu'aux normes internes de l'entreprise et de contrôler régulièrement la conformité.

Depuis leur première mise en œuvre en 1999, les systèmes de gestion certifiés au sein d'Umicore ont fait leurs preuves en tant que moteur de l'amélioration continue.

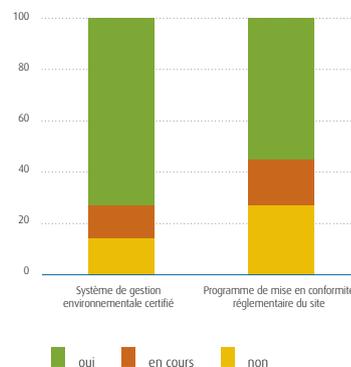
51% des sites ont d'ores et déjà mis en place un système de gestion environnementale certifié, ainsi qu'un programme de mise en conformité (figure 6).

Quelque 73% d'entre eux ont déjà obtenu la certification ISO 14001, par rapport à 55% en 2005, tandis que 13% ont démarré un projet de mise en place d'un système de gestion environnementale.

55% des sites disposent d'un programme interne ayant pour objet le contrôle et l'implémentation systématique de la conformité aux nouvelles demandes réglementaires (voir figure 2). Ces programmes prévoient souvent une procédure d'audit interne, ainsi qu'un suivi des modifications de la législation EHS (environnement, santé et sécurité) ou des nouvelles réglementations en cette matière.

Dans ce domaine, des progrès significatifs devraient être enregistrés au cours des prochaines années.

FIG. 2: SYSTÈMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET PROGRAMMES DE MISE EN CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE (en % de l'ensemble des sites)



Troisième objectif

Tous les sites industriels sont tenus d'évaluer la nature, l'ampleur et le risque de l'impact que leurs activités, présentes et passées, exercent ou ont exercé sur le sol et la nappe phréatique. D'ici à la fin 2010, des opérations d'assainissement seront entamées sur les sites où des risques significatifs ont été identifiés.

Umicore a l'intention de ne pas léguer la pollution historique aux générations futures. Cette volonté a donné lieu à des projets d'évaluation des risques et de l'impact et a débouché sur des mesures correctives mises en place sur tous ses principaux sites, dans différentes régions dans le monde (voir page 44 et 45). Cet objectif entend faire en sorte que tous les sites cernent pleinement les risques de leurs activités passées. Fin 2006, 38% des sites avaient déjà finalisé une analyse d'impact sur l'environnement ou étaient occupés à développer un plan dans ce but (figure 3).

En outre, dans le cadre de projets d'acquisition, des audits environnementaux sont réalisés conformément au principe de vérification préalable (due diligence). Dans ce cas précis, des analyses des sols et des eaux souterraines sont effectuées régulièrement conformément à l'objectif concerné.

Vu la complexité de cette matière, les sites seront davantage épaulés. Ils pourront ainsi prendre les mesures qui s'imposent.

Quatrième objectif

Tous les sites (y compris les bureaux) doivent établir et mettre en place un plan d'efficacité énergétique agréé.

Les sites dont la consommation énergétique dépasse 75 000 gigajoules par an doivent fixer un objectif quantitatif basé sur BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif pour l'environnement).

77% de nos sites (y compris les principaux centres administratifs) se sont engagés en faveur d'un plan d'efficacité énergétique. 40% des sites s'en sont déjà dotés; 37% d'entre eux sont en passe de le faire (figure 4). Le projet démarre souvent par la création d'un projet énergétique qui servira de référence à l'élaboration du plan.

Les plans incluent généralement les éléments suivants :

- Diagnostic énergétique des équipements et installations
- Reconversion à d'autres types énergétiques
- Bilan d'éclairage
- Au sein des sites administratifs, des mesures visent l'efficacité énergétique des installations de chauffage, la mise hors tension des PC et de l'éclairage, etc.

Les principaux sites en Flandre ont soumis leurs plans énergétiques conformément aux dispositions d'une convention passée avec le gouvernement régional (voir « Rapport Environnement, Santé et Sécurité 2003 », page 23). D'autres (notamment Eijsden, Angleur et Tottenham) ont également mis en œuvre des plans de ce type dans le cadre d'accords signés avec les pouvoirs locaux. Fort de ce premier inventaire, Umicore a l'intention d'instaurer, en 2007, une approche plus concertée en matière de gestion des plans énergétiques du Groupe.

FIG. 3: ÉTUDES D'IMPACT SOLS & EAUX SOUTERRAINES
(en % de l'ensemble des sites)

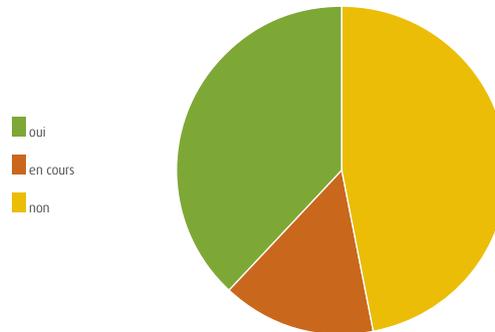
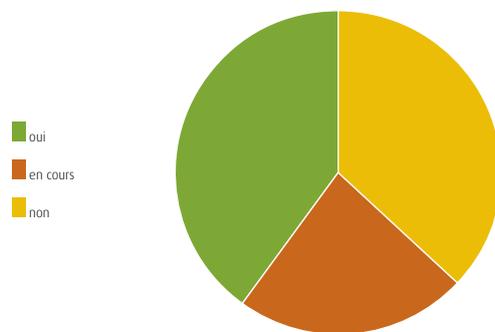


FIG. 4: PLANS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
(en % de l'ensemble de sites)



Les 18 sites dont la consommation énergétique excédait 75 000 gigajoules (référence 2006) ont été invités à se doter d'un objectif quantitatif en termes de consommation énergétique à la fin 2006.

Bon nombre d'entre eux ont cependant demandé à bénéficier d'un délai supplémentaire pour déterminer un objectif quantitatif. En effet, ils souhaitent procéder à un audit énergétique approfondi pour dresser le bilan de la situation actuelle et identifier les mesures envisageables en matière d'économies d'énergie. L'entreprise a donc postposé l'établissement d'un objectif quantitatif à septembre 2007.

Cinquième objectif

Toutes les business units doivent disposer pour chacun de leurs produits de toutes les données de base en matière de sécurité, hygiène et environnement.

Umicore met un point d'honneur à informer ses clients des dangers liés au produit (voir aussi étude sur la communication des risques associés aux produits, page 37). Des fiches de données de sécurité (FDS) sont donc élaborées pour tous les produits et pour tous les différents pays où ils sont commercialisés.

Cet objectif tend à asseoir davantage les connaissances physiques, chimiques, toxicologiques et éco-toxicologiques des produits d'Umicore, en dépassant le cadre des informations déjà prises en compte lors de la rédaction des fiches FDS. Si les FDS fournissent déjà un bon aperçu des risques, des données complémentaires sont nécessaires pour combler des lacunes. De plus, avec l'entrée en vigueur dans l'Union européenne de la réglementation REACH prévue en juin 2007, cet objectif, par exemple, permettra à un grand nombre de produits de respecter les consignes EHS associées à cette législation (voir page 118).

Au total, Umicore a identifié quelque 1 500 produits commerciaux vendus sur le marché. Pour 21% d'entre eux, des fiches de données complémentaires sont en cours d'élaboration ou déjà finalisées (figure 5), en complément des fiches FDS d'ores et déjà disponibles. Il est important de signaler que la majorité des produits générant des volumes élevés (p. ex. les produits à base de cobalt ou de nickel, les produits en zinc et en argent) font partie de ces 21%.

En 2007, l'entreprise ne ménagera pas ses efforts pour réaliser de nouveaux progrès dans ce contexte, parallèlement à son programme de mise en œuvre de REACH.

FIG. 5: FICHES DE DONNÉES COMPLÉMENTAIRES PRODUITS
(en % du nbre total de produits)

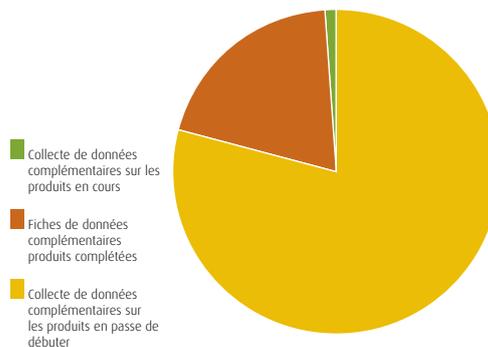
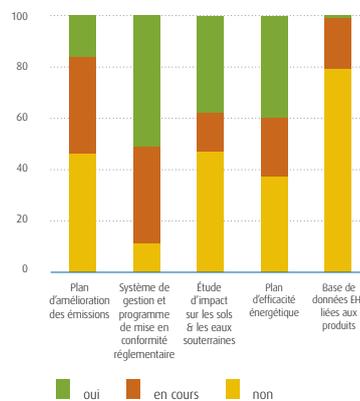


FIG. 6: APERÇU DES OBJECTIFS EHS DU GROUPE 2006-2010
SITUATION 2006
(Obj 1-4 en % du nombre total de sites number of sites
Obj 5 : en % du nombre total de produits)



ASSAINISSEMENT DES SOLS EN FLANDRE ET EN FRANCE

Le 23 avril 2004, Umicore a signé, avec la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM) et le ministère de l'Environnement de la Région flamande, une convention par laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 prochaines années, à effectuer la dépollution de quatre sites et de certaines zones résidentielles riveraines pour un montant prévu de € 62 millions. En plus de ce montant, un fonds commun de € 30 millions (alimenté respectivement pour moitié par Umicore et par les pouvoirs publics locaux) a été créé afin de réaliser les opérations d'assainissement dans les environs, et ce dans les dix prochaines années. Les provisions adéquates pour couvrir les frais de ces opérations d'assainissement ont déjà été constituées au cours des années précédentes.

'The Umicore Way' dit clairement qu'Umicore « participe activement à la gestion et la remédiation des risques inhérents aux activités du passé ».

Flandre

La convention prévoit un agenda précis, assorti d'objectifs prioritaires bien définis et de calendriers d'exécution pour chaque site.

Umicore a étendu l'assainissement de ses usines de zinc de Balen et d'Overpelt aux zones résidentielles riveraines. Pour en savoir plus sur la question, veuillez consulter le rapport en page 45. Le Groupe a finalisé les travaux d'excavation sur le site d'Overpelt ; à Balen, les opérations sont en bonne voie.

Umicore a aussi terminé les opérations préalables à l'assainissement du Bankloop, un cours d'eau qui passe à Olen. Les travaux de dépollution devraient démarrer en 2007.

Début septembre, le site de Hoboken a entamé l'assainissement de Moretusburg, le quartier résidentiel voisin. Quelque 700 jardins seront nettoyés d'ici à la fin 2007. La couche arable sera excavée, remplacée par de nouvelles terres, qui serontensemencées de gazon. Les terres excavées serviront à la construction d'un mur d'insonorisation permettant d'atténuer les nuisances sonores de l'usine. La population locale a été largement informée des actions de nettoyage.

France

Les efforts d'Umicore ne se sont pas limités aux sites belges. En France, Umicore a conclu un accord de principe avec les autorités locales afin de trouver une solution durable pour le site de Viviez. Le Groupe a aussi entamé la dépollution immédiate du site de Laubarède appelé à accueillir le futur poste d'urgence et de secours régional.

À Aubry, Umicore a non seulement progressé en termes d'assainissement sur site mais a également œuvré avec la collectivité locale à l'assainissement d'une cour de récréation. Un autre projet en cours concerne la réhabilitation du parc public et de certains jardins privés.

Le programme d'assainissement d'Umicore se poursuivra ces prochaines années. En 2006, le total des provisions affectées aux travaux d'assainissement et de dépollution à travers le monde s'est élevé à € 135,7 millions.



Bene Janssens
Environmental Coordinator Umicore
Zinc Alloys Belgium, Balen & Overpelt

Umicore étend ses efforts d'assainissement aux zones résidentielles

Le programme d'assainissement en Flandre n'est qu'un exemple des nombreuses activités d'assainissement d'Umicore et témoigne de sa volonté indéfectible de ne pas laisser aux futures générations cet héritage de pollution dû à plus de 120 années de production industrielle. En 2006, Umicore a élargi le périmètre d'assainissement de ses usines de Balen et d'Overpelt aux zones résidentielles riveraines conformément aux termes d'un accord historique conclu en 2004 avec les autorités flamandes.

Par le passé, selon les pratiques en vigueur à l'époque, des cendres produites au terme du traitement thermique du minerai de zinc étaient souvent choisies par les particuliers pour paver les allées et entrées de leur propriété. Selon les propriétaires, ce matériau assurait une excellente stabilité et constituait en outre un moyen efficace de se débarrasser des mauvaises herbes. Cependant, ces cendres contiennent des résidus de zinc et de cadmium dont on sait maintenant qu'ils présentent un risque potentiel pour la santé. Le programme d'assainissement d'Umicore a prévu l'élimination de ces cendres de zinc.

qu'ils présentent un risque potentiel pour la santé. Le programme d'assainissement d'Umicore a prévu l'élimination de ces cendres de zinc.

Début 2006, une étude épidémiologique intitulée « Environmental exposure to cadmium and risk of cancer : a prospective population-based study » (Nawrot et al. The Lancet Journal of Oncology, 2006) et publiée dans « The Lancet Journal of Oncology » mettait pour la première fois en corrélation l'exposition environnementale au cadmium et le développement du cancer du poumon. Suite à sa publication, le gouvernement flamand a annoncé la mise en place d'un plan d'action en 39 points. Afin de contribuer proactivement à ce plan, Umicore a convenu d'accélérer l'enlèvement des cendres de zinc

Les travaux d'excavation ont débuté presque simultanément dans les zones résidentielles bordant les deux usines de Balen et Overpelt. Ils devraient être terminés pour l'été 2007, supprimant ainsi une source importante de contamination potentielle. Avant de débiter ces travaux d'assainissement, la population locale a été clairement informée, tant à propos de l'état de leur jardin que du calendrier des travaux d'excavation.



« L'école finit tôt et nous avons l'habitude de traîner en ville avant de rentrer à la maison. Maintenant, je me rends au hall omnisport pour jouer au football avec mes copains, même quand il pleut! Nous avons de nouvelles chaussures, de nouveaux maillots et un ballon bien rond! »

En 2004, Umicore a mis sur pied le projet « Vida Melhor » (« Une vie meilleure »). Sa philosophie est d'aider les enfants riverains de l'usine de Guarulhos à ne pas se retrouver dans la rue, livrés à eux-mêmes, après l'école. Umicore a donc mis à leur disposition sa salle sportive et des équipements sportive, tandis que le gouvernement local a engagé des professeurs d'éducation physique. Plus de 200 enfants participent au projet.

Alisson Luiz da Silva, 12 ans,
(garçon montrant son T-shirt).

Rapport social

TRAVAILLER ENSEMBLE



51

Les managers entraînés à devenir des leaders



59

Initier les nouvelles acquisitions au «Umicore Way»



61

Approche de la sécurité du processus industriel à Guarulhos



63

Gestion de la sensibilité aux sels de platine au sein d'Umicore



« J'ai rejoint Umicore parce que j'étais convaincue d'avoir trouvé une entreprise qui fait plus qu'exprimer un attachement purement théorique à la notion de développement durable. Je suis fière d'avoir pu, avec mon équipe, mettre en place les indicateurs témoins de nos actes et de nos engagements. »

Ursula Saint-Léger,
Senior Vice-President Human
Resources



RESSOURCES HUMAINES

Cette introduction au Rapport social évoque quelques-uns des principaux défis et projets dans le domaine des ressources humaines. Les pages suivantes détaillent les avancées réalisées dans le cadre du déploiement des nouveaux objectifs sociaux du Groupe et évoquent leur état d'avancement sur les 63 sites d'Umicore. De nouveaux indicateurs clés de performance illustrent certaines des mesures mises en œuvre. Le rapport social se termine par un aperçu des performances de l'entreprise en matière de sécurité et d'hygiène.

Une direction à l'écoute

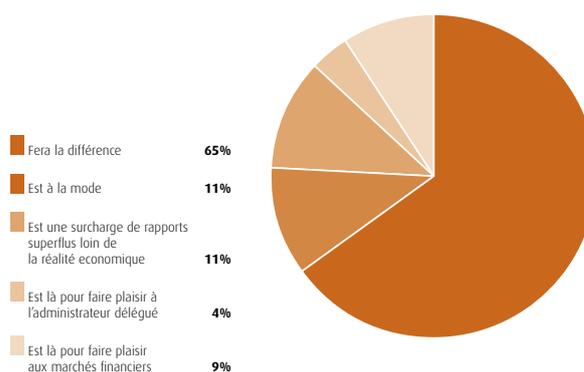
Au début 2006, le comité de direction a formulé les ambitions de l'organisation à l'horizon 2010. La direction générale de l'entreprise a organisé sept rencontres dans le cadre d'une tournée, qui l'a menée dans le monde entier en vue de présenter ces ambitions à près d'un millier de managers conviés pour la circonstance. Cette rencontre d'une journée a permis de nouer, en toute franchise, des contacts avec la direction; à cette occasion, le public a été invité à donner son avis par vote électronique. (voir tableau des résultats du vote relatif à l'importance, pour Umicore, d'œuvrer au développement durable). À certains égards, ces événements ont aussi été l'occasion d'organiser en parallèle des séances de formation et des débats sur la mise en pratique du code de conduite.

Présence accrue en Asie

En 2006, Umicore a encore davantage assis sa présence en Asie, et principalement en Chine, où l'entreprise a finalisé deux acquisitions. L'activité Technical Materials a acquis deux nouveaux sites : l'un à Suzhou et l'autre à Yangzhong. Zinc Alloys a pris une participation majoritaire dans une fonderie de zinc à Kunming. Les effectifs consolidés en Chine sont ainsi passés de 399 à la fin 2005 à 1 953 à la fin 2006 (soit un accroissement de l'ordre de 1 554 unités). Les effectifs des sociétés associées ont quant à eux progressé de 1 065 à 1 149. L'étude en page 59 illustre l'approche privilégiée par Umicore pour intégrer ces nouvelles acquisitions.

Dans d'autres régions d'Asie, Umicore est occupée à orchestrer sa future croissance. En septembre, Umicore a décidé de rassembler ses diverses filiales japonaises au sein d'une seule structure de management nationale. Le Groupe devrait ainsi se montrer à la hauteur de ses ambitions de croissance dans ce pays.

ŒUVRER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Attitudes sur l'approche d'Umicore vis-à-vis du développement durable



Restructuration de certains sites

En 2006, les effectifs de certains sites ont été réduits. Cependant, le Groupe a fait preuve de prévenance en offrant de nouvelles perspectives aux travailleurs concernés.

Deux sites ont été concernés aux États-Unis. Tout d'abord, la production de poudres de cobalt a été arrêtée à Maxton (NC). Les travailleurs concernés ont pu bénéficier de mesures de départ et d'une aide au reclassement. En outre, Umicore est parvenue à négocier des programmes de formation spéciaux à l'intention des travailleurs. L'entreprise a notamment sollicité le US Department of Labor (ministère de l'Emploi de l'administration américaine) au nom des travailleurs de Maxton afin qu'ils bénéficient d'un fonds spécial de formation et d'allocations de chômage prolongées. Ces avantages ont été avalisés en vertu du « Trade Adjustment Assistance Act ». Les travailleurs qualifiés ont pu dès lors percevoir une aide à la formation et des allocations de chômage améliorées (leur permettant de reprendre des cours). Ensuite, la coentreprise de catalyseurs automobiles de Calvert City fermera ses portes à la mi-2007. Umicore est occupée à y déployer des programmes similaires.

Aux Philippines, Umicore Specialty Chemicals Subic a décidé de réduire son personnel après avoir cessé la fabrication de cobalt. Dans un premier temps, les contrats des travailleurs intérimaires n'ont pas été renouvelés, ce qui a permis de ramener les effectifs de 176 à 150 en l'espace six mois, de mai à octobre 2006. Le nombre de travailleurs a été encore réduit au dernier trimestre, pour passer de 150 à 122, car 28 d'entre eux ont accepté une mise à la retraite anticipée et une proposition de départ volontaire. Ce programme se poursuivra en 2007 afin de ramener le total des effectifs à 93 d'ici à la fin 2007.

Filialisation de l'activité Zinc

En février 2006, Umicore a annoncé le démarrage d'un processus visant à dissocier l'activité Zinc Alloys des activités stratégiques du Groupe. Le Groupe n'a pas ménagé ses efforts et s'est attelée à constituer la nouvelle structure organisationnelle et juridique amenée à regrouper les 3 248 travailleurs des sites concernés en Belgique, en France, en Chine et en Thaïlande. La nouvelle entreprise porte le nom d'Umicore Zinc Alloys.

En décembre 2006, Umicore a annoncé son intention de combiner ses activités de fusion et d'alliage du zinc à celles de la société australienne Zinifex.

Formation au leadership et à la communication

Chez Umicore, 2006 fut marquée par des formations intensives. Les sept départements RH régionaux ont ainsi mis en œuvre leurs modules de formation, alors que plusieurs programmes de formation d'envergure mondiale étaient lancés à l'échelle du Groupe.

Le « leadership et la communication » en étaient les thèmes principaux. L'enquête d'opinion des travailleurs menée en 2005 avait en effet mis en lumière quelques lacunes dans ce domaine. Plusieurs modules de formation ont donc été mis au point et dispensés, à tous les niveaux hiérarchiques.

Au niveau du Groupe, deux programmes de formation ont été mis en place en vue de préparer les managers à l'évolution de leur carrière. Pour élaborer ces plans personnalisés, Umicore s'est rapprochée de plusieurs écoles de commerce de réputation internationale.



Nicola Söger
R&D lab manager, Automotive Catalysts, Hanau, Allemagne

Les managers entraînés à devenir des leaders

Les résultats globaux de l'enquête d'opinion du personnel effectuée en 2005 font apparaître une progression régulière. Par ailleurs, des plans d'action ont été élaborés pour encore améliorer la situation.

Le « people leadership » et les catégories connexes (supervision directe, travail en équipe, délégation et communication) figurent en tête de la liste des domaines qu'il faut encore améliorer. D'une manière générale, la population des managers d'Umicore a donné de très bonnes notes dans ces domaines. Cependant, l'étude au niveau mondial a clairement montré que des efforts complémentaires sont nécessaires si l'on veut obtenir une appréciation aussi positive de la part des autres employés envers les pratiques de leadership au sein d'Umicore.

Des programmes de formation intensifs ont été mis en œuvre et ont été doublés de plans d'action détaillés au niveau des unités et des sites afin d'améliorer cette situation. L'enquête d'opinion de 2007 révélera le degré d'efficacité de ces plans.

Nicola Söger fait partie des nombreux managers qui ont participé à ces programmes en 2006. Nicola travaille au laboratoire de R&D de la business unit Automotive Catalysts sur le site allemand de Hanau. Elle est également une des principaux membres de nos « Global Technology Teams » et collabore au développement de catalyseurs pour les systèmes de contrôle des émissions des moteurs diesel.

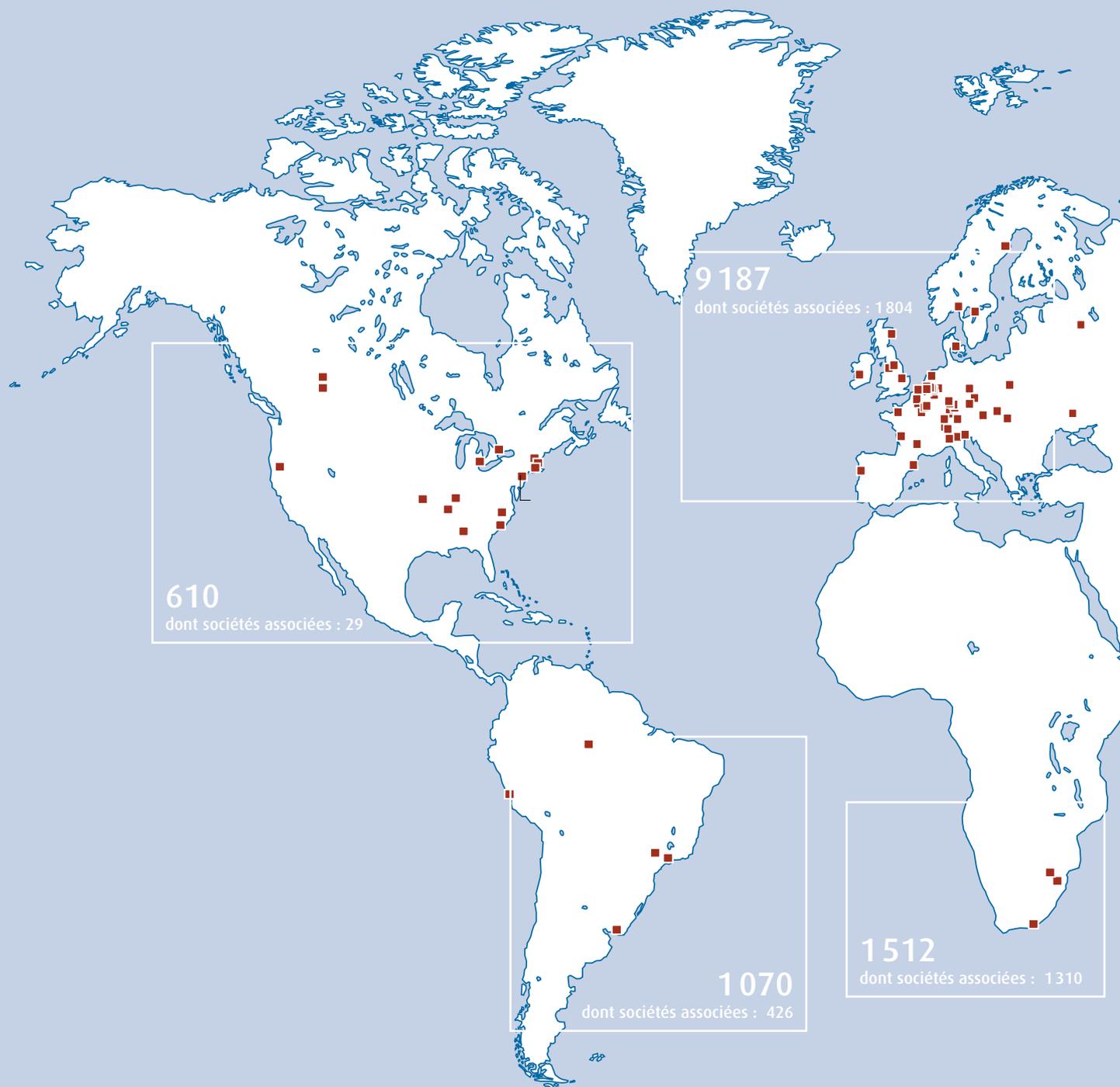
« Nous avons tiré de très nombreux enseignements en observant l'importance des communications et du feed-back, et je me rends compte chaque jour à quel point ils sont d'une aide précieuse. » Le programme de formation était axé sur la pratique et ne se contentait donc pas de passer en revue des connaissances théoriques : « Nous avons fait de nombreuses études de cas « sur le vif » ; j'ai eu une véritable révélation en apprenant comment les autres me percevaient et notamment comment je peux collaborer avec mon équipe et la faire bouger ».

Nicola a apprécié l'atmosphère de collaboration agréable et la découverte de collègues inconnus jusqu'alors, sans oublier la mise en place de réseaux : « J'appréhende ces réseaux indépendamment de mon rôle de leader et j'estime qu'il s'agit d'un effet secondaire très positif qui m'a permis de nouer quelques contacts privés sympathiques ».

En appliquant les leçons apprises, Nicola s'est attachée à améliorer la communication au sein de l'équipe en établissant des relations de confiance mutuelle et en intensifiant sa propre confiance dans les capacités de ses collègues.

« Je suis à peu près certaine que les membres de mon équipe me signaleront le moindre problème. J'ai par exemple mis en place une réunion de fin d'année informelle et décontractée avec chacun de mes collaborateurs directs, non seulement pour leur donner du feed-back mais également pour en recevoir. J'ai le sentiment qu'ils ont beaucoup apprécié le feed-back et le temps que je leur ai consacré ».

PRÉSENCE INTERNATIONALE ET EFFECTIFS GLOBAUX





Présence d'Umicore

	Sites de production	Autres sites	Effectifs
Europe			
Allemagne	9 (1)	2 (1)	1944 (54)
Autriche	1	-	113
Belgique	8 (1)	1	3 608 (57)
Danemark	-	1	14
Espagne	-	2 (1)	15 (2)
France	8	2	1 249
Hongrie	-	1	8
Irlande	1 (1)	-	601 (601)
Italie	1	3 (1)	81 (10)
Liechtenstein	1	-	95
Norvège	1	-	58
Pays-Bas	2	-	119
Pologne	-	1	12
Portugal	1	-	45
République tchèque	-	1	2
Royaume-Uni	5 (3)	3 (1)	103 (60)
Russie	-	1	5
Slovaquie	1	-	29
Suède	2 (1)	1	282 (248)
Suisse	1	2 (1)	56 (24)
Ukraine	1 (1)	-	748 (748)
Asie / Pacifique			
Australie	1	2	62
Chine	12 (5)	6 (2)	3 076 (1 144)
Corée du Sud	2 (1)	1	216 (127)
Inde	-	1	13
Japon	2 (1)	2 (1)	118 (73)
Malaisie	1	-	59
Philippines	1	-	122
Singapour	1	-	22
Taiwan	1	2 (1)	26 (5)
Thaïlande	2 (1)	1	1 087 (1 020)
Amériques			
Argentine	1	-	20
Bésil	3	1 (1)	630 (6)
Canada	3	-	240
États-Unis	10 (1)	2	370 (29)
Pérou	1 (1)	-	420 (420)
Afrique			
Afrique du Sud	2 (1)	1	1 512 (1 310)
TOTAL	86 (19)	39 (10)	17 180 (5 938)

Données des sociétés associées entre parenthèses.

Lorsqu'un site comprend à la fois une unité de production et des bureaux (par exemple Hanau en Allemagne), il est uniquement classé sous les sites de production.

OBJECTIFS SOCIAUX DU GROUPE POUR 2006-2010

Dans le cadre de son « Rapport 2005 aux actionnaires et à la société », le Groupe Umicore dans son ensemble s'est défini cinq objectifs sociaux pour la période 2006-2010. Conformément aux principes de « The Umicore Way », ces lignes directrices s'inscrivent dans les objectifs généraux du Groupe en matière de développement durable. Elles sont suffisamment souples pour permettre à chaque site de contribuer à son rythme à l'objectif de performance global fixé pour 2010.

Les objectifs sociaux concernent 63 sites. Au cours des quatre prochaines années, cette mesure fera office de référence pour évaluer l'état d'avancement par rapport aux objectifs fixés. Dans ce contexte, les données ont été récoltées par l'intermédiaire du système de gestion des données sociales du Groupe. L'instance de contrôle externe (ERM - CVS) a évalué les mesures prises dans ce cadre, au travers d'une analyse des critères sociaux, réalisée sur site.

Dans le résumé graphique (voir page 5), l'état d'avancement est exprimé en pourcentage du nombre total de sites. La légende se présente comme suit :

- « oui » : le plan d'amélioration a été intégralement mis en œuvre sur le site ;
- « en cours » : les mesures ont fait l'objet d'une analyse et d'une hiérarchisation - le plan d'amélioration est en cours d'élaboration mais n'est pas encore intégralement mis en œuvre ;
- « non » : aucune mesure spécifique n'a encore été prise.

Dans ce chapitre, nous présentons en détail l'état d'avancement de chaque objectif social. Nous y avons consigné des indicateurs de performance clés complémentaires recueillis à l'aide du même système de gestion. En guise de commentaire, il convient de souligner que ces objectifs en sont à leur première mise en œuvre. Certains sites ont éprouvé des difficultés à en saisir toute la teneur. Une certaine circonspection est donc de mise quant à l'exactitude de certains pourcentages cités.

Premier objectif

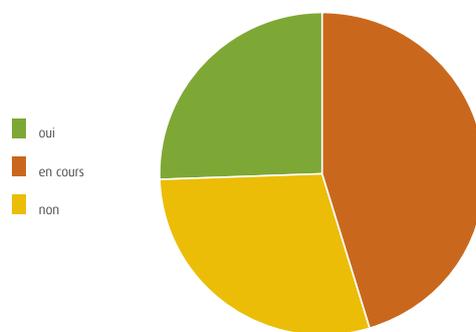
Tous les sites industriels sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local définissant leur **engagement vis-à-vis de la collectivité locale**. Ce plan doit identifier les parties en présence et définir le processus de prise en compte des intérêts de celles-ci. Il doit aussi faire état des initiatives volontaires que le site souhaite prendre vis-à-vis de la collectivité locale.

Comme l'illustre la figure 1, 29% des sites ont mis en place un plan d'engagement vis-à-vis des collectivités locales, tandis que 45% d'entre eux sont en passe d'en élaborer un.

Parmi les actions menées à l'échelle locale, citons la tenue annuelle de réunions avec les riverains de l'usine, des rencontres régulières avec les pouvoirs locaux, l'organisation de journées portes ouvertes à l'intention du grand public et des familles des travailleurs, la prise en compte des plaintes des riverains (le cas échéant), la mise en œuvre de plans d'action visant à atténuer l'impact sur l'environnement (p. ex. lutte contre le bruit) et la publication d'un rapport EHS (environnement, santé et sécurité) à l'échelle locale.

L'identification des parties prenantes concernées et de l'impact potentiel des activités marque une étape importante de la définition d'un plan d'action exhaustif par site. Dans certains cas, l'exercice est aisé ; dans d'autres, il est plus compliqué, a fortiori si l'usine est de petite taille et située dans un grand parc d'activités ou un centre administratif ne rassemblant que des industries ou des sociétés. Des efforts seront encore consentis en 2007 afin d'épauler ces sites dans l'inventaire systématique des parties en présence.

FIG. 1: ENGAGEMENT VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ LOCALE



Umicore dispose de quatre grands sites en Flandre (Belgique), qui emploient quelque 3 180 travailleurs. Forte de cette présence, l'entreprise y a affaire à un public élargi et bien défini d'acteurs régionaux. Le 23 mai 2006, Umicore a engagé, sur son site d'Olen, un dialogue avec ses interlocuteurs régionaux. À cette occasion, la direction (dont l'administrateur délégué) a fait le point sur l'approvisionnement des matières premières, l'état d'avancement des opérations d'assainissement aux alentours des sites flamands d'Umicore, le bilan des performances en matière de sécurité au travail et les nouveaux objectifs environnementaux du Groupe à l'horizon 2010.

Bon nombre de sites, dont les bureaux commerciaux et les sièges administratifs, se sont investis dans des actions bénévoles et caritatives. Épinglons notamment des dons, des activités culturelles, éducatives et sportives à l'échelon local ou le bénévolat des travailleurs au sein de la collectivité. Ces activités sont regroupées sous la bannière d'« Umicare » (voir rapport 2005). La décision relative au choix des projets et à leur financement ou à la participation des travailleurs intervient au niveau local.

Deuxième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local pour devenir un **employeur attractif**. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à fidéliser les travailleurs, à créer une image positive vis-à-vis de futurs candidats, ainsi qu'à encourager notre personnel à poursuivre leur carrière.

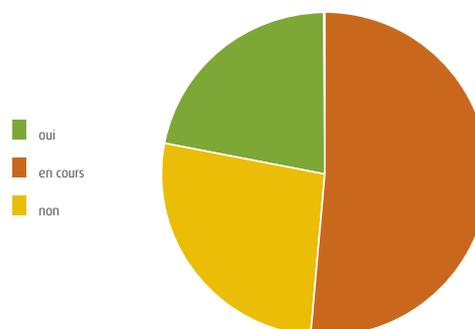
Comme l'illustre la figure 2, seulement 22% des sites ont indiqué avoir déployé un plan d'action local pour faire valoir le statut d'employeur attractif. 52% planchent encore sur la question. Or, Umicore déploie largement ses activités sur des sites de petite ampleur, dans des pays où l'entreprise ne dispose pas d'une visibilité nationale ou régionale. Cet objectif doit être interprété en fonction de la dimension des sites opérationnels. En 2007, Umicore s'emploiera donc à recadrer cet objectif, en concertation avec ses sites. Notre ambition n'est pas de chercher nécessairement une légitimation en tant qu'employeur attractif sur le marché de l'emploi au sens large. Ce que nous voulons, c'est asseoir notre réputation auprès de réseaux d'enseignement et de domaines de spécialisation, au sein des collectivités locales où nous opérons.

Dans certains pays, Umicore est régulièrement représentée à des salons de l'emploi pour attirer les futurs diplômés, comme ce fut le cas en 2006 aux universités de Darmstadt et d'Aix-la-Chapelle (Allemagne) et à Louvain, Gand et Anvers (Belgique).

En 2006, Umicore s'est classée parmi les 34 « meilleurs employeurs de Belgique ». L'entreprise pourra faire état de cette distinction dans ses campagnes de recrutement en 2007.

Outre la dimension publique d'employeur attractif, Umicore s'emploie aussi à être à la hauteur de sa réputation vis-à-vis de

FIG. 2: EMPLOYEUR ATTRAYANT



son personnel. Pour ce faire, elle a mis en œuvre deux nouveaux indicateurs de performance clés en 2006 : le nombre (et le pourcentage) de travailleurs quittant la société de leur plein gré et le taux d'absentéisme. Ces deux critères ont été argumentés grâce au système de gestion des données sociales du Groupe (entités consolidées uniquement) et ont fait l'objet d'un audit.

Le nombre de **personnes quittant volontairement** Umicore est de loin l'indice le plus probant. Au total, 2,93% des travailleurs d'Umicore ont décidé de quitter la société (hors mis retraite ou chômage). Conforme aux faibles proportions recensées précédemment, cet indice traduit le souhait du personnel de poursuivre sa carrière chez Umicore. Notons la présence de certaines divergences régionales pour les pays asiatiques, qui enregistrent un taux de départs volontaires plus important. C'est notamment le cas en Grande Chine, où 6,6% des travailleurs d'Umicore ont quitté l'entreprise de leur plein gré en 2006. Cette proportion est cependant nettement inférieure à l'indice national chinois de 11% (tous secteurs confondus), qui est gonflé vu la croissance économique fulgurante observée dans cette région du monde.

L'autre indicateur de performance clé est le **taux d'absentéisme** (jours de maladie). Pour l'ensemble du groupe, il s'est établi à 2,87%. Une fois encore, ce résultat est relativement faible. Des disparités régionales ont là encore été observées. Hors Europe, le taux d'absentéisme est bas (de 0,52% à 1,42%), ce qui est à la fois révélateur d'une conception culturelle peu favorable au congé maladie et de l'impact économique de la perte de revenu pendant la période d'absence. En Europe, ce taux oscille entre 2,84% et 4,38%. Dans cette partie du monde, le taux d'absentéisme plus élevé peut s'expliquer par les mentalités et par la présence d'un cadre légal plus propice. Dans les prochaines années, des données de comparaison externes seront rassemblées en rapport avec cet indicateur.

Enfin, soucieux de faire valoir leur statut d'employeur attrayant, les sites ont mis en place plusieurs plans d'action locaux, qui s'attèlent aux problématiques exposées par l'enquête d'opinion du personnel menée en 2005. Tout au long de 2007, tous les sites prendront part à une nouvelle enquête d'opinion. Celle-ci permettra de faire le point sur l'idée que le personnel se forge d'Umicore en tant qu'employeur attrayant.

Troisième objectif

Tous les sites sont tenus d'établir et de mettre en œuvre un plan local visant l'instauration d'un **dialogue interne constructif et d'une communication ouverte**. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à accorder de l'importance à l'avis des travailleurs, à intensifier la participation aux enquêtes d'opinion réalisées régulièrement à l'échelle du Groupe, à garantir des actions de suivi adéquates, à procéder à une évaluation régulière des travailleurs, ainsi qu'à instaurer un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants.

PERSONNES QUITTANT VOLONTAIREMENT

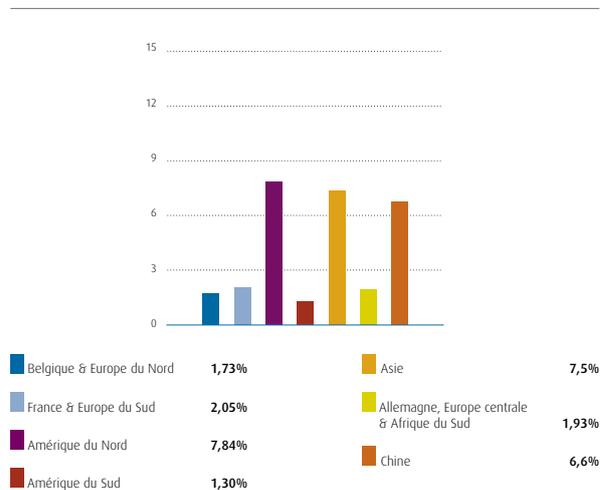
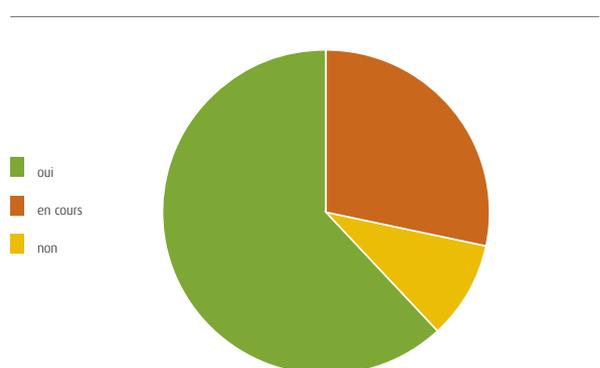


FIG. 3: DIALOGUE CONSTRUCTIF



La figure 3 indique que plus de 60% des sites mettent d'ores et déjà en œuvre un plan local propice à l'instauration d'un « dialogue constructif et d'une communication ouverte ». Plus de 25% sont en passe de s'en doter. Nombre de forums sont déjà en place, allant des séances plénières des conseils d'entreprise aux assemblées générales du personnel (les « town-hall meetings »), en passant par les réunions d'équipe pour suivre l'état d'avancement des plans d'action établis dans la foulée de l'enquête d'opinion de 2005. Ce fut le cas au sein des entités de Technical Materials.

Citons encore une séance extraordinaire du Comité d'entreprise européen qui s'est tenue à Hanau. Sa mission : informer les représentants des conseils d'entreprise des autres pays européens des modalités de dialogue sur le modèle allemand.

Un autre indicateur de performance clé traduit, dans une certaine mesure, la qualité du dialogue interne. Il s'agit du nombre (ou de l'absence de) de jours perdus à cause d'actions de **grève**. Au total, 148 jours (un jour équivaut à un gréviste) ont été perdus à la suite de grèves en Belgique et en France, tous sites confondus. Il n'a été fait état d'aucun incident dans les cas où la grève concernait l'ensemble du site. Ces 148 jours sont dus quelques actions mineures, ne concernant qu'un petit nombre d'individus. Dans la moitié des cas, la cause du mouvement social était extérieure à l'entreprise. Citons des manifestations nationales contre les décisions du gouvernement en Belgique, en France et en Afrique du Sud.

Quatrième objectif

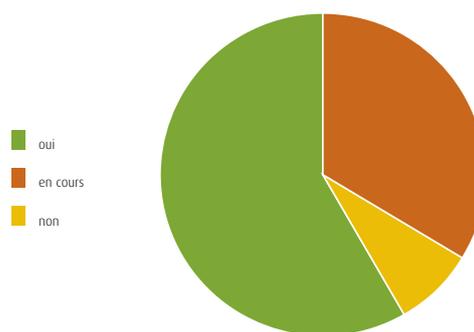
Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à encourager la **formation et l'épanouissement professionnel** de leurs travailleurs.

Comme l'illustre la figure 4, 58% des sites ont mis en place un plan local; 33% d'entre eux sont en passe de le faire. La plupart des sites peuvent s'enorgueillir d'une longue tradition en matière de formation et d'évolution du personnel, conformément aux systèmes qualité en place ou à la législation locale en vigueur.

La majorité des travailleurs d'Umicore sont conviés à des entretiens d'évaluation, qui permettent d'évoquer les perspectives de carrière. L'évolution du contexte professionnel et d'autres initiatives peuvent donner lieu à des programmes de formation spécifiques.

Autre indicateur de performance clé, le nombre d'heures de **formation** est aussi inventorié à l'aide du système de gestion des données sociales du Groupe. Dans l'ensemble, la moyenne s'élève à 32 heures, soit 4 jours de formation par personne. On note des différences considérables selon la région ou le pays. En effet, toutes les régions n'ont pas encore répertorié de manière systématique les données relatives à la formation sur le terrain. Or, Umicore a très largement recours à celle-ci pour former son personnel, surtout les ouvriers. Cependant,

FIG. 4: FORMATION ET ÉPANOUISSEMENT



ce paramètre est difficile à recenser avec uniformité. Dans les contextes professionnels où la formation sur le terrain est mesurée, le décompte moyen oscille entre 40 et 66 heures. Dans les régions où une seule formation présentielle est dispensée, le nombre moyen d'heures de formation varie entre 12 et 24 heures. En 2007, Umicore ne ménagera pas ses efforts pour rationaliser la procédure de décompte de toutes les heures de formation pertinentes.

Comme mentionné en page 50, 2006 fut marquée par un intérêt soutenu pour la formation chez Umicore. Parmi les activités proposées, citons le programme de formation MOVE en Allemagne, qui offre un plan de développement personnel à tous les jeunes cadres, ainsi qu'un programme de leadership destiné à tous les managers amenés à endosser de nouvelles responsabilités d'encadrement (voir rapport en page 51). Toutes les régions ont établi un catalogue des modules de formation.

Cinquième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à appliquer les stratégies du Groupe en matière **d'égalité des chances, de diversité et de respect des droits de l'Homme**, ainsi que le code de conduite d'Umicore.

Comme l'illustre la figure 5, 64% des sites ont déployé un plan local en matière d'égalité des chances, de diversité et de respect du code de conduite et des droits de l'Homme. 34% ont commencé à se doter d'un tel instrument. La politique en matière de respect des droits de l'Homme a été mise en œuvre sur l'ensemble des sites.

La politique en matière de droits de l'Homme a été instaurée en février 2006. Annexée au code de conduite, elle peut aussi être consultée sur le site Web du Groupe et recouvre tous les aspects pertinents dans ce domaine (travail des enfants, travail forcé, liberté d'association des travailleurs et droit de négocier des conventions collectives de travail). Umicore fait aussi en sorte de favoriser l'égalité des chances. La politique en matière de droits de l'Homme a été traduite dans toutes les langues appropriées et communiquée à tous les travailleurs. Dans ce contexte, aucune violation n'a été rapportée.

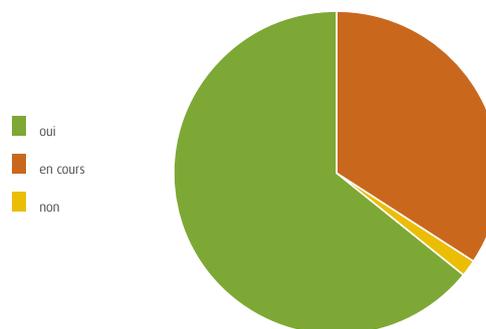
Le rapport 2005 avait fait état, pour la première fois, des statistiques en matière de répartition des sexes. Comme le montre la figure 6, des progrès modérés, mais constants, ont été enregistrés en cette matière en 2006, et ce à tous les échelons de l'entreprise. Notons la formidable contribution de la Chine, où la proportion de travailleuses (y compris à des postes de direction) dépasse la moyenne d'Umicore.

En vue d'élaborer des plans d'amélioration de cette répartition aux postes de direction, un forum mondial s'est tenu sur la question, en décembre. Il a pris la forme d'un débat virtuel en ligne au moyen d'un logiciel spécialement conçu à cet effet. Quarante-neuf femmes managers ont fait part de leur

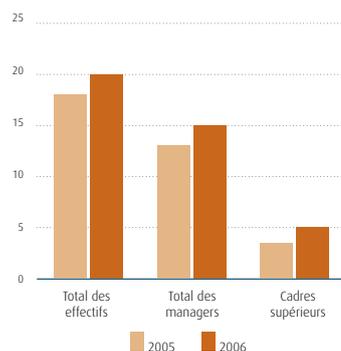
expérience professionnelle chez Umicore et ont parlé de leurs idées pour les mesures à venir. Les résultats sont été communiqués à toutes les femmes managers et à la direction.

Parmi les autres initiatives engagées dans ce contexte, citons celle du service RH d'Umicore Allemagne qui a pris part à la « Journée des Filles » à Hanau, dans le cadre d'un projet national visant à motiver les jeunes étudiantes à se lancer dans des métiers traditionnellement dévolus aux hommes.

FIG. 5: ÉGALITÉ DES CHANCES



% DE TRAVAILLEUSES





Claire Chen
HR Director Greater China,
Shanghai, Chine

Initier les nouvelles acquisitions au «Umicore Way»

Début 2006, Umicore a acquis deux entreprises en Chine, l'une à Suzhou et l'autre à Yangzhong, qui sont venues compléter le réseau mondial des sites Technical Materials. L'intégration de ces nouvelles entités était une priorité absolue pour le département Technical Materials de même que pour le directeur des ressources humaines en Chine.

Selon les pratiques en vigueur au sein d'Umicore, un plan d'intégration a été érigé dans lequel les actes à poser et les responsabilités étaient clairement définis. Ce plan a été dressé afin que les deux sites puissent se mettre rapidement à niveau, d'une part par rapport aux normes du Groupe en termes de productivité, de politique commerciale et de responsabilité en matière d'environnement et d'autre part par rapport à ses objectifs sociaux et en matière de santé et de sécurité.

Le processus d'intégration a été largement facilité en combinant le meilleur des deux mondes, à savoir un directeur général chinois qui a fait ses preuves au sein d'autres unités d'Umicore en Chine et un expatrié allemand qui a veillé à l'alignement sur le plan technique. Des formations interculturelles ont été organisées afin de combler le fossé culturel entre les Européens partici-

pant au processus d'intégration et leurs collègues chinois.

Les nouveaux collaborateurs d'Umicore en Chine ont fait connaissance avec les systèmes de Ressources Humaines d'Umicore grâce à des sessions de formation organisées avec des collègues d'autres sites d'Umicore, et des ateliers réunissant les managers et les superviseurs des deux nouveaux sites.

Les codes en matière d'environnement, de santé et de sécurité sont en cours de mise en place. Un gros travail de conscientisation du personnel reste toutefois à effectuer, et beaucoup de temps et d'efforts devront encore être consentis pour atteindre l'objectif. En juin 2007, les sites de Suzhou et Yangzhong participeront conjointement avec tous les autres sites Umicore à la prochaine enquête de satisfaction globale qui sera menée.

SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Portée du compte-rendu en matière de sécurité

Le rapport de sécurité reprend tous les accidents ayant entraîné une perte de temps de travail survenus sur les sites gérés par Umicore. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas inclus dans les statistiques du Groupe en matière de sécurité au travail.

Les accidents avec perte de temps de travail survenus aux sous-traitants, ne sont pas inclus dans cette étude.

Panorama 2006

Pour la première fois depuis 1997, le nombre d'accidents avec perte de temps a augmenté de 108 en 2005 à 117 en 2006. Il s'ensuit un taux de fréquence de 7,2 (contre 6,3 l'année précédente), alors que l'objectif est fixé à 5 (voir figure 1). Le taux de gravité par contre s'est réduit à 0,20, contre 0,22 en 2005 – mais reste néanmoins légèrement supérieur à l'objectif de 0,17 fixé pour 2006 (figure 2). Près de 50% des accidents avec perte de temps ont eu lieu sur les sites belges, alors que les sites en Chine interviennent pour 16% dans le décompte des accidents.

L'entreprise est aussi profondément attristée par la mort, survenue en janvier 2007, d'un collègue de 38 ans sur le site de Viviez, France, tué alors qu'il manutentionnait des bobines de zinc laminé.

Une analyse détaillée des accidents ayant entraîné une perte de temps en 2006 montre que les aspects comportementaux ainsi que des problèmes organisationnels (de type formations régulières à la sécurité) se trouvent souvent à l'origine d'un accident. L'absence d'une évaluation systématique des risques sur le lieu de travail au cours de la phase de conception ou durant la maintenance opérationnelle ont aussi un rôle significatif.

'The Umicore Way' affirme clairement que « nous ne transigeons pas en matière de santé et de sécurité au travail pour tous nos collaborateurs et (que) nous efforçons sans cesse d'améliorer nos résultats en matière de sécurité et de santé ». Le hiatus qui a affecté l'amélioration régulière de nos résultats de sécurité

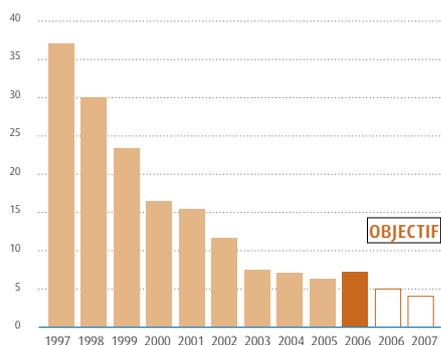
souligne la nécessité de renforcer constamment la sensibilisation à la sécurité du travail au sein du Groupe. Umicore ne peut se résoudre à tendre vers autre chose qu'un environnement de travail avec zéro accident. À cet effet, la société a renforcé les objectifs intermédiaires de sécurité établis pour 2007 (voir tableau).

	Taux de fréquence	Taux de gravité
2007	4,0	0,15

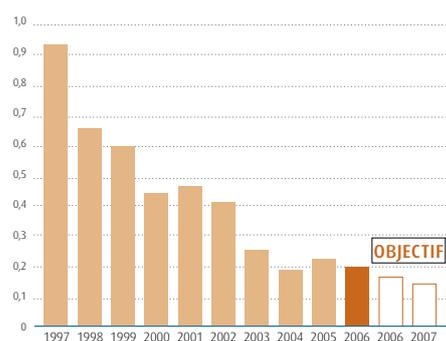
En 2006, Umicore a démarré la collecte des taux de fréquence chez les sous-traitants et les blessures enregistrables. Bien que cette mesure ne soit pas encore obligatoire, 40% des sites ont d'ores et déjà communiqué lesdites données. Celles-ci permettront à la société de mieux comprendre et analyser les situations potentiellement dangereuses et contribueront à l'élaboration des objectifs de sécurité au-delà de 2007.

Enfin, nous sommes actuellement dans la phase de finalisation d'un Guide pour le Groupe en matière d'Environnement, de Santé et de Sécurité qui détaillera clairement les attentes et les impératifs de sécurité pour nos différents sites et business units.

TAUX DE FRÉQUENCE UMICORE POUR LE MONDE ENTIER



TAUX DE GRAVITÉ UMICORE POUR LE MONDE ENTIER





Alfredo Luis Neves
Q-SHE Manager,
Brésil

Approche de la sécurité du processus industriel à Guarulhos

La voie du succès est parsemée de défis qu'il convient de relever. Situé dans une zone urbaine, le site brésilien de Guarulhos a vu ses volumes de production augmenter au cours des dernières années, grâce à l'expansion des installations existantes et au déploiement de nouveaux processus. Les opérations de manutention, de gestion et de maîtrise des substances dangereuses (hydrogène, chlore, etc.) se sont donc considérablement intensifiées.

Dans le même temps, face à cette évolution, les infrastructures de l'usine ont atteint leurs limites et la marge de manœuvre est devenue très étroite.

En conséquence, Umicore Brésil a jugé qu'une analyse détaillée de la situation s'imposait. En 2006, un projet a vu le jour visant à faire de Guarulhos un site soumis aux normes les plus strictes en termes de sécurité des processus. Ledit projet a commencé par une étude exhaustive des risques internes et externes propres au site. Toute l'attention a été portée sur l'identification de scénarios de gestion possibles en vue d'améliorer la maîtrise des risques. En 2007, un plan d'action sera établi sur la base des résultats de cette évaluation.

SANTÉ AU TRAVAIL

Portée du compte-rendu en matière de santé

Ce relevé des performances se concentre sur les risques spécifiques que l'exposition au plomb, au cadmium, aux sels de platine et au cobalt constitue pour la santé au travail. Les données collectées proviennent des sites où ces expositions sont de rigueur. Les sites concernés sont précisés dans le texte.

Panorama 2006

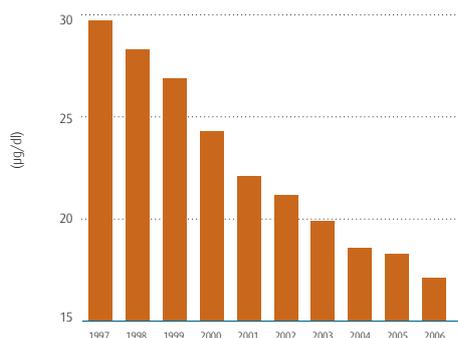
Umicore déploie des efforts considérables en vue d'éliminer les maladies professionnelles et de promouvoir le bien-être au travail. Les conditions d'hygiène sur le lieu de travail jouent un rôle déterminant dans la minimisation de l'exposition à certains produits chimiques dangereux. À cet égard, les sites ont instauré des programmes d'évaluation des conditions de travail qui comprennent des mesures d'hygiène industrielle sur les lieux de travail.

De part les activités et opérations d'Umicore, l'accent est surtout mis sur l'exposition aux métaux dans la mesure où celle-ci est susceptible de constituer un risque important pour les travailleurs concernés. En 2006, les indicateurs principaux de santé du travail et d'hygiène ont été intégrés dans le nouveau système de gestion des données EHS. Cependant, le compte-rendu de ces indicateurs n'est pas encore mis en place sur les sites.

Plomb

Les résultats du contrôle biologique du plomb sur le site d'Hoboken révèlent à nouveau une réduction des taux, avec 17,1 microgrammes par décilitre de sang contre 18,3 en 2005 et 30 en 1997 (voir figure 1). Seulement 8% des résultats d'échantillonnage du plomb dépassaient les 30 microgrammes par décilitre de sang, contre 11,5% en 2005. En 2006, des actions spécifiques ont été menées en vue de réduire l'exposition au plomb sur certains lieux de travail qui présentaient les taux les plus élevés. Les analyses effectuées dans la division fonderie ont ainsi permis de constater que les concentrations sanguines avaient chuté à 27 microgrammes par décilitre de sang, alors qu'elles atteignaient encore les 31 microgrammes en 2005.

PLOMB DANS LE SANG À HOBOKEN



Cadmium

En janvier 2006, le journal médical 'The Lancet Oncology' a publié une étude sur le lien entre l'exposition au cadmium et le développement de cancer du poumon parmi les personnes vivant à proximité des opérations zinc d'Umicore en Belgique (Balen et Overpelt). Suite à cette publication, Umicore s'est engagée à évaluer la faisabilité d'une étude oncologique parmi ses travailleurs précédemment exposés au cadmium sur leur lieu de travail. Cette étude, s'inscrit dans le plan d'action mis en œuvre par le ministère flamand de l'Environnement et sera bouclée fin 2007.

En 2006, le contrôle biologique du cadmium dans les urines des travailleurs des sites de Balen et d'Overpelt donnait 0,79 microgramme par gramme de créatinine. Si elle est légèrement supérieure à celle de 0,61 microgramme par gramme de créatinine relevée en 2005, cette valeur ne représente toutefois aucun risque spécifique pour la santé des travailleurs.

La norme actuelle, considérée comme sans risque pour les personnes faisant partie de la population générale, se situe à 2 microgrammes par gramme de créatinine.

Platine

En 2006, Umicore a fait état de 2 nouveaux cas (1 à Guarulhos, 1 à Port Elizabeth) de sensibilité aux sels de platine, contre 3 cas diagnostiqués en 2005 et 2 cas en 2004. Au total, quelque 160 collaborateurs sont potentiellement exposés aux sels de platine, essentiellement dans les raffineries de métaux précieux et dans certaines usines qui produisent des catalyseurs pour automobiles. On peut lire en page 63 plus de détails concernant la manière dont Umicore gère ce risque pour la santé au travail.

Cobalt

À l'heure actuelle, tous les sites de production concernés par le traitement du cobalt (Arab, Chungnam, Fort Saskatchewan, Maxton, Olen, Shanghai et Subic) ont mis en œuvre un programme de contrôle biologique et en rapportent les résultats suivant une procédure standardisée. La concentration moyenne en cobalt dans les urines était de 26,0 microgrammes par gramme de créatinine pour 2006. Il convient de préciser que cette performance n'est pas identique sur tous les sites, puisqu'on note aussi bien des expositions moyennes par site ne dépassant pas les 4 microgrammes par gramme de créatinine que des moyennes supérieures proches des 50 microgrammes par gramme de créatinine. Comme indiqué dans le rapport annuel de 2005 (voir Rapport aux actionnaires et à la société, page 63), un programme systématique de réduction des poussières a été lancé et on s'attend à ce qu'il améliore encore plus les résultats du contrôle biologique au cours des prochaines années.



Gary Sommer
Corporate EHS Manager Umicore
North America

Gestion de la sensibilité aux sels de platine au sein d'Umicore

L'allergie provoquée par une exposition aux sels de chlorure de platine est une maladie professionnelle qui concerne tout particulièrement les activités d'Umicore liées aux métaux précieux. Les sels de platine (par exemple les hexachloroplatinates et l'acide hexachloroplatinique) sont des produits intermédiaires importants dans la fabrication de divers produits finis à base de platine. Malheureusement, une exposition à ces substances peut, chez des sujets prédisposés, causer de graves réactions allergiques et/ou de l'asthme si aucun contrôle n'est pratiqué.

Afin d'éliminer ces maladies professionnelles, il est essentiel de prévenir toute exposition des individus sensibles aux sels de platine, de pratiquer des tests médicaux de dépistage et de former les employés. Compte tenu de la nature individuelle des réactions allergiques provoquées par les sels de platine, Umicore a mis sur pied un programme de dépistage pour tous les sites utilisant ces produits.

Des médecins effectuent un dépistage comprenant le remplissage d'un questionnaire médical détaillé et d'un test cutané standard. Ce test consiste en une minuscule piqûre de la peau du travailleur recouverte d'une solution de sel de platine diluée faite à l'aide d'une fine lancette bien aiguisée. Les personnes sensibles développeront une éruption locale de type urticaire.

Dès que la sensibilité au sel est avérée, il est impératif que l'employé soit retiré de la zone d'exposition, afin d'empêcher que la maladie ne se transforme en asthme.

Une hygiène industrielle adéquate et une formation des employés étayée par des contrôles techniques appropriés contribuent à assurer la prévention aux expositions. Les sites d'Umicore veillent à l'amélioration permanente des équipements d'hygiène, l'utilisation intensive d'équipements de protection individuelle, de chambres d'isolation et de systèmes de ventilation spécifiques. Ces équipements (y compris l'utilisation de gants jetables lors de la manipulation de solutions et de contrôles de ventilation lors du transfert des solutions) contribuent très largement à assurer la sécurité sur le lieu de travail.

La compréhension des risques liés à nos produits et de leur manipulation en respectant toutes les règles de sécurité constituent la pierre d'angle des programmes de santé au travail d'Umicore. En 2006, deux nouveaux cas d'allergie ont été diagnostiqués (page 62, Santé au travail).

GLOSSAIRE

Contrôle biologique:

Evaluation du risque pour la santé et/ou de l'exposition aux substances chimiques industrielles par la mesure de la dose intracorporelle.

Gaz à effet de serre:

Gaz qui contribuent au réchauffement de la planète (CO₂, méthane, etc.).

ISO 14000:

Norme de l'Organisation internationale de normalisation relative aux systèmes de gestion environnementale (réf. ISO).

OHSAS 18000:

Occupational Health and Safety Assessment Series; norme relative aux systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

Matières premières secondaires:

Produits résiduels issus du cycle de production des matériaux primaires.

Récupération:

Collecte des déchets dans l'optique de les réintégrer dans les procédés de recyclage.

Matières recyclées:

Toutes matières arrivées en fin de leur premier cycle de vie et retraité afin de leur donner une deuxième, troisième, etc. vie.

Evaluation des risques:

Evaluation des risques émanant des substances existantes pour l'homme (travailleurs et consommateurs) et pour l'environnement dans l'optique d'une meilleure gestion de ces risques.

Développement durable:

Développement qui répond aux besoins des générations d'aujourd'hui, sans compromettre les besoins des générations futures (réf. Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement).

Global Reporting Initiative® (GRI):

Processus international à long terme dont la mission consiste à élaborer et à diffuser des lignes directrices pour la rédaction de rapports en matière de développement durable (extrait des Sustainability Reporting Guidelines, 2002).

Taux de fréquence des accidents avec journées de travail perdues:

Nombre d'accidents avec journées de travail perdues par million d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Taux de gravité des accidents avec journées de travail perdues:

Nombre de journées de travail perdues par millier d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Microgramme par gramme de créatinine:

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans l'urine.

Microgramme par décilitre de sang:

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans le sang

Système communautaire d'échange des droits d'émission:

Programme d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne (voir directive UE 2003/87/CE).

Accident avec journée de travail perdue:

Accident intervenant sur le lieu de travail et entraînant un arrêt du travail pendant au moins une journée.

Blessure rapportable:

Blessure suite à un accident sur le lieu de travail et nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec journées de travail perdues.

BAT:

Best Available Technology (meilleure technologie disponible) visant à prévenir ou à réduire les émissions et l'impact sur l'environnement en tenant compte des coûts et bénéfices (voir directive 96/61/CEE du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution).

REACH:

«Enregistrement, Evaluation et Autorisation des substances Chimiques» (nouvelle politique chimique de l'Union Européenne).

Nombre total des effectifs:

Nombre de travailleurs (ouvriers, employés, managers) salariés chez Umicore à la fin de la période concernée dont les temps partiels, les préretraites à temps partiel, et travailleurs temporaires et excepté les travailleurs avec un contrat suspendu et les sous-traitants.

Départs volontaires:

Nombre de travailleurs partant de leur propre volonté (excepté mises à pied, retraite et fin de contrat à durée déterminée). Ce nombre se rapporte au dénombrement total des effectifs.

Taux d'absentéisme:

Nombre total de jours de travaux perdus pour cause de maladie excepté longue maladie et congés de maternité. Ce chiffre se rapporte au nombre total de jours de travail par an (260 jours).

Jours de grève:

Nombre de jours perdus pour cause de grève. Les arrêts de travail de moins d'un jour ne sont pas pris en compte sauf si se répètent sur une longue période.

Heures de formation par personne:

Nombre moyen d'heures de formation par travailleur - incluant les formations internes, externes et sur le terrain. Les formations sur le terrain peuvent comprendre les heures pendant lesquelles une personne est formée sur le lieu de travail sans être totalement productive. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le nombre total des effectifs.

Définitions financières

EBIT:

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées (produits des investissements financiers inclus) + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

EBIT non récurrent:

Inclut les éléments non récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur stocks de métaux sont incluses dans l'EBIT non récurrent des business groups.

EBIT récurrent:

EBIT - EBIT non récurrent - effet IAS 39.

Marge opérationnelle récurrente:

EBIT récurrent des entreprises consolidées / revenus (hors métal).

Effet IAS 39:

Différences temporaires (de nature non-cash) dans la prise en compte de revenus, en cas de non application, ou l'impossibilité d'obtenir une comptabilité de couverture IAS aux:

- couvertures transactionnelles, ce qui implique que les éléments couverts ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur de marché, ou
- couvertures structurelle, ce qui signifie que la juste valeur des instruments de couverture est reconnue dans les résultats au lieu des fonds propres jusqu'à ce que la transaction prévue ou l'engagement se réalise, ou
- dérivés implicites dans les contrats (entièrement) exécutés, qui implique que le changement de la juste valeur sur les dérivés implicites doit être reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant non (entièrement) exécutés sur lequel le changement de juste valeur ne peut pas être reconnue dans le compte des résultats.

EBITDA:

EBIT + [amortissements + dépenses de nature non-cash autres qu'amortissements (c.-à-d. augmentation et reprises de provisions, réductions de valeur et reprises de réductions de valeur sur stocks, autres réductions de valeur) +/- effet IAS 39], des entreprises consolidées.

Revenus (hors métal):

Tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés.

ROCE (Rendement des capitaux engagés):

EBIT récurrent / capitaux engagés moyens. Les chiffres historiques, déjà publiés, ne sont pas révisés.

Capitaux engagés:

Fonds propres totaux - réserves juste valeur + dette financière nette + provisions pour avantages sociaux - impôts différés actifs et passifs - effet IAS 39

Investissements:

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles.

Cash-flow avant financement:

Variation de la trésorerie d'exploitation + variation de la trésorerie d'investissement.

Dettes financières nettes:

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles - prêts octroyés dans un contexte non-opérationnel.

Taux d'imposition réel récurrent:

charges d'impôts récurrentes/résultat récurrent avant impôts des sociétés consolidées.

EPS:

Bénéfice par action pour les actionnaires.

Bénéfice par action, de base:

Résultat net, part du Groupe / nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre.

Bénéfice par action (EPS) dilué:

Résultat net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

Bénéfice par action (EPS) ajusté, de base:

Résultat récurrent net, part du Groupe / nombre total d'actions émises - actions détenues en propre.

Bénéfice par action (EPS) ajusté, dilué:

Résultat récurrent net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

Capitalisation boursière:

Cours de clôture x nombre total d'actions émises.

NPAT:

Résultat net consolidé, part du Groupe, sans activités non continuées.

Les définitions financières reprises ci-dessus se rapportent à des indicateurs de performance non-IFRS, sauf celles du Bénéfice par action (EPS) de base et du Bénéfice par action (EPS) dilué.

INDICE GRI

Umicore suit les recommandations de la Global Reporting Initiative (GRI) comme guide pour le contenu de son reporting.

Le rapport a été rédigé par les départements Communication, Investor Relations, Environment Health and Safety et International Human Resources, en collaboration avec les business groups et les départements corporate.

Pour en savoir plus sur la GRI, consultez www.globalreporting.org.

N° de référence GRI	Indicateur	Page
Généralités		
Vision et stratégie		
1,1	Vision et stratégie en matière de développement durable	Page 2 de couverture; 3
1,2	Déclaration de l'administrateur délégué	3
Profil		
2.1-2.9	Structure organisationnelle	Page 2 de couverture; 4; 9-13; 15; 19; 23; 27; 52-53; 80-82; 90; intérieur de couverture arrière
2.10-2.16	Périmètre du rapport	4; 9; 11-12; 15; 19; 23; 27; 33-35; 40; 49; 83; 90; intérieur de couverture arrière
2.17-2.22	Profil du rapport	Cet indice; 33-34; 55; 57; 64-65; 110-113; 116-118
Pour plus d'informations au niveau des sites, veuillez consulter www.sustainabledevelopment.umicore.com		
Structures et systèmes de gouvernance		
3.1-3.8	Structure et gouvernance	Inside cover; 112-116; 122-126
3.9-3.12	Engagement envers nos divers publics	3; 11; 30-33; 37; 44-45; 46-47; 50; 54-56; 59; 119-121
3.13-3.20	Politiques et systèmes de gestion	Page 2 de couverture; 9-12; 40-43; 49-51; 54-58; 116-118; 121
Indicateurs de performance économique		
EC1-2	Clients	4; 83; 70; 81-82
EC3-4	Fournisseurs	11; 70; 119
Concernant l'indicateur EC4 relatif aux contrats honorés dans les conditions convenues, cette donnée est récoltée à l'échelle du site/de la business unit. Cependant, l'entreprise est convaincue que, dans ce contexte de reporting, il serait plus utile de fournir des données regroupées pour l'ensemble de l'entreprise.		
EC5	Travailleurs	11
EC6-7	Fournisseurs de capitaux	4; 11; 13; 70-71; 120
EC8-10	Secteur public	11; 70
Concernant l'indicateur EC8 sur le versement d'impôts, Umicore rend compte du total des impôts de tous types payés par région, conformément à la répartition sectorielle secondaire. En ce qui concerne l'indicateur EC9 relatif aux subventions et aux aides, les subventions reçues n'ont pas été de nature matérielle/substantielle (environ € 3 millions) et ne sont donc pas détaillées dans le présent rapport.		

N° de référence GRI	Indicateur	Page
Indicateurs de performance environnementale		
EN1-2	Matières premières	33-34; 38
EN3, EN4, EN17	Energie	34; 38; 42-43
	En ce qui concerne l'indicateur EN3 relatif à la consommation directe d'énergie répartie par source primaire, des données sont disponibles mais ne figurent pas dans le contexte du présent rapport.	
EN5, EN22	Eau	33; 38
EN6-7	Biodiversité	sans objet
	Ces indicateurs seront passés en revue dans le contexte des nouvelles directives G3.	
EN8-13	Emissions	35-36; 38
	En ce qui concerne l'indicateur EN9 relatif à l'utilisation et aux émissions de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Umicore juge que cet indicateur n'est pas pertinent dans le cadre de ses activités. Pour de plus amples informations sur les rejets accidentels (produits chimiques, huiles et carburants), des données détaillées sont disponibles au niveau du site mais ne figurent pas dans le contexte du présent rapport.	
EN14-15	Produits et services	37; 43; 118; rapport environnemental d'Umicore 2001 p.10-12
	En ce qui concerne l'indicateur EN15 relatif au pourcentage de la masse des produits vendus récupérable en fin de durée de vie utile, les données seront passées en revue dans le contexte des nouvelles directives G3.	
EN16	Conformité	36; 38
Indicateurs de performance sociale		
LA1-4, LA9-12	Pratiques en matière d'emploi et de travail décent	11; 49-59; 81-82
	En ce qui concerne les indicateurs LA1 et LA3, Umicore réunit des données sur la répartition des effectifs (contrats temporaires et à long terme) ainsi que des données sur l'appartenance à un syndicat et sur les conventions collectives de travail. Ces données ne sont pas communiquées dans le cadre du présent document.	
LA5-8	Santé et sécurité	60-63; rapport environnemental d'Umicore 2002 4-17
	En ce qui concerne l'indicateur LA8 relatif aux politiques ou aux programmes en matière de HIV/SIDA, Umicore dispose d'un programme sur son site de Port Elizabeth (Afrique du Sud).	
HR1-8	Droits de l'Homme	15; 56-58
	Umicore met en œuvre une politique spécifique en matière de droits de l'Homme et dispose d'un code de conduite des fournisseurs (disponibles en ligne). Voir aussi Rapport 2005 aux actionnaires et à la société p. 56-57 ; pour les négociations collectives, voir aussi indicateur LA3-4.	
SO1-3, SO5	Société	Page 2 de couverture; 50; 54-55; 121
	En ce qui concerne l'indicateur SO2 relatif au trafic d'influence et à la corruption, se référer aussi au Code de Conduite (accessible en ligne). Umicore est aussi ratifié la PACI (United Nations Partnership Against Corruption Initiative – Convention des Nations unies contre la Corruption).	
PR1-3	Responsabilité du fait du produit	43; 118; rapport environnemental d'Umicore 2001 p.10-21 pour tous les détails sur l'approche du management
	En ce qui concerne l'indicateur PR3 sur le respect de la vie privée du consommateur, Umicore ne juge pas ce critère pertinent vu la nature interentreprises de ses activités. Cependant, des directives en matière de confidentialité figurent dans le Code de Conduite (disponible en ligne).	

Groupe Umicore

Comptes consolidés 2006

Sommaire

<u>Compte de résultats consolidé</u>	<u>70</u>
<u>Bilan consolidé</u>	<u>71</u>
<u>Tableau de financement consolidé</u>	<u>72</u>
<u>État consolidé des profits et pertes reconnus</u>	<u>73</u>
<u>Annexes aux comptes consolidés</u>	<u>74</u>
1. Base de préparation	74
2. Principes comptables	74
3. Gestion des risques financiers	78
4. Hypothèses-clé et estimations comptables	79
5. Entreprises du Groupe	80
6. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	80
7. Information sectorielle	81
8. Regroupements d'entreprises	83
9. Résultat d'exploitation	83
10. Rémunérations et avantages sociaux	84
11. Coûts financiers nets	85
12. Produits des investissements financiers	85
13. Impôts sur le résultat	86
14. Immobilisations incorporelles autres que goodwill	87
15. Goodwill	88
16. Immobilisations corporelles	89
17. Participations mises en équivalence	90
18. Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	91
19. Stocks	91
20. Créances commerciales et autres créances	92
21. Impôts différés	92
22. Liquidités et quasi-liquidités	93
23. Évolution des capitaux propres consolidés	94
24. Dettes financières	95
25. Dettes commerciales et autres dettes	96
26. Provisions pour avantages sociaux	97
27. Plans d'options sur actions accordés par la société	100
28. Provisions pour environnement	101
29. Provisions pour autres risques et charges	101
30. Annexe au tableau de financement consolidé	102
31. Instruments financiers	103
32. Droits et engagements hors bilan	104
33. Passifs latents	105
34. Parties liées	106
35. Événements importants survenus après la clôture	106
36. Bénéfice par action	107
37. Opérations non continuées	107
38. Évolution des normes IFRS	107
<u>Comptes annuels abrégés de la société mère.</u>	<u>108</u>
<u>Rapport du commissaire sur les comptes consolidés au 31/12/2006</u>	<u>110</u>

Compte de résultats consolidé

		(€ milliers)	
	Annexes	2005	2006
Chiffre d'affaires	9	6 566 531	8 815 000
Autres produits d'exploitation	9 (*)	71 346	79 353
Produits d'exploitation		6 637 877	8 894 353
Approvisionnements et matières premières	(*)	-5 408 516	-7 484 547
Rémunérations et avantages sociaux	10	-574 196	-590 173
Amortissements et réductions de valeur	9 (*)	-145 273	-156 568
Autres charges d'exploitation	9 (*)	-356 917	-435 957
Charges d'exploitation		-6 484 902	-8 667 245
Produits des investissements financiers	12	214	11 121
Résultat d'exploitation		153 188	238 231
Produits financiers	11	10 862	8 250
Charges financières	11	-50 467	-55 753
Résultat de change	11	5 630	-912
Résultat des sociétés mises en équivalence	17	30 511	49 700
Résultat avant impôts		149 725	239 516
Impôts sur le résultat	13	-15 874	-38 742
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		133 851	200 774
Résultat des activités non continuées	37	20 776	-
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE		154 627	200 774
dont: Part du Groupe		142 200	195 848
Part des minoritaires		12 427	4 925
			(€)
Bénéfice par action (de base) pour activités continuées	36	4,85	7,75
Bénéfice par action (de base) total	36	5,68	7,75
Bénéfice par action (dilué) pour activités continuées	36	4,76	7,61
Bénéfice par action (dilué) total	36	5,57	7,61
Dividende par action		1,85	2,10 [*]

* proposé

Les notes en pages 74 à 109 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(*) En 2006, Umicore a introduit un nouveau plan comptable groupe dans son processus de consolidation. En conséquence, certains montants dans les comptes de 2005 ont été réalloués, entraînant des changements peu importants dans les présentations des comptes, sans impact sur le résultat net.

Bilan consolidé

(€ milliers)

	Annexes	31/12/05	31/12/06
ACTIFS LONG TERME		1 188 400	1 355 207
Immobilisations incorporelles	14 15	116 417	110 734
Immobilisations corporelles	16	712 796	716 386
Participations mises en équivalence	17	179 982	211 422
Actifs financiers disponibles à la vente	18	31 016	48 092
Prêts octroyés	18	5 324	2 606
Créances commerciales et autres créances	20	3 613	6 269
Impôts différés actifs	21	139 253	259 699
ACTIFS COURT TERME		1 748 525	2 420 742
Prêts accordés par l'entreprise	18	4	37 181
Stocks	19	914 688	1 152 272
Créances commerciales et autres créances	20	717 713	1 047 155
Impôts à récupérer		9 570	9 189
Actifs financiers disponibles à la vente	18	406	328
Liquidités et quasi-liquidités	22	106 143	174 617
TOTAL DE L'ACTIF		2 936 926	3 775 949
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	23	1 015 422	988 142
Capitaux propres - Part du Groupe		971 096	939 037
Capital et primes d'émission		456 918	463 866
Résultats reportés et réserves		678 811	827 503
Ecart de conversion et autres réserves		-136 055	-312 810
Actions détenues en propre (-)		-28 578	-39 521
Intérêts minoritaires		44 326	49 105
NON-CURRENT LIABILITIES		653 506	813 614
Provisions pour avantages sociaux	26	217 874	215 665
Dettes financières	24	250 429	400 074
Dettes commerciales et autres dettes	25	1 780	3 454
Impôts différés passifs	21	40 899	44 246
Provisions	28 29	142 524	150 174
PASSIFS COURT TERME		1 267 997	1 974 193
Dettes financières	24	370 996	587 793
Dettes commerciales et autres dettes	25	842 562	1 279 896
Impôts		17 370	49 729
Provisions	28 29	37 068	56 775
TOTAL PASSIF		2 936 926	3 775 949

Les notes en pages 74 à 109 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de financement consolidé

(€ milliers)

	Annexes	31/12/05	31/12/06
Résultat des activités continuées		133 851	200 774
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		-30 511	-49 700
Ajustement pour transactions non-cash	30	132 682	198 139
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	30	40 082	69 194
Variation du besoin en fonds de roulement	30	-77 016	-415 549
Cash-flow d'exploitation		199 089	2 857
Dividendes reçus		12 483	18 673
Taxes payées durant la période		-46 523	-41 676
Variation de la trésorerie d'exploitation	30	165 049	-20 147
Acquisition d'immobilisations corporelles	16	-142 765	-133 311
Acquisition d'immobilisations incorporelles	14	-1 802	-4 302
Acquisition de participations consolidées (net des liquidités acquises)	8	-3 153	-35 714
Acquisition / augmentation de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-	-2 977
Prise de participation complémentaires dans les sociétés du Groupe		-4 831	-
Acquisition d'immobilisations financières	18	-1 067	-14 139
Nouveaux prêts accordés	18	132	-37 188
Sous-total des acquisitions		-153 486	-227 632
Cession d'immobilisations corporelles		6 457	11 492
Cession d'immobilisations incorporelles		103	3 409
Cession des participations consolidées (net des liquidités cédées)		-	8 589
Cession / diminution de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-	985
Cession d'immobilisations financières		1 065	7 169
Remboursement de prêts	18	113 952	2 814
Sous-total des cessions		121 577	34 459
Variation de la trésorerie d'investissement	30	-31 909	-193 173
Augmentation de capital		12 795	6 948
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-3 096	-10 944
Intérêts reçus		8 677	7 489
Intérêts payés		-33 706	-39 649
Nouveaux emprunts		102 218	894 784
Remboursements d'emprunts		-192 299	-517 359
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-41 149	-48 537
Dividendes versés aux minoritaires		-6 208	-4 447
Variation de la trésorerie de financement	30	-152 768	288 285
Impact de la variation de change sur la trésorerie		7 323	-4 440
Variation de la trésorerie nette des activités continuées		-12 305	70 526
Impact de la variation de périmètre sur les liquidités		-	295
Variation de la trésorerie nette des activités non continuées		-9 886	-
Variation de la trésorerie nette		-22 191	70 821
Situation nette de trésorerie à l'ouverture	22	104 427	92 122
Trésorerie transférée aux activités non continuées	37	9 886	-
Situation nette de trésorerie à la clôture	22	92 122	162 943
dont liquidités et quasi-liquidités		106 143	174 617
dont découverts bancaires		-14 021	-11 675

Les notes en pages 74 à 109 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des profits et pertes reconnus

(€ milliers)

	Annexes	2005	2006
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente		9 301	16 332
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		-137 809	-249 014
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi		-40 504	518
Mouvements des réserves pour paiements en actions		1 869	7 712
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves		55 464	86 143
Mouvements des écarts de conversion		59 399	-44 021
Résultat net des activités continuées reconnu directement en réserves	23	-52 280	-182 331
Résultat net des activités non continuées reconnu directement en réserves		2 729	-
Résultat de la période		154 627	200 774
Résultat total reconnu		105 076	18 443
dont: Part du Groupe		87 734	19 093
Part des minoritaires		17 341	-650

Les notes en pages 74 à 109 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1 à 73 et 112 à 127, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2006 a été autorisée par le conseil d'administration d'Umicore le 19 mars 2007. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

1 Base de la préparation

Le groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Le groupe a choisi d'appliquer IFRS1 « Première adoption des normes internationales d'informations financières » lors de l'adoption des nouvelles normes ou des normes révisées approuvées par l'UE pour ses états financiers annuels du 31 décembre 2005.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

2 Principes comptables

2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

Umicore a retenu la méthode de consolidation par intégration globale pour les filiales dont elle détient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de façon à obtenir les avantages découlant des activités de la filiale. Le contrôle est généralement établi lorsque Umicore détient directement ou indirectement via ses filiales, plus de 50 % des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir de la date où le Groupe détient le contrôle et ne le sont plus à partir de la date à laquelle le contrôle a cessé.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe 5.

La méthode dite de « purchase accounting » est appliquée aux entreprises acquises. L'actif et le passif de la société acquise sont mesurés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou du passif assumé à la date de l'acquisition, ainsi que les coûts directement liés à l'acquisition. La partie du coût de l'acquisition qui dépasse la part du Groupe dans la juste valeur d'actif net de la filiale est comptabilisée comme goodwill (voir chapitre 2.6. Immobilisations incorporelles et Coûts des transactions en capital). Si la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif net dépasse le coût d'acquisition, l'excédent est immédiatement reconnu en produit.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminées. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins qu'elles n'indiquent une perte de valeur. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

Une entreprise associée est une entreprise pour laquelle la société exerce une influence notable sur la politique financière et opérationnelle, sans toutefois la contrôler. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50 % des droits de vote. Une joint-venture est un accord contractuel en vertu duquel la société et d'autres parties exercent directement ou indirectement une activité économique sous contrôle conjoint.

Les entreprises associées et les joint-ventures sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la part du Groupe dans les profits ou pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part du Groupe dans les mouvements des réserves postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans les réserves.

Les profits non réalisés sur les transactions entre la société et ses entreprises associées ou joint-ventures sont éliminés proportionnellement à la quote-part que détient la société dans les entreprises associées et joint-ventures. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si la transaction indique une réduction de valeur.

Les participations de la société dans ses entreprises associées et joint-ventures comprennent le goodwill découlant de l'acquisition, net d'amortissements cumulés.

La liste des principales entreprises associées et joint-ventures de la société à la date de clôture est fournie à l'annexe 17.

L'annexe 7 présente l'information sectorielle. Un secteur d'activités est un groupe d'actifs et d'opérations qui sont engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est engagé dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La segmentation primaire du groupe est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

2.2 COMPTABILITÉ D'INFLATION

Au 31 décembre 2006, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

2.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Devise fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit:

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique « Écarts de conversion ».

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan. Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir chapitre 2.21. Instruments de couverture).

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés. Tous les coûts d'emprunt sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit:

Terrains :	Non amortissables
Bâtiments :	
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux bâtiments	10 ans
- Autres bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
Installations, machines et outillage :	10 ans
- Fours	7 ans
- Petit outillage	5 ans
Mobilier et matériel roulant :	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

À la clôture de chaque bilan, les actifs sont examinés en vue de déterminer si leur valeur comptable est récupérable sous la forme de bénéfices futurs. Si le montant récupérable est devenu inférieur à la valeur comptable, une réduction de valeur est identifiée et comptabilisée en charge d'exploitation. Pour l'évaluation des réductions de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie au niveau le plus bas pour lequel il existe un flux de trésorerie identifiable séparément (voir point 2.12. Réductions de valeur des actifs).

Une unité génératrice de trésorerie constitue le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des fonds à partir d'une utilisation continue, et qui sont largement indépendants de ceux des autres actifs ou groupes d'actifs.

2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

2.6.1. Coûts des transactions en capital

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2. Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste « Participations mises en équivalence », avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3. Recherche et développement

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée.

2.6.4. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur, à l'exception des droits d'émission de CO₂ attribués par le gouvernement qui sont évalués à leur valeur de marché à la date de l'attribution.

- Brevets et licences : amortis sur la période de protection légale ;
- Logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans ;
- Droits d'émission de CO₂ : ne sont pas amortis mais peuvent être réduits de valeur ;
- Droits d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

2.7 LEASING

Les opérations de leasing peuvent revêtir deux formes :

2.7.1. Leasing financier

Le leasing dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

2.7.2. Leasing opérationnel

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Les leasings métal des tiers sont classifiés comme leasing opérationnel et sont inclus dans les droits et engagements hors bilan (voir note 32) Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

2.8 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE, EMPRUNTS ET CRÉANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou dépréciés, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks sauf pour les stocks valorisés à la juste valeur (voir chapitre 2.21. Instruments de couverture).

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti ; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan.

Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

2.11 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 RÉDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 CAPITAL SOCIAL ET BÉNÉFICE REPORTE

A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contre partie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique « actions détenues en propre ». Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- Une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- Il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- Il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. Provisions pour avantages sociaux (voir chapitre 2.16. Avantages sociaux)
2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé en une seule fois, sauf en ce qui concerne la couverture des bassins et leur revégétation. Dans ce cas spécifique, la provision est comptabilisée progressivement, suivant l'utilisation effective des bassins.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 AVANTAGES SOCIAUX

2.16.1. Avantages à court terme

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction d'indicateurs clés de performance. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2. Autres avantages postérieurs à la pension (pensions, soins médicaux)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1. Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite « projected unit credit »). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies, corrigée du coût non comptabilisé des prestations passées, et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées pour lesquelles les avantages ne sont pas encore acquis (l'employé doit prêter pour bénéficier de l'avantage) sont amortis linéairement sur la période moyenne, jusqu'au moment où l'avantage nouveau ou modifié est acquis.

Les gains et pertes actuariels, découlant de changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont reconnus en fonds propres dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus en réserves dans le poste « réserves pour avantages au personnel ».

2.16.2.2. Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3. Autres avantages à long terme octroyés au personnel (primes d'ancienneté)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.4. Avantages en cas de départ (plans de préretraite, autres obligations en matière de fin de contrat)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.5. Rémunérations en actions ou liées aux actions (paiements fondés sur des actions IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquérir ou d'obtenir des parts de la société. Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. L'octroi de ces options ne donne pas lieu à la comptabilisation de rémunérations ou d'obligations. Au moment où l'option est exercée,

les actions détenues en propre sont utilisées ou le capital est augmenté à concurrence des montants reçus. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions propres existantes.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

2.16.6. Présentation

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti ; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 PRODUITS

2.20.1. Marchandises vendues et services rendus

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage sont comptabilisés quand la référence métal est atteinte. La référence métal est généralement une forme standard reconnue du métal, avec une teneur définie, négociée sur les marchés actifs et reconnus.

Les produits des services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2. Subsidés

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférentes. Les subsidés sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir

les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1. Risques transactionnels - couverture en juste valeur

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme « mark-to-market » (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37). (voir également note 2.22 - Effet IAS 39)

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquiert du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2. Risques structurels - couverture des flux de trésorerie

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme « cash flow hedges » dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité, est vendu, ou exercé avant que la transaction sous-jacente ne soit comptabilisée, le profit ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres existant à ce moment-là est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement comptabilisé dans le compte de résultat lorsque la transaction prévue est comptabilisée.

Si la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, alors les gains ou les pertes qui ont été accumulés en capitaux propres sont immédiatement recyclés en compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagé (voir également note 2.22 Effet IAS 39)

2.21.3 Dérivés incorporés

Les contrats exécutoires (le « contrat hôte ») peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir comme conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également note 2.22 - Effet IAS 39).

2.22 Résultats non récurrents et effet IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS39, aux :

- Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37).
- Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.

c) Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

L'effet de IAS39 est détaillé dans l'annexe 9.

3 Gestion des risques financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les conséquences négatives de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. À cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

3.1 Risques liés aux devises

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1. Risque structurel

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée à l'USD alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro ou tout autre devise non liée au dollar exerce un impact significatif sur les résultats de la société.

La majeure partie de l'exposition d'Umicore provient du fait que le prix des métaux est fixé en dollar, ce qui se répercute sur la valeur des frais de traitement et de raffinage ainsi que des excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euros sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

En l'absence de toute couverture du risque de change non lié au prix des métaux, et au taux de change en vigueur à la fin de 2006, une appréciation du dollar US à hauteur de 1 cent US par euro entraînerait une augmentation du résultat d'exploitation de l'ordre de EUR 1 million par an. Inversement, un affaiblissement du dollar US de 1 cent US par EUR entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

Ce niveau de sensibilité à court terme est cependant quelque peu théorique, car souvent, le taux de change peut entraîner à la fois des modifications dans les conditions commerciales négociées en dollars US et des éléments échappant au contrôle d'Umicore, tels que l'influence que le taux de change du dollar US peut avoir sur les prix des métaux exprimés en dollars, prix dont les mouvements influencent les résultats d'Umicore (voir plus bas : Risques liés aux prix des métaux). Il existe également une certaine sensibilité par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien, le rand sud-africain et le won coréen.

Couverture structurelle des devises

Au moment d'écrire ces lignes, aucune couverture structurelle n'est en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux.

3.1.2. Risque transactionnel

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. Umicore se couvre systématiquement contre ces risques transactionnels, principalement par le biais de contrats à terme.

3.1.3. Risque de conversion

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les comptes du Groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'euro. Umicore ne se couvre pas contre ce risque (voir annexes 1 et 2, Base de préparation et Principes comptables).

3.2 Risques liés aux prix des métaux

3.2.1. Risque structurel

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou raffinage et sur les excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés en euros sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le risque métal est surtout lié au zinc. En l'absence de tout mécanisme de couverture, un changement de EUR 100 par tonne dans le prix du zinc au LME entraîne une variation

à court terme au niveau du revenu et des résultats opérationnels de l'ordre de EUR 15 à 17 millions pour le secteur d'activité « Zinc Alloys » et Padaeng (détenue à 47 %). Une sensibilité similaire pour les secteurs de « Zinc Specialties » (Building Products et Zinc Chemicals) est de l'ordre de EUR 2 millions pour chaque changement de EUR 100 par tonne du prix du zinc. Toutes les sensibilités sont basées sur des conditions (prix des métaux, taux de change et termes commerciaux) observées à fin 2006.

Dans la division Métaux Précieux - Services, qui produit principalement du platine, palladium, rhodium, or et argent, la sensibilité à court terme au prix des métaux précieux est difficile à évaluer, en raison de la variabilité des approvisionnements de la division dans le temps, bien que des prix plus élevés tendent généralement à améliorer les revenus.

Pour les autres métaux, l'impact d'un changement de prix n'est pas significatif.

Couverture structurelle des métaux

En 2006, le prix du zinc réellement obtenu par le secteur « Zinc Alloys » et Padaeng était d'environ EUR 1 375 par tonne suite aux opérations de couverture réalisées. Ce prix est largement inférieur au prix moyen du marché durant l'année écoulée et ce, en raison des contrats de couvertures des périodes précédentes. Environ 70 % de l'exposition au prix du zinc pour le secteur « Zinc Alloys » et Padaeng sont couverts pour 2007 à un prix moyen de EUR 1 360 par tonne. Environ 45 % de l'exposition au prix du zinc sont couverts pour les neuf premiers mois de 2008, à un prix moyen de EUR 1 630 par tonne.

Les activités « Zinc Specialties » (« Building Products » et « Zinc Chemicals ») ont obtenu un prix moyen pour 2006 d'environ EUR 2 192 par tonne. Environ 75 % de l'exposition au prix du zinc sont couverts pour 2007 à un prix moyen de EUR 2 290 par tonne. Pour 2008, environ 75 % de l'exposition au prix du zinc sont couverts à un prix moyen de EUR 1 770 par tonne.

En ce qui concerne les métaux précieux, Umicore avait déjà couvert en partie son exposition au prix des métaux précieux - principalement pour le platine, l'or et l'argent pour 2006 et 2007. Dans le courant de 2006, le groupe a étendu sa couverture en incluant les risques liés à certains accords d'approvisionnement conclus pour 2008.

3.2.2. Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux vendus et achetés.

Les matières premières utilisées et les métaux ou produits fabriqués par Umicore sont généralement achetés et vendus sur la même base, par exemple les cotations du London Metal Exchange, ce qui permet le recours à certains instruments de couverture. À cet égard, le Groupe a pour politique de couvrir le risque transactionnel dans la plus large mesure possible, essentiellement par des contrats à terme. Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des métaux entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui où la transaction est menée à bien.

3.3 Autres risques commerciaux

Dans certaines de ses activités, Umicore se trouve confronté à d'autres risques commerciaux structurels. Ces risques peuvent être liés à la structure des approvisionnements ou à la production inévitable de produits secondaires. En ce qui concerne l'approvisionnement, l'exposition la plus significative provient du traitement des concentrés de zinc par l'unité Zinc Alloys. Umicore traite plus de 600 000 tonnes de concentrés de zinc par an. Si les frais de traitement (le revenu qu'Umicore reçoit pour le traitement des concentrés de zinc) varient de 10 USD par tonne sur base annuelle, cela affecte les revenus et le résultat opérationnel pour approximativement 6 millions de USD. Cette sensibilité est indépendante de l'effet du prix du zinc sur les frais de traitement. Umicore cherche à atténuer les effets de variations à court terme des frais de traitement par la négociation de contrats d'approvisionnement à long terme. La société cherche également à réduire son exposition aux frais de traitement en maximisant l'utilisation de zinc recyclé dans son processus de production.

En ce qui concerne les produits secondaires, l'exposition la plus significative provient de la production d'acide sulfurique. L'acide sulfurique est un sous-produit inévitable provenant des opérations de traitement préliminaire dans les activités de raffinage de zinc et de métaux précieux. Umicore produit environ 600 000 tonnes d'acide sulfurique par an. Un changement de EUR 10 par tonne du prix de cet acide sur le marché européen aurait un impact d'environ EUR 6 millions sur les revenus et le résultat opérationnel du Groupe.

3.4 Risques liés aux taux d'intérêts

L'exposition du Groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne ses dettes financières. Fin décembre 2006, les dettes financières nettes du Groupe se montaient à EUR 773,1 millions. Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le Groupe a décidé de couvrir une partie de l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en concluant des swaps sur les taux d'intérêt pour un montant de base de EUR 150 millions pour 2007, diminué à EUR 110 millions en 2008, avec des dates d'expiration allant de 1 à 2,5 ans après la fin de l'exercice 2006.

Compte tenu des swaps de taux d'intérêts contractés par Umicore ainsi que des dettes soumise à des taux d'intérêts fixes tel que l'emprunt obligataire à 8 ans émis en 2004, la proportion de la dette soumise à des taux d'intérêt flottants début 2007 est de 59 % de la dette financière totale.

3.5 Risque de crédit

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou des opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retards de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les sociétés du Groupe contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5 % par facture. La limite globale de décaissement annuel est établie à EUR 20 millions par an.

Umicore a déterminé que dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert ou dans lesquels la concentration des encours clients n'est pas compatible avec les clauses des contrats d'assurance crédit existants, aucune couverture ne devait être prévue.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division métaux précieux - services, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

En 2000, Umicore s'est engagé dans un programme de titrisation avec une grande banque internationale, ce qui permet de vendre certaines des créances commerciales de façon récurrente et sans recours. À la fin de l'année 2006, ce programme avait une couverture de maximum EUR 125 millions. Ce programme a expiré en mai 2006 et est reconduit pour un an.

3.6 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court et moyen terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum a atteint EUR 300 millions en mai 2006, en complément au programme de titrisation des créances commerciales mis en place en 2000 et à l'emprunt obligataire sur 8 ans émis en 2004.

4 Hypothèses clés et estimations comptables

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financiers sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- Estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant
- Comptabilisation de provisions pour pensions
- Comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations
- Estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks
- Évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs
- Évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

4.1 Réduction de valeur du goodwill

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. En date du 31 décembre 2006, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de EUR 92 377 milliers (EUR 92 781 milliers en 2005) - voir annexe 15.

4.2 Provisions pour réhabilitation de sites

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses tels que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture

d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2006, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de EUR 100 910 milliers (EUR 96 897 milliers en 2005) - voir annexe 28.

4.3 Régimes à prestations définies

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuinaire. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'Annexe 26. En date du 31 décembre 2006, une provision pour avantages sociaux de EUR 215 665 milliers a été reconnue (EUR 217 874 milliers en 2005).

4.4 Reconnaissance des impôts différés actifs

En date du 31 décembre 2006, le Groupe a reconnu un impôt différé actif de EUR 259 699 milliers (EUR 139 253 milliers en 2005) dont EUR 128 505 milliers sont liés aux réserves pour juste valeur (EUR 42 415 milliers en 2005) et EUR 131 194 milliers aux différences temporelles et pertes fiscales (EUR 96 838 milliers en 2005). Les impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits futurs soient réalisés. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

Les autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

5 Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêt 2006
Afrique du Sud	Umicore South Africa (Pty) Ltd.	100,0
	Umicore Autocat South Africa (Pty) Ltd.	55,0
	Umicore Marketing Services Africa	100,0
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,0
	Umicore Bausysteme GmbH	100,0
	Umicore Marketing Services Deutschland GmbH	100,0
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	90,8
	Umicore Galvanotechnik GmbH	90,8
	Metall Dinslaken GmbH & Co. KG (*)	100,0
	benneman GmbH	100,0
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,0
Australie	Umicore Australia Ltd.	100,0
	Umicore Marketing Services Australia	100,0
Autriche	Oegussa GmbH	90,89
Belgique	Umicore Financial Services S.A. (BE 428.179.081)	100,0
	Umicore Oxyde Belgium N.V. (BE 438.933.809)	100,0
	Umicore Autocatalyst Recycling Belgium N.V. (BE 466.261.083)	100,0
	Umicore Marketing Services Belgium S.A. (BE 402.964.625)	100,0
	Umicore Zinc Alloys Belgium (BE 865.131.221)	100,0
	Umicore Abrasives (BE 881.426.726)	100,0
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,0
	Umicore Brazil Ltda	100,0
Canada	Umicore Canada Inc.	100,0
	Umicore Autocat Canada Corp.	100,0
Chine	Hunan Fuhong Zinc Industrial Co., Ltd.	100,0
	Umicore Marketing Services Shanghai Co., Ltd.	100,0
	Umicore Marketing Services Far East Ltd.	100,0
	Umicore Shanghai Co., Ltd.	75,0
	Umicore Specialty Oxides Shanghai Co. Ltd.	100,0
	Umicore Autocat China Co. Ltd.	100,0
	Umicore Technical Materials Suzhou	100,0
	Umicore Technical Materials Yangzhong	100,0
Umicore Yunnan Zinc Alloys	60,0	
Corée	Umicore Korea Ltd.	100,0
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,0
Espagne	Umicore BP Iberica S.L.	100,0

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

		% interest 2006
Hongrie	Umicore Building Products Hungary	100,00
France	Umicore France S.A.S	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00
	Galva 45	55,00
	Umicore IR Glass S.A.	99,98
	GM Metal	100,00
	Umicore Marketing Services France	100,00
	Umicore Zinc Alloys France	100,00
Italie	Umicore Marketing Services Italia s.r.l.	100,00
	Italbras S.p.A.	100,00
Japon	Umicore Marketing Services Japan KK	100,00
	Umicore Precious Metals Japan Co., Ltd.	100,00
Liechtenstein	Umicore Materials AG	100,00
Luxembourg	Umicore Finance Luxembourg	100,00
Malaisie	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00
	Schöne Edelmetaal BV	90,80
Pays-Bas	Umicore Nederland BV	100,00
	Norvège	Umicore Norway AS
Philippines	Umicore Specialty Materials Subic Inc.	78,20
Pologne	Umicore Marketing Services Polska	100,00
Portugal	Umicore Portugal S.A.	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Lda	100,00
Singapour	Umicore Precious Metals Singapore Pte Ltd.	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00
Suisse	Umicore Switzerland Strub	100,00
Taiwan	Umicore Materials Taiwan Co., Ltd.	100,00
Thaïlande	Umicore Marketing Services Thailand Co., Ltd.	100,00
	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	90,80
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd.	100,00
États-Unis	Umicore USA Inc.	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00
	Umicore Optical Materials Inc.	100,00

(*) À la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG et Metall Dinslaken GmbH & Co. KG, ces sociétés ne doivent plus produire d'états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales,

entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise locale du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		Taux de clôture		Taux moyens	
		2005	2006	2005	2006
Dollar américain	USD	1,1797	1,3170	1,2441	1,2556
Livre sterling	GBP	0,6853	0,6715	0,6838	0,6817
Dollar canadien	CAD	1,3725	1,5281	1,5087	1,4237
Franc suisse	CHF	1,5551	1,6069	1,5483	1,5729
Yen japonais	JPY	138,9000	156,9300	136,8492	146,0153
Réal brésilien	BRL	2,7613	2,8158	3,0298	2,7425
Rand sud-africain	ZAR	7,4642	9,2124	7,9183	8,5312
Yuan chinois	CNY	9,5204	10,2793	10,1953	10,0096
Baht thaïlandais	THB	48,4370	46,7700	50,0670	47,5936
Won sud-coréen (100)	KRW	11,8442	12,2481	12,7361	11,9858

7 Information sectorielle

INFORMATION 2005 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(€ milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Corporate & Participations	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	456 364	1 876 531	3 585 618	966 280	175 878	-494 140	6 566 531
dont chiffre d'affaires externe	456 364	1 860 566	3 132 972	940 751	175 878		6 566 531
dont chiffre d'affaires intersectoriel		15 965	452 647	25 528		-494 140	
Résultat d'exploitation	39 255	126 927	56 640	-29 106	-40 529		153 188
Récurrent	41 012	127 740	56 773	17 482	-43 905		199 102
Non-récurrent	-2 664	407	2 448	-36 997	1		-36 806
Effet IAS 39	907	-1 220	-2 581	-9 590	3 375		-9 108
Entreprises mises en équivalence	18 399	8 379		3 732			30 511
Récurrent	18 399	8 379		7 232			34 011
Non-récurrent				-3 500			-3 500
Effet IAS 39							
Coûts financiers nets						-33 974	-33 974
Impôts sur le résultat						-15 874	-15 874
Participation minoritaire						-12 427	-12 427
Bénéfice net de l'année	57 656	135 304	56 640	-25 374	-40 743	-62 061	121 424
Actif total consolidé	440 429	924 306	478 987	699 624	124 892	268 688	2 936 926
Actif des secteurs	340 288	889 800	478 987	654 490	124 691		2 488 256
Participations dans les entreprises associées	100 141	34 506		45 135	201		179 982
Actif non affecté						268 688	268 688
Passif total consolidé	87 744	252 355	196 114	342 727	74 815	967 748	1 921 503
Passifs des secteurs	87 744	252 355	196 114	342 727	74 815		953 755
Passif non affecté						967 748	967 748
Investissements	22 159	43 641	23 474	47 164	8 940		145 378
Amortissements	22 626	36 315	33 849	36 834	9 217		138 841
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	1 523	6 040	6 879	36 390	-2 814		48 019
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)	1 803	53	378	17 287			19 521

INFORMATION 2005 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(€ milliers)

	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	4 119 815	636 517	1 341 750	151 674	316 775	6 566 531
Actif total	2 323 451	240 573	178 669	96 556	97 676	2 936 926
Investissements	110 847	15 621	10 435	4 350	4 125	145 378

INFORMATION 2006 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(€ milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Corporate & Participations	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	609 257	2 702 764	4 379 937	1 698 120	43 850	-618 929	8 815 000
dont chiffre d'affaires externe	606 361	2 502 158	4 005 683	1 656 947	43 850		8 815 000
dont chiffre d'affaires intersectoriel	2 895	200 606	374 254	41 174		-618 929	
Résultat d'exploitation	23 420	127 002	121 503	-4 281	-29 414		238 231
Récurrent	30 571	129 887	131 293	34 010	-45 320		280 441
Non-récurrent	-5 779	-820	-12 500	-6 702	15 906		-9 895
Effet IAS 39	-1 372	-2 065	2 710	-31 588			-32 315
Entreprises mises en équivalence	20 202	5 240		24 258			49 700
Récurrent	22 290	9 126		24 258			55 674
Non-récurrent	-1 442	-3 886					-5 328
Effet IAS 39	-646						-646
Coûts financiers nets						-48 415	-48 415
Impôts sur le résultat						-38 742	-38 742
Participation minoritaire						-4 925	-4 925
Bénéfice net de l'année	39 849	97 404	125 358	20 055	-69 012	-17 806	195 848
Actif total consolidé	505 092	1 083 732	604 765	1 342 722	12 599	227 038	3 775 949
Actif des secteurs	398 179	1 040 545	604 765	1 280 570	12 599		3 336 658
Participations dans les entreprises associées	106 913	43 186		62 153			212 252
Actif non affecté						227 038	227 038
Passif total consolidé	140 060	407 295	328 321	563 135	-22 538	1 371 534	2 787 807
Passifs des secteurs	140 060	407 295	328 321	563 135	-22 538		1 416 273
Passif non affecté						1 371 534	1 371 534
Investissements	15 777	32 715	20 886	54 610	13 625		137 613
Amortissements	24 447	35 391	29 186	36 211	9 137		134 371
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	3 866	5 568	7 518	39 263	2 637		58 852
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)	5 205	7 855	4 233	4 140	765		22 197

INFORMATION 2006 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(€ milliers)

	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	6 226 315	977 427	965 160	279 745	366 352	8 815 000
Actif total	2 977 351	384 185	189 795	132 069	92 550	3 775 949
Investissements	115 969	8 444	5 755	5 803	1 642	137 613

Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type « business » ainsi que selon la dimension géographique.

La segmentation primaire reflète l'organisation des activités du Groupe. Les secteurs sélectionnés correspondent aux business groups tels que définis ci-dessous.

La segmentation secondaire est basée sur la perspective géographique dans le cadre de laquelle le chiffre d'affaires est ventilé en fonction de la localisation géographique des clients, alors que les actifs et les investissements sont repris en fonction de leur propre localisation.

Les résultats d'un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

Matériaux Avancés comprend aujourd'hui les business units Electro-Optic Materials, Engineered Metal Powders et Specialty Oxides & Chemicals. Le business group comprend aussi la participation d'Umicore dans Element Six Abrasives.

Zinc - Produits Spéciaux comprend les business units Zinc Alloys, Zinc Chemicals et Building Products ainsi que la participation d'Umicore dans Padaeng Industries Ltd (Thaïlande).

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs comprend les business units Automotive Catalysts, Thin Film Products, Jewellery & Electroplating, Catalyst Technologies et Technical Materials.

Métaux Précieux - Services comprend les business units Precious Metals Refining et Metals Management.

Corporate & Participations comprend les activités corporate ainsi que certains services partagés, tels que ceux fournis par Umicore Marketing Services ou par l'unité Recherche, Développement & Innovation.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

8 Regroupements d'entreprises et acquisitions de sociétés associées et joint-ventures

Acquisitions

		(€ milliers)
	Annexes	Juste valeur
Immobilisations corporelles	16	30 612
Participations mises en équivalences	17	10 404
Actifs long terme		41 016
Actifs court terme		18 125
Passifs long terme		
Passifs court terme		501
Actifs nets acquis		58 640
Part du Groupe dans les actifs nets acquis		48 764
Goodwill	15	1 120
Goodwill négatif (inclus dans « autres produits d'exploitation »)		-2 212
Prix d'achat		47 670
Contrepartie autre qu'en cash		-5 681
Prix d'achat en cash		41 989
Liquidités et quasi-liquidités acquises		-3 765
Mouvement net de trésorerie		38 224
- pour les filiales consolidées globalement		35 714
- pour les sociétés mises en équivalence		2 510

En février 2006, Umicore a conclu un accord portant sur l'achat des actifs du principal producteur de matériaux de soudure à base de métaux précieux en Chine, Zhenjiang Huanyu Xingchen Welding Materials Co. Ltd (Global Stars), établi à Yangzhong, au nord-ouest de Shanghai. Umicore détient une participation de 100 % dans cette société qui opère sous le nom de Umicore Technical Materials Yangzhong.

Durant ce même mois, Umicore a signé une convention d'achat portant sur l'ensemble des actifs et des activités commerciales de Suzhou Alloy Material Factory Co. Ltd (Chine), l'un des principaux producteurs chinois de matériaux pour contacts électriques contenant des métaux précieux. Umicore détient une participation de 100 % dans cette société qui opère sous le nom de Umicore Technical Materials Suzhou.

En mai 2006, Umicore a finalisé une transaction annoncée en 2005, concernant l'acquisition de 60 % des parts dans Umicore Yunnan Zinc Alloys située à Kunming en Chine.

En mai également, le groupe a signé un contrat pour l'acquisition de l'activité, de l'équipement et du personnel de bennemann GmbH, située à Gatterstädt en Allemagne. Umicore détient 100 % dans cette société qui opère sous le nom de bennemann GmbH.

Umicore et Solvay ont annoncé en juillet que les activités ont débuté en juillet chez SolviCore, leur coentreprise dédiée à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation d'assemblages membrane-électrodes (AME) et de composés connexes, destinés à des applications dans les piles à combustible (PC). La coentreprise 50-50 est basée à Hanau, sur le principal site R&D d'Umicore en Allemagne. Elle est intégrée dans la consolidation par la méthode de mise en équivalence.

Depuis leur entrée dans la consolidation du groupe, ces nouvelles acquisitions ont généré un résultat négatif agrégé (part du groupe) de EUR 3 934 milliers.

9 Résultat d'exploitation

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾		
Ventes	6 506 629	8 741 208
Prestations de services	59 902	73 792
Chiffre d'affaires	6 566 531	8 815 000
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	71 346	79 353
Amortissements et réductions de valeur ⁽³⁾		
Amortissements sur actifs immobilisés	-132 613	-134 371
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	-21 691	-12 338
Réductions de valeurs sur stock et créances douteuses	9 031	-9 859
Amortissements et réductions de valeur	-145 273	-156 568
Autres charges d'exploitation ⁽⁴⁾		
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	-331 646	-366 428
Royalties, licences, consulting et commissions	-27 705	-40 343
Autres charges d'exploitation	-324	-10 946
Augmentation (diminution) des provisions	-18 266	-42 133
Utilisations de provisions	24 646	27 333
Moins-values sur cessions d'actifs	-3 622	-3 440
	-356 917	-435 957

(1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour EUR 70,1 millions, une perte réalisée sur les instruments de couverture des métaux pour EUR 28,3 millions, des plus-values sur cessions d'actifs immobilisés pour EUR 7,8 millions, des royalties ou revenus de licences pour EUR 9,8 millions et un produit de EUR 15,7 millions provenant de paiements supplémentaires découlant de la vente d'une concession aurifère en Guinée par Umicore en 1992.

(3) Les réductions de valeur sur immobilisations corporelles sont principalement dues à la restructuration prévue des activités de raffinage établies à Hanau, à la vente des installations de substrats de silicium à Boston aux États-Unis, et l'arrêt de la fabrication de poudre de cobalt aux États-Unis.

(4) Les dépenses de R&D du Groupe ont atteint EUR 114,7 millions (EUR 111,7 millions en 2005) dont EUR 102 millions dans les sociétés intégrées globalement (EUR 98,5 millions en 2005).

Résultats non-récurrents et impact IAS 39 inclus dans résultats d'exploitation

(€ milliers)

	2005				2006			
	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent
Chiffre d'affaires	6 566 531	9 501	-21 416	6 578 446	8 815 000		-1 070	8 816 071
Autres produits d'exploitation	71 346	-8 439	-337	80 122	79 353	21 780	-28 579	86 151
Produits d'exploitation	6 637 877	1 062	-21 753	6 658 568	8 894 353	21 780	-29 649	8 902 222
Approvisionnements et matières premières	-5 408 516	-323		-5 408 193	-7 484 547	-638	4 375	-7 488 285
Rémunérations et avantages sociaux	-574 196	-14 180		-560 016	-590 173	2 055		-592 228
Amortissements et réductions de valeur	-145 273	-22 644	9 780	-132 409	-156 568	-8 786	769	-148 551
Autres charges d'exploitation	-356 917	-721	2 865	-359 061	-435 957	-34 001	-7 811	-394 145
Charges d'exploitation	-6 484 902	-37 868	12 645	-6 459 679	-8 667 245	-41 370	-2 666	-8 623 208
Produits des investissements financiers	214			214	11 121	9 696		1 426
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	153 188	-36 806	-9 108	199 102	238 231	-9 895	-32 315	280 440

Umicore a enregistré des charges non récurrentes pour EUR 9,9 millions dans ses filiales intégrées globalement. La vente de Adastras et de Sibeka a généré un produit de EUR 11,0 millions (voir l'impact sur les actifs financiers disponibles à la vente dans la note 18). Un produit de EUR 15,7 millions a été généré, suite à l'encaissement de paiements supplémentaires liés au prix de l'or faisant suite à la vente, en 1992, par Umicore d'une concession aurifère en Guinée. Ce produit inclut la valeur actualisée des revenus futurs estimés. Parmi les autres éléments, citons une provision supplémentaire de EUR 5,6 millions pour la réhabilitation du site de Viviez en France.

Les provisions pour fermetures de sites, principalement dans les domaines d'activité Matériaux Avancés et Automotive Catalysts, se chiffrent à EUR 7,14 millions. Un montant de EUR 12,5 millions a été inscrit pour Métaux Précieux - Services en vue de couvrir les charges de restructuration inhérentes aux activités de raffinage à Hanau.

Pour l'entité Zinc - Produits spéciaux, les principaux éléments non récurrents ont eu trait à des provisions inscrites pour la réhabilitation du site de Calais (EUR 4,4 millions) et

pour l'augmentation de la durée de vie et la conservation des bassins de goethite à Auby (EUR 5,4 millions).

Les autres postes non-récurrents s'élèvent à EUR -1,6 millions.

L'effet négatif de l'IAS 39 sur le résultat opérationnel s'élève à EUR 32,3 millions. De ce montant, EUR 8,6 millions concernent des écarts temporaires en terme de comptabilisation des revenus, ayant principalement trait aux couvertures transactionnelles, dans l'activité Zinc - Produits Spéciaux. Le solde de EUR 23,7 millions concerne un instrument hybride (dérivés intégrés) pour Zinc Alloys, qui lie une partie des frais d'électricité à l'évolution du prix du zinc. Selon IAS39, Umicore ne peut comptabiliser que l'impact négatif du prix élevé du zinc et non le prix de l'électricité sous-jacent contracté, nettement plus intéressant que les prix actuellement en vigueur sur le marché. Cet impact sera inversé pendant toute la durée du contrat spécifique, qui arrive à échéance en 2009. Les effets de l'IAS 39 n'ont pas d'impact sur la trésorerie.

10 Rémunérations et avantages sociaux

(€ milliers)

	Annexes	31/12/05	31/12/06
Rémunérations et avantages sociaux			
Salaires et avantages sociaux directs		-406 416	-408 419
Autres charges de personnel		-126 531	-131 038
Personnel temporaire		-19 953	-24 940
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée		-12 559	-15 522
Contributions volontaires de l'employeur - autres		-12 173	-4 962
Païement en actions		-2 886	-1 730
Pensions versées directement aux bénéficiaires		-1 869	-7 712
Provisions pour avantages sociaux (+dotation / -utilisation et reprises)		-11 148	-9 080
		19 338	13 230
		-574 196	-590 173

Effectifs moyens dans les sociétés entièrement consolidées

Cadres	1 134	1 367
Non-cadres	8 780	9 195
TOTAL	9 914	10 562

Juste valeur des options octroyées

Nombre d'options octroyées	27	141 100	146 525
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		20	25
Taux sans risque (% pa)		2,50	3,35
Augmentation monétaire du dividende (€ pa)		0,05	0,05
Probabilité de départ avant le droit d'exercer		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exister (% pa)		3,00	5,00
Seuil minimum de gain (% pa)		50,00	50,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		25,00	30,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (€)		13,25	33,04
Juste valeur totale de options octroyées (EUR milliers)		1 869	4 841

	(€ milliers)
Juste valeur des actions octroyées	31/12/06
9 400 actions à 107,60 EUR	1 011
1 500 actions à 115,00 EUR	173
13 100 actions à 128,77 EUR	1 687
Juste valeur totale des actions octroyées	2 871

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions de EUR 7 712 milliers au cours de cette année. La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été

déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur. La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi.

11 Coûts financiers nets

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Produits d'intérêts	8 494	6 797
Charges d'intérêts	-30 270	-40 041
Actualisation des provisions	-10 740	-8 331
Résultat de change	5 630	-912
Autres produits financiers	2 368	1 453
Autres charges financières	-9 457	-7 381
	-33 974	-48 415

En 2006, la charge d'intérêts nette a augmenté. Cette augmentation va de pair avec l'évolution de l'endettement du Groupe.

L'actualisation des provisions concerne les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales et les provisions pour autres risques et charges.

Les résultats de change comprennent les résultats de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Note 31).

12 Produits des investissements financiers

	(€ milliers)	
Produits des investissements financiers	31/12/05	31/12/06
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	91	12 766
Dividendes	434	1 284
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	140	127
Réductions de valeur sur investissements financiers	-451	-3 056
	214	11 121

En 2006, la vente d'Adastra et de Sibeka a généré un produit de EUR 11,0 millions.

Les réductions de valeur sur investissement financier, concernent notamment la réduction de valeur d'un prêt octroyé à Sopave (vendue en août 2006) et le risque lié à l'investissement dans Platoro.

13 Impôts sur le résultat

(€ milliers)

	31/12/05	31/12/06
Impôt sur le résultat		
Repris au compte de résultats		
Impôt courant	-37 747	-75 143
Charge d'impôts différés (produits)	21 873	36 401
Charge fiscale totale	-15 874	-38 742
Relation entre charge fiscale et résultat avant impôts		
Résultat d'exploitation	153 188	238 231
Coûts financiers nets	-33 974	-48 415
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	119 214	189 816
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	27,68 %	31,85%
Impôt théorique au taux moyen pondéré	-32 993	-60 456
Ajustements		
Dépenses non déductibles	-38 636	-27 876
Revenus non taxables	4 380	5 320
Autres déductions de la base taxable	21 070	48 014
<i>Déductions pour investissements</i>	-549	-39
<i>Intérêts notionnels déductibles</i>		26 763
<i>Autres déductions</i>	21 619	21 290
Impôts calculés sur d'autres bases	32 801	8 033
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	5 616	27 543
Pertes fiscales de la période pour lesquelles aucun impôt différé n'est reconnu	-7 565	-2 745
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables		-972
Corrections d'exercices précédents	-1 076	-2 540
Autres	529	-33 063
Charge fiscale de l'année	-15 874	-38 742

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents, en ce compris l'effet IAS39, le taux de taxation effectif pour 2006 est de 27,6 % contre 21,4 % en 2005.

La ligne « Autres » est due essentiellement à des impôts différés actifs non reconnus sur la différence entre l'élimination des dividendes reçus des sociétés consolidées par la société mère et la déduction pour dividendes effectivement renseignée dans la déclaration fiscale de la société.

La réduction de la charge d'impôt différé résultant de l'utilisation de pertes fiscales, de crédits d'impôts ou de différences temporaires récupérables non reconnus s'élève à EUR 15 090 milliers.

La variation du taux d'imposition théorique moyen pondéré est dû à une répartition différente du résultat taxable entre des pays ayant des taux de taxation différents. Il n'y a pas de changement matériel dans les taux d'imposition des pays dans lesquels le groupe exerce ses activités.

14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill

(€ milliers)

	Concession, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO ₂	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au début de l'exercice 2005					
Valeur d'acquisition	7 304	55 930		15 222	78 456
Amortissements cumulés	-3 600	-36 639		-10 366	-50 605
Valeur comptable nette au début de l'exercice 2005	3 704	19 291		4 856	27 851
- Acquisitions	8	709	1 640	1 085	3 442
- Cessions		-36			-36
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-905	-5 987		-229	-7 120
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-8			-8
- Droits d'émission			1 737		1 737
- Écarts de conversion	26	408		1	435
- Autres mouvements	-55	1 917		-4 527	-2 664
Au terme de l'exercice 2005	2 778	16 295	3 377	1 187	23 636
Au terme de l'exercice 2006					
Valeur d'acquisition	7 332	59 428	3 377	11 135	81 272
Amortissements cumulés	-4 554	-43 133		-9 949	-57 636
Valeur comptable nette au terme de l'exercice 2006	2 778	16 295	3 377	1 187	23 636
- Acquisitions	52	1 047	1 723	1 480	4 302
- Cessions		753	-3 402	554	-2 095
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-955	-6 391		-279	-7 625
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)			-4 491		-4 491
- Droits d'émission			4 549		4 549
- Écarts de conversion	-8	-164		-4	-177
- Autres mouvements	-94	1 630		-1 277	259
Au terme de l'exercice 2006	1 772	13 170	1 755	1 660	18 357
Au terme de l'exercice 2007					
Valeur d'acquisition	8 152	60 322	6 246	8 872	83 593
Amortissements cumulés	-6 380	-47 152	-4 491	-7 212	-65 236
VALEUR COMPTABLE NETTE	1 772	13 170	1 755	1 660	18 357

En 2004, les autres immobilisations incorporelles comprenaient un montant de EUR 3 748 milliers relatifs aux dépenses encourues lors de l'augmentation de capital réalisée en 2003, diminuées des amortissements cumulés. Ces frais ont été portés en 2005 en déduction des capitaux propres. Ce transfert est inclus dans la ligne « Autres mouvements » de 2005.

La ligne « acquisitions » inclut la production immobilisée à concurrence de EUR 688 milliers (EUR 847 milliers en 2005).

La ligne « cessions » est essentiellement liée aux droits d'émissions qu'Umicore a utilisé durant la période.

Dans le cadre du protocole de Kyoto, un système de droits d'émission a été mis en place en 2005. Dans ce contexte, le gouvernement flamand a octroyé aux usines d'Umicore situées en Flandre des droits d'émission couvrant une période de 3 ans (2005-2007). Chaque année, fin février, un tiers de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Cette utilisation de droits d'émission est enregistrée en immobilisation incorporelle suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belge. Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'annexe 32.

15 Goodwill

(€ milliers)

	31/12/05	31/12/06
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	91 243	92 781
Amortissements cumulés		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	91 243	92 781
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		1 120
- Écarts de conversion	1 538	-1 536
- Autres mouvements		12
Au terme de l'exercice	92 781	92 377
Valeur d'acquisition	92 781	92 377
Amortissements cumulés		
VALEUR COMPTABLE NETTE	92 781	92 377

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement alors que le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans la note 17.

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit:

(€ milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Corporate & Participations	Total
31/12/2005	11 174	53 863	9 842	17 902		92 781
31/12/2006	10 387	54 576	9 844	17 570		92 377

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans la note 2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de

trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe. Le coût moyen pondéré du capital (wacc) utilisé est fonction de la situation de chaque secteur d'activité et est au moins égal à 9 % avant taxes.

16 Immobilisations corporelles

(€ milliers)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Au début de l'exercice 2005						
Valeur d'acquisition	522 803	1 429 782	163 760	81 468	59 361	2 257 174
Amortissements cumulés	-298 713	-1 052 808	-121 590	-79 770		-1 552 881
VALEUR COMPTABLE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE 2005	224 090	376 975	42 170	1 698	59 361	704 293
- Acquisitions	16 633	48 195	10 230	511	67 195	142 765
- Cessions	-2 983	-157	-376	-312	-429	-4 257
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-20 246	-91 358	-13 116	-770		-125 490
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-863	-20 763	-134			-21 761
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans « Autres produits d'exploitation »)	18	60				78
- Écarts de conversion	6 163	10 753	1 131	16	3 146	21 208
- Autres mouvements	9 026	47 504	3 326	131	-64 028	-4 041
Au terme de l'exercice 2005	231 838	371 209	43 231	1 274	65 245	712 796
Valeur d'acquisition	552 434	1 530 973	167 826	75 009	65 245	2 391 487
Amortissements cumulés	-320 596	-1 159 764	-124 595	-73 736		-1 678 691
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE 2005	231 838	371 209	43 231	1 274	65 245	712 796
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	12 758	15 595	88	1 000	1 172	30 612
- Acquisitions	10 276	33 327	10 524	573	78 610	133 311
- Cessions	-1 147	-7 262	-2 359	-29	-1 203	-12 000
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-20 751	-91 805	-13 625	-572		-126 754
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-1 302	-6 824	-48			-8 174
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans « Autres produits d'exploitation »)	160	150	20			330
- Écarts de conversion	-3 768	-5 923	-463	-11	-1 759	-11 923
- Autres mouvements	10 238	55 486	4 349	-159	-71 725	-1 812
Au terme de l'exercice	238 301	363 953	41 716	2 076	70 340	716 386
<i>dont leasing :</i>	2 558	401	142			3 101
Valeur d'acquisition	582 471	1 554 003	166 678	18 319	70 340	2 391 811
Amortissements cumulés	-344 170	-1 190 049	-124 962	-16 243		-1 675 425
VALEUR COMPTABLE NETTE	238 301	363 953	41 716	2 076	70 340	716 386
Leasing						
Valeur d'acquisition	3 480	464	382			4 326
Amortissements cumulés	-922	-63	-240			-1 225
VALEUR COMPTABLE NETTE	2 558	401	142			3 101

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

La partie des investissements en immobilisations corporelles qui n'est pas liée à des travaux d'entretien, concerne le développement de technologie et les infrastructures dans l'unité « Automotive Catalysts » (notamment un nouveau centre de test à Hanau, Allemagne et de nouvelles lignes de production en Afrique du Sud, en Chine et au Canada), l'amélioration de la qualité au sein de Electro-optic materials en Belgique, l'extension de l'unité de traitement d'acide sulfurique dans Precious Metals Refining, un investissement dans une usine de nitrate d'argent au Brésil pour Catalyst Technologies et, enfin, des développements de nouveaux produits et des investissements en aval pour Zinc Specialties.

Les réductions de valeur sont essentiellement dues à la restructuration des activités de raffinage à Hanau en Allemagne, à la vente des installations de substrats de silicium à Boston aux États-Unis, et à l'arrêt de la fabrication de poudre de cobalt aux États-Unis. Aucun autre actif ne montre de signe qu'il pourrait être réduit de valeur.

La ligne « Autres mouvements » comprend essentiellement la sortie des actifs transférés à la coentreprise SolviCore.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à la note 32.

Umicore s'est engagée dans un leasing financier pour la construction d'un immeuble à Viviez en France.

17 Participations mises en équivalence

Les participations mises en équivalences sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	Devise fonctionnelle	Pourcentage	
		2005 (%)	2006 (%)
Sociétés associées			
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	CNY	40,00	40,00
IEQSA	PEN	40,00	40,00
Element Six Abrasives	USD	40,22	40,22
Padaeng Industry Public Cy Ltd	THB	46,90	46,90
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co., LTD	CNY	40,00	40,00
Todini	EUR	40,00	40,00
Reaxa	GBP	21,69	22,54
Joint ventures			
Fohl China	CNY	50,00	50,00
ICT Japan	JPY	50,00	50,00
ICT USA	USD	50,00	50,00
Ordeg	KRW	50,00	50,00
Rezinal	EUR	50,00	50,00
SolviCore GmbH & Co KG	EUR	0,00	50,00
SolviCore Management GmbH	EUR	0,00	50,00

(€ milliers)

	Annexes	Valeur comptable nette	Goodwill	Total
Au terme de l'exercice précédent		127 261	52 721	179 982
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	8	10 404		10 404
- Résultat de l'exercice	(a)	50 633		50 633
- Dividende distribué ou reçu		-17 895		-17 895
- Augmentation		438		438
- Cession		-985		-985
- Charges pour la période	(a)		-933	-933
- Autres réserves	(b)	-3 466		-3 466
- Écarts de conversion		-6 577	-179	-6 756
Au terme de l'exercice		159 813	51 609	211 422
dont joint-ventures		52 117	355	52 472

(a) Inclus dans la part des résultats des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

(b) Inclus dans l'évolution des capitaux propres du Groupe.

Suite à l'analyse faite par la direction, une réduction de valeur de EUR 933 milliers a été enregistrée sur le goodwill relatif à la participation du groupe dans Reaxa en Grande-Bretagne.

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des principales sociétés associées aurait été la suivante :

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Actifs	177 954	257 339
Dettes	88 627	122 478
Chiffre d'affaires	213 433	305 006
Résultat net	20 554	37 897

En 2005, Umicore et De Beers ont simplifié la structure de détention de leur joint-venture active dans le diamant synthétique Element Six Abrasives. Avant la restructuration, Umicore détenait 50 % de Element Six Abrasives via sa filiale Sibeka dans laquelle De Beers détenait 20 %. Depuis 2006, Umicore détient une participation directe de 40 % dans Element Six Abrasives. Cette opération réduit la contribution de Element Six Abrasives au résultat opérationnel du Groupe mais réduit dans une même mesure les intérêts minoritaires de sorte qu'il n'y a pas d'impact sur le résultat net, part du Groupe. Dans le cadre de cette restructuration, le périmètre d'activités compris dans Element Six Abrasives a été étendu et comprend désormais les activités de marketing et de recherche qui étaient préalablement détenues exclusivement par De Beers.

Sur base de sa cotation sur la bourse thaïlandaise à fin 2006, la juste valeur de la participation d'Umicore dans Padaeng Industry Ltd est de EUR 91 792 milliers.

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante :

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Actifs court terme	84 754	136 898
Actifs long terme	19 837	19 103
Passifs court terme	56 136	95 298
Passifs long terme	11 417	7 657

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante :

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Résultat d'exploitation	13 178	18 416
Résultat financier	653	409
Impôts	-3 929	-7 060
Résultat net du Groupe	9 902	11 765

18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés

(€ milliers)

	Annexes	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts octroyés
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES LONG TERME			
Au début de l'exercice 2005		16 156	4 924
- Augmentations		1 067	600
- Diminutions		-836	-131
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-196	-588
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans « Autres produits d'exploitation »)		65	
- Écarts de conversion		157	521
- Juste valeur reconnue dans les fonds propres		9 265	
- Autres mouvements		5 338	-1
Au terme de l'exercice 2005		31 016	5 324
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COURT TERME			
Au terme de l'exercice 2005		406	4
- Augmentations			36 631
- Diminutions		-36	-446
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-12	-520
- Écarts de conversion		-9	-18
- Autres mouvements		-22	1 530
Au terme de l'exercice		328	37 181
- Augmentations	(a)	14 139	557
- Diminutions	(b)	-12 194	-2 368
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-172	-1 817
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans « Autre produits d'exploitation »)		9	
- Écarts de conversion		-144	-287
- Juste valeur reconnue dans les fonds propres	(c)	17 788	
- Juste valeur sortie des fonds propres		-1 409	
- Autres mouvements		-941	1 198
Au terme de l'exercice		48 092	2 606

(a) Principalement lié à l'acquisition d'une participation minoritaire dans Duksan Hi-metal Co. Ltd basée à Ulsan en Corée du sud.

(b) Essentiellement lié à la vente de Traxys et d'Adastra (voir l'impact sur le compte de Résultats dans la note 9b).

(c) Ce montant est principalement lié aux parts que le groupe détient dans NYMEX (New York Mercantile Exchange). Umicore AG & Co KG détient deux sièges au NYMEX depuis 1974. À ce moment, ces sièges avaient été acquis pour USD 14 millions. En novembre 2006, le NYMEX est devenu publiquement coté et les sièges sont devenus des actions. Le groupe détient actuellement 180 000 actions, enregistrées comme actifs financiers disponibles à la vente. Le 31 décembre 2006, ces titres ont été revalorisés à leur juste valeur, déterminée sur base du cours de l'action NYMEX à cette date.

Les prêts octroyés sont essentiellement des prêts à taux flottant accordés à des sociétés associées ou à des sociétés non consolidées. Leur juste valeur peut donc être considérée comme égale à leur valeur comptable.

L'augmentation des prêts octroyés à court terme est due à la comptabilisation de « Margin calls » pour EUR 36 millions.

19 Stocks

(€ milliers)

	31/12/05	31/12/06
Analyse des stocks		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	755 092	866 462
Produits de base sans couverture (valeur brute)	115 318	236 779
Consommables (valeur brute)	78 431	75 240
Réductions de valeur	-45 428	-45 153
Avances	10 229	17 173
Contrats en cours	1 046	1 772
Total des stocks	914 688	1 152 272

Les stocks ont augmenté de EUR 237 584 milliers essentiellement en raison de l'augmentation du prix des métaux.

Sur base des prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques EUR 992 millions. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Les écritures liées à IAS 39 ont eu un impact négatif sur la valeur nette des stocks de métaux couverts de EUR 5 106 milliers (EUR 5 779 milliers en 2005).

Aucune réduction de valeur importante n'a été réalisée au cours de la période.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

20 Créances commerciales et autres créances

(€ milliers)

	Annexes	31/12/05	31/12/06
À LONG TERME			
Dépôts et garanties en espèces		2 740	3 765
Créances commerciales à plus d'un an		1 631	1 645
Autres créances à plus d'un an		-1 141	-20
Avantages sociaux		383	879
Total		3 613	6 269
À COURT TERME			
Créances commerciales (brutes)		572 889	832 719
Créances commerciales (réduction de valeur)		-17 239	-17 667
Autres créances (brutes)		149 318	172 094
Autres créances (réductions de valeur)		-5 174	-9 330
Intérêts à recevoir		535	57
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	31	264	27 506
Juste valeur des autres instruments financiers	31	5 073	29 723
Comptes de régularisation		12 049	12 052
TOTAL		717 713	1 047 155

Les créances commerciales ont augmenté essentiellement en raison de l'augmentation du prix des métaux (essentiellement le Zinc) et non suite à une augmentation des délais de paiements.

L'augmentation du poste autres créances (brutes) est due principalement à la créance correspondant à la valeur actualisée des revenus futurs estimés liés à la vente, en 1992, par Umicore d'une concession aurifère en Guinée et à l'augmentation de la TVA à récupérer.

21 Impôts différés

(€ milliers)

	31/12/05	31/12/06
Impôts différés		
Impôts à recevoir	9 570	9 189
Impôts différés actifs	139 253	259 699
Impôts dus	-17 370	-49 729
Impôts différés passifs	-40 899	-44 246

	Actifs		Passifs		Net	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Au terme de l'exercice précédent	79 766	139 253	-43 907	-40 899	35 859	98 354
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	18 298	43 599	3 583	-7 199	21 881	36 400
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	35 059	77 729	3 435	3 736	38 494	81 464
Écarts de conversion	2 221	-1 025	-245	243	1 976	-782
Transferts	-4 252	329	-3 015	-328	-7 267	
Autres mouvements	8 162	-185	-750	201	7 411	16
Au terme de l'exercice	139 253	259 699	-40 899	-44 246	98 355	215 453

Impôts différés par catégories de différences temporelles	Actifs		Passifs		Net	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Immobilisations incorporelles	5 513	1 236	-739	-667	4 774	569
Goodwill des sociétés consolidées globalement	0	2 257	-1 324	-554	-1 324	1 703
Immobilisations corporelles	10 706	13 315	-20 647	-19 265	-9 941	-5 950
Créances long terme	25	116	-718	-2 092	-626	-1 794
Stocks	5 707	10 977	-36 465	-42 696	-30 758	-31 719
Créances court terme	9 062	7 285	-49 545	-30 966	-40 483	-23 681
Fonds propres - part du Groupe	11		-13 015	-14 494	-13 004	-14 494
Dettes financières long terme et autres dettes	456	1 490			456	1 490
Provisions pour avantages sociaux long terme	53 861	51 216	-109	-391	53 752	50 825
Provisions pour environnement long terme	432	4 286		-8 593	432	-4 307
Provisions pour autres risques et charges long terme	19 580	27 071	-965	-1 388	18 615	25 683
Provisions pour environnement court terme		10 108				10 108
Provisions pour autres risques et charges court terme	244	3 760			244	3 760
Dettes commerciales et autres dettes	81 293	151 569	-4 449	-1 763	76 844	149 806

	(€ milliers)					
Impôts différés total liés aux différences temporaires	186 890	284 686	-127 976	-122 869	58 914	161 817
Pertes fiscales à reporter	104 528	89 379			104 528	89 379
Déductions pour investissements		1 477				1 477
Intérêts notionnels		2 158				2 158
ROD à reporter		628				628
Autres	-421	6 652			-421	6 652
Impôts différés actifs non reconnus	-64 667	-46 658			-64 667	-46 658
Total actif/passif d'impôts différés	226 330	338 322	-127 976	-122 869	98 354	215 453
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	-87 077	-78 623	-87 077	-78 623		
Situation nette	139 253	259 699	-40 899	-44 246	98 354	215 453
	Base	Base	Taxe	Taxe		
Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan	190 992	138 049	-64 667	-46 658		
Date d'expiration sans limite de temps	159 688	138 049	-53 597	-46 658		
Date d'expiration 7 ans	16 895		-6 207			
Date d'expiration 15 ans (moyenne pondérée USA)	14 409		-4 865			

L'augmentation de la différence temporaire sur les « dettes commerciales et autres dettes » est due principalement au changement de la juste valeur des instruments de couverture stratégique.

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement en fonds propres ; auxquels cas, le mouvement d'impôts différés afférent est également reconnu en fonds propres. Cela concerne les créances court terme pour un montant négatif de EUR 9 209 milliers, les « dettes commerciales et autres dettes » pour EUR 89 485 milliers et les « provisions pour avantages sociaux long terme » pour EUR 1 518 milliers.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Durant la période, un montant de EUR 46 658 milliers n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (EUR 30 931 milliers), ainsi qu'à des différences temporaires sur les immobilisations corporelles (EUR 8 975 milliers) et sur les « provisions pour avantages sociaux long terme » (EUR 2 058 milliers).

L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

22 Liquidités et quasi-liquidités

	(€ milliers)	
	31/12/05	31/12/06
Liquidités et quasi-liquidités		
Dépôts à terme auprès des banques	20 292	18 320
Autres dépôts à terme	1 273	3 319
Établissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	84 578	152 979
Total liquidités et quasi-liquidités	106 143	174 617
Découverts bancaires (compris dans les dettes financières court terme au bilan)	14 021	11 675
Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)	92 122	162 943

Ces montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le groupe.

23 Évolution des capitaux propres consolidés

(€ milliers)

	Part du Groupe				Intérêts minori- taires	Total des activités continuées	Fonds propres des activités non continuées	TOTAL
	Capital et primes d'émission	Résultats reportés	Écarts de conversion et autres réserves	Actions détenues en propre				
Solde au 1er janvier 2005	444 123	592 479	-78 861	-27 946	53 317	983 112	298 476	1 281 588
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			9 291		10	9 301		9 301
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			-137 710		-99	-137 809	-3 241	-141 050
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			-40 405		-99	-40 504		-40 504
Mouvements des réserves pour paiement en actions			1 869			1 869		1 869
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			55 387		77	55 464	657	56 121
Mouvements des écarts de conversion			54 374		5 025	59 399	5 313	64 712
Résultat net reconnu directement en réserves			-57 195		4 914	-52 280	2 729	-49 551
Résultat de la période		127 915			12 427	140 342	14 285	154 627
Résultat total reconnu		127 915	-57 195		17 341	88 062	17 014	105 076
Augmentation de capital	12 795					12 795		12 795
Dividendes		-41 582			-6 208	-47 790		-47 790
Mouvements sur actions propres				-632		-632		-632
Variation de périmètre					-20 124	-20 124		-20 124
Impact activités non continuées							-315 490	-315 490
Solde fin décembre 2005	456 918	678 811	-136 055	-28 578	44 326	1 015 422		1 015 422
Solde fin décembre 2005	456 918	678 811	-136 055	-28 578	44 326	1 015 422		1 015 422
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			16 332		6	16 337		16 337
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			-248 977		-43	-249 020		-249 020
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			631		-113	518		518
Mouvements des réserves pour paiement en actions			7 712			7 712		7 712
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			86 090		53	86 143		86 143
Mouvements des écarts de conversion			-38 543		-5 478	-44 021		-44 021
Résultat net reconnu directement en réserves			-176 756		-5 575	-182 331		-182 331
Résultat de la période		195 848			4 925	200 773		200 773
Augmentation de capital		195 848	-176 756		-650	18 442		18 442
Dividendes	6 948					6 948		6 948
Mouvements sur actions propres		-47 156			-4 447	-51 603		-51 603
Variation de périmètre				-10 944		-10 944		-10 944
Impact activités non continuées					9 876	9 876		9 876
Solde fin décembre 2006	463 866	827 503	-312 810	-39 521	49 105	988 142		988 142

La réserve légale de EUR 35 711 milliers, incluse dans les résultats reportés n'est pas distribuable.

Le capital du Groupe au 31 décembre 2006 était composé de 26 010 025 actions sans valeur nominale.

Le détail des écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

(€ milliers)

	Réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	Réserves de couverture stratégique	Impôts différés reconnus directement en réserves	Réserves pour avantages postérieurs à l'emploi	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	TOTAL
Solde au 1er janvier 2005	0	47 107	-12 973	-22 148	1 385	-92 232	-78 861
Profits et pertes reconnus en réserves	9 265	-92 604	40 087	-38 031	1 869		-79 414
Profits et pertes sortis des réserves		-44 893	15 070				-29 824
Écarts de conversion	26	-213	230	-2 374		54 374	52 043
Solde au 31 décembre 2005	9 291	-90 603	42 415	-62 553	3 255	-37 858	-136 055
Solde au 1er janvier 2006	9 291	-90 603	42 415	-62 553	3 255	-37 858	-136 055
Profits et pertes reconnus en réserves	17 788	-356 815	123 077	-2 017	7 712		-210 256
Profits et pertes sortis des réserves	-1 409	108 080	-36 739	-353			69 580
Écarts de conversion	-47	-242	-248	3 001		-38 543	-36 079
Solde au 31 décembre 2006	25 622	-339 580	128 505	-61 922	10 967	-76 401	-312 810

Les profits et pertes reconnus en réserves sont liés aux changements de juste valeur de Cumerio et Nymex. Les profits et pertes sortis des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente proviennent de la vente de Traxys et Adastrá (voir note 18 sur les actifs financiers).

Les pertes nettes reconnues en réserves de couverture stratégique (EUR 356 815 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période.

Les gains nets sortis des réserves (EUR 108 080 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique parvenus à maturité durant la période.

De nouvelles pertes actuarielles sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnues en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 2 017 milliers.

En 2006, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de EUR 7 712 milliers sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir la note 10 sur les rémunérations et avantages sociaux).

24 Dettes financières

(€ milliers)

	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total
LONG TERME			
Solde au début 2005	402 063	5 409	407 472
- Augmentation	20 007		20 007
- Diminution	-175 990	-392	-176 382
- Écarts de conversion	100		100
- Transferts	-150 734	149 979	-755
- Autres mouvements	-12		-12
Solde au terme 2005	95 433	154 996	250 429
- Augmentation	535 500	35	535 535
- Diminution	-385 039	-382	-385 422
- Écarts de conversion		-1	-1
- Transferts	-351	13	-338
- Autres mouvements		-129	-129
Solde au terme de l'exercice	245 542	154 532	400 074
DETTES A LONG TERME ÉCHÉANT DANS L'ANNÉE			
Au terme de l'exercice précédent	2 379	415	2 794
- Augmentations / diminutions	-2 028	-33	-2 061
Au terme de l'exercice	351	382	733
COURT TERME			
Au terme de l'exercice précédent	145 694	14 021	208 488
- Augmentations / diminutions	82 534	-2 346	125 000
Au terme de l'exercice	228 228	11 675	203 168

La dette financière nette du groupe a augmenté de EUR 263 millions principalement en raison de l'enregistrement au bilan du programme de titrisation des créances.

Au 31 décembre 2006, les créances titrisées ont une valeur de EUR 125 millions. Umicore a renouvelé son programme de titrisation qui échouait en 2006. Cependant, afin d'éviter des coûts supplémentaires, le groupe a décidé de ne pas faire les adaptations nécessaires à ce nouveau plan pour pouvoir le maintenir hors bilan selon les nouvelles dispositions IFRS. Il en résulte que, contrairement aux périodes précédentes, ces créances titrisées sont comprises dans le total net de la dette.

Umicore a renégocié en mai un nouvel emprunt bancaire syndiqué de EUR 450 millions remplaçant et étendant l'échéance de l'emprunt bancaire syndiqué de 2004-2009. Les augmentations et diminutions des prêts bancaires à long terme proviennent, de l'utilisation au premier trimestre de l'ancienne ligne de crédit, du remboursement de cet ancien emprunt et des utilisations de la nouvelle ligne de crédit.

L'emprunt obligataire sur 8 ans de EUR 150 millions émis en 2004, repris à l'origine dans la rubrique « Prêts bancaires à long terme », a été reclassé en 2005 dans la rubrique « autres prêts à long terme ». Les « papiers commerciaux », précédemment repris sous la rubrique « autres prêts » sont à présent montrés séparément.

(€ milliers)

A. Analyse par date d'échéance	2008	2009	2010	2011	Après 2011	Total
Prêts bancaires à long terme	146	132	72	25 075	220 117	245 542
Autres prêts à long terme	535	410	424	440	152 723	154 532
Dettes financières à long terme	681	542	496	25 515	372 840	400 074

B. Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an	Euro	US Dollar	Autres devises	Total
Prêts bancaires à long terme	245 894			245 894
Autres prêts à long terme	154 902		12	154 914
Dettes financières à long terme	400 796		12	400 808

La juste valeur de l'emprunt obligataire de EUR 150 millions émis en 2004 est de EUR 153,3 millions au 31 décembre 2006. Cette valeur est basée sur la cotation de l'obligation sur le marché Euronext à cette date. Le taux d'intérêt effectif de cette obligation est de 4,875 %. Il correspond au taux d'intérêt fixe de l'obligation.

Les emprunts bancaires à long terme consistent en un emprunt de EUR 20 millions échéant en 2013 et portant un intérêt de 5,36 % par an et en des emprunts à taux flottants pour EUR 170 millions (échéance 2013) et EUR 55 millions (échéance

2011). La juste valeur de ces deux emprunts à taux flottants totalisant un montant de EUR 225 millions est par conséquent égale à sa valeur nominale.

La période de révision des taux des emprunts à taux flottants est très courte et est liée à la gestion quotidienne de la trésorerie par le département financier du groupe.

Une partie de la dette financière à long terme est soumise à des covenants financiers standards inclus dans les contrats.

25 Dettes commerciales et autres dettes

	Annexes	31/12/05	31/12/06
Long terme			
Dettes commerciales à plus d'un an		74	74
Autres dettes à plus d'un an		93	254
Subsides en capital		1 613	3 126
		1 780	3 454
Court terme			
Dettes commerciales à un an au plus		430 936	566 376
Acomptes reçus sur commandes		25	4 913
Impôts dus autres que les impôts de société		13 375	68 920
Dettes salariales et sociales		109 530	121 263
Autres dettes		103 346	47 725
Dividendes dus		4 932	4 889
Intérêts dus		7 741	8 122
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	31	85 157	350 621
Juste valeur des autres instruments financiers	31	9 793	23 140
Comptes de régularisation		77 727	83 927
		842 562	1 279 896

Les dettes commerciales ont augmenté suite à l'augmentation du prix des métaux.

La diminution du poste « Autres dettes » est due essentiellement au transfert vers les dettes financières de la titrisation, partiellement compensée par l'accroissement du montant de TVA à payer.

26 Provisions pour avantages sociaux

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges, françaises et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

(€ milliers)

	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
Au terme de l'exercice précédent	112 474	23 863	64 178	17 359	217 874
- Dotations	10 132	568	6 505	1 030	18 236
- Reprises	-63		-589	-4 085	-4 737
- Utilisations (inclus dans « Rémunérations et avantages sociaux »)	-10 327	-1 196	-14 127	-1 078	-26 728
- Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans « Coûts financiers nets »)	4 136	1 005	2 260	738	8 139
- Écarts de conversion	-575	-352	-5		-932
- Transferts	92	288	200	-165	415
- Reconnus en fonds propres	5 918	-1 334			4 584
- Autres mouvements	-834	-6	-230	-116	-1 187
Au terme de l'exercice	120 953	22 835	58 193	13 684	215 665

(€ milliers)

	Mouvements		31/12/2006
	31/12/2005	2005	
Belgique	77 190	-9 733	67 457
France	29 445	-1 085	28 360
Allemagne	99 830	8 987	108 817
Sous-total	206 465	-1 831	204 634
Autres entités	11 409	-378	11 031
Total	217 874	-2 209	215 665

Ce tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne « Reconnus en fonds propres » et ce qui est indiqué dans la note 23 étant donné que cette note inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

La diminution nette des provisions pour avantages sociaux est due principalement à

l'exécution d'obligations en matière de fin de contrat ainsi qu'au changement de la législation fiscale qui a conduit à reprendre certaines provisions. La direction s'attend à ce que les dépenses à court terme restent dans le même ordre de grandeur que celles de l'année précédente et de l'année en cours.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaire externes pour pratiquement l'ensemble des plans.

(€ milliers)

Variation des obligations au titre de prestations définies	2005	2006
Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice	270 462	295 637
Coût des services rendus	14 860	18 675
Charge d'intérêts	11 708	12 889
Cotisations des participants au régime	23	42
Amendements	354	-2 555
Pertes (Gains) actuariels	28 096	-1 894
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-33 850	-22 924
Charges payées		-25
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	3 632	6 635
Réduction de régime	-967	
Liquidation de régime	207	
Variation de taux de change	1 112	-1 640
Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice	295 637	304 840
Variation des actifs du régime	2005	2006
Juste valeur des actifs au début de l'exercice	71 173	76 455
Rendement attendu des actifs du régime	3 484	4 251
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	-2 309	-3 219
Cotisations versées par l'entreprise	37 735	27 131
Cotisations versées par les participants au régime	23	42
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-33 850	-22 924
Charges payées		-25
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	-331	7 294
Exchange rate changes	530	-785
Juste valeur des actifs en fin d'exercice	76 455	88 220

Les régimes de retraite en Belgique, en France et au Liechtenstein sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont non financés.

(€ milliers)

Montants comptabilisés au bilan	2005	2006
Valeur actualisée des obligations financées	110 078	116 018
Juste valeur des actifs de couverture	76 455	88 220
Déficit/(surplus) résultant de régimes financés	33 623	27 798
Valeur actualisée des obligations non financées	185 559	188 822
(Coût) Gain sur services passés non reconnus	-1 308	-955
Passif (actif) net	217 874	215 665
Composantes du coût des services	2005	2006
Montants comptabilisés dans le compte de résultats		
Coût des services rendus	14 860	18 675
Charge d'intérêts	11 708	12 889
Rendement attendu des actifs du régime	-3 484	-4 251
Amortissement des coûts des services passés incl. §58(a)	422	-2 247
Amortissement des pertes (gains) net incl. §58(a)	3 357	-3 259
(Gain)/pertes reconnues - Réduction	-679	
(Gain)/pertes reconnues - Liquidation	-81	
Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats	26 103	21 807
<i>Rendement réel sur les actifs de couverture</i>	1 175	1 032
Charges comptabilisées dans le SoRIE		
Gains et pertes actuariels de la période	26 585	4 584
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés	4 347	30 932
Charge totale du régime reconnue dans le SoRIE	30 932	35 516

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi inclus dans les pertes et gains actuariels amortis sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique « Coûts financiers » (cf. annexe 11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation.

Les pertes actuarielles de l'année reconnues dans les capitaux propres sont expliquées principalement par une faible augmentation du taux d'actualisation sur les régimes de pension et par un rendement moins élevé des actifs liés aux plans de pension en Belgique.

Le principe d'amortissement des gains et pertes actuarielles est le principe d'expérience.

Hypothèses actuarielles principales	2005	2006
<i>Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services</i>		
Taux d'actualisation	4,16	4,36
Taux d'augmentation de salaire	2,28	2,36
Taux d'inflation	1,82	2,07
<i>Hypothèses moyenne-pondérées pour déterminer le coût net</i>		
Taux d'actualisation	4,57	4,16
Taux attendu à long terme sur les actifs au cours de l'exercice	5,11	5,11
Taux d'augmentation de salaire	2,69	2,28
Taux d'inflation	1,70	1,82
Actifs du régime	2006	
	Pourcentage des actifs du régime	Rendement attendu des actifs du régime
Capitaux propres	5,28	9,00
Titres de créance	6,30	5,00
Immobilier	0,73	0,00
Autre	87,69	4,90
Total	100,00	5,06

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme.

Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels.

		(€ milliers)	
Historique des gains et des pertes		2005	2006
<i>Différence entre le taux attendu et réel sur les actifs de couverture</i>			
Montant		2 309	3 219
Pourcentage des actifs du régime (%)		3,00	4,00
<i>Expérience (gain)/pertes sur les obligations du régime</i>			
Montant		22 726	-4 996
Pourcentage de la valeur actualisée des obligations du plan		8,00	-2,00
Informations requises pour les régimes d'assistance médicale postérieurs à l'emploi		2005	2006
<i>Hypothèse d'évolution des coûts médicaux</i>			
Taux d'évolution à court terme (%)		5,14	5,11
Taux d'évolution à long terme (%)		7,00	6,75
Année au cours de laquelle le taux d'évolution à long terme est atteint		2005	2006
		2006	
<i>Sensibilité des hypothèses d'évolution</i>		Sensibilité	Sensibilité
		+1 %	-1 %
Impact sur le coût du service total et sur le coût financier		824	38
Impact sur le coût des services rendus		19 823	7 704

		(€ milliers)	
Réconciliation des éléments de bilan		2006	
Passif (actif) au bilan		217 875	
Charge comptabilisée dans le compte de résultats		21 807	
Montants comptabilisés dans les capitaux propres (SORIE) au cours de l'exercice		4 584	
Cotisations de l'employeur au cours de l'exercice		-8 707	
Prestations versées directement par l'entreprise au cours de l'exercice		-18 424	
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)		-659	
Autres		45	
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes		-855	
Passif / (actif) à la clôture du bilan		215 666	

La contribution aux plans au cours de l'année commençant après la date du bilan est estimée à EUR 8,1 millions.

27 Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Échéance	Exercice	Ancien prix d'exercice (EUR) avant sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nouveau prix d'exercice (EUR) après sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ESOP 1999 (10 ans)	10.06.2009	une fois l'an :	36,60	26,10	30 795
		du 20 mai au 10 juin	37,29	26,79	12 240
					43 035
ISOP 2000 (7 ans)	13.03.2007 31.05.2007 (dans certains pays autres que la Belgique)	tous les jours ouvrables	30,50	20,00	13 975
		d'Euronext Bruxelles	32,57	22,07	3 730
			34,78	24,28	4 000
			39,50	29,00	
					21 705
ISOP 2001 (7 ans)	14.03.2008	tous les jours ouvrables	41,44	30,94	4 710
		d'Euronext Bruxelles	41,80	31,30	
			42,43	31,93	43 975
					48 685
ISOP 2002 (7 ans)	14.03.2009	tous les jours ouvrables	38,02	27,52	600
		d'Euronext Bruxelles	46,11	35,61	13 180
			48,15	37,65	113 465
					127 245
ISOP 2003 (7 ans)	13.03.2010	tous les jours ouvrables	34,18	23,68	185 555
		d'Euronext Bruxelles	35,10	24,60	24 530
					210 085
ISOP 2003 bis	13.03.2010	tous les jours ouvrables	44,00	33,50	7 000
		d'Euronext Bruxelles			
					7 000
ISOP 2004	11.03.2011	tous les jours ouvrables	52,05	41,55	63 050
		d'Euronext Bruxelles	53,70	43,20	32 600
					95 650
ISOP 2005	16.06.2012	tous les jours ouvrables		64,60	119 800
		d'Euronext Bruxelles		68,30	2 200
					122 000
ISOP 2006	02.03.2013	tous les jours ouvrables		112,73	142 025
		d'Euronext Bruxelles		120,00	4 500
					146 525
Total					821 930

- ESOP signifie « Employee Stock Option Plan » (plan international pour les ouvriers, les employés et les cadres).
- ISOP signifie « Incentive Stock Option Plan » (plan international pour les cadres).
- Le plan ISOP 2003 bis a été créé au cours du premier semestre de 2004 pour les membres de la direction de PMG qui ont rejoint Umicore à la suite de l'acquisition.

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, soit des actions détenues en propre sont utilisées soit des actions nouvelles sont émises. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

(€ milliers)

Détails des options en circulation	2005		2006	
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
Au début de l'année	1 468 915	30,63	987 620	36,58
Octroyées dans l'année	141 100	64,70	146 525	112,95
Exercées dans l'année	622 395	28,90	312 215	35,49
Fin de la période	987 620	36,58	821 930	50,64
Exercables fin d'année	987 620	36,58	821 930	50,64

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée d'octobre 2010.

28 Provisions pour environnement

(€ milliers)

	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	Total
Au terme de l'exercice précédent	96 897	30 416	127 313
- Dotations	20 202	7 815	28 017
- Reprises	-2 293	-2 163	-4 456
- Utilisations (inclus dans « Autres charges d'exploitation »)	-10 738	-3 049	-13 787
- Actualisation (inclus dans « Coûts financiers nets »)	-1 033		-1 033
- Écarts de conversion	-207	-8	-215
- Autres mouvements	-1 918	1 775	-143
Au terme de l'exercice	100 910	34 786	135 696
Dont: - A long terme	74 619	31 486	106 105
- À court terme	26 291	3 301	29 592

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont augmenté de EUR 8 383 milliers, les nouvelles dotations étant en partie compensées par des utilisations et reprises de provisions existantes. Les dotations de la période sont dues à la réhabilitation de différents sites et à la couverture des bassins.

La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites et au traitement des déchets en Belgique et en France.

Une part importante de la provision pour assainissement du sol et réhabilitation est relative aux activités en France et en Belgique. La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets se produise essentiellement endéans les 6 prochaines années.

29 Provisions pour autres risques et charges

(€ milliers)

	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	Total
Au terme de l'exercice précédent	19 742	32 537	52 279
- Variation de périmètre		-3 313	-3 313
- Dotations	10 711	21 469	32 179
- Reprises	-1 166	-8 717	-9 883
- Utilisations (inclus dans « Autres charges d'exploitation »)	-10 115	-6 077	-16 192
- Actualisation (inclus dans « Coûts financiers nets »)		1 224	1 224
- Écarts de conversion	-41	-1 034	-1 075
- Transferts	-551	13 168	12 617
- Autres mouvements		3 417	3 416
Au terme de l'exercice	18 579	52 673	71 253
Dont: - À long terme	5 182	38 888	44 070
- À court terme	13 397	13 786	27 183

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges et contrats déficitaires sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions totales pour autres risques et charges sont passées de EUR 52 279 milliers en 2005 à EUR 71 253 milliers en 2006.

La provision pour restructuration et réorganisation est principalement liée à la restructuration prévue des activités de raffinage établies à Hanau.

Les provisions pour autres risques et charges concernent principalement des provisions pour impôts, litiges et garanties et touchent de nombreuses filiales pour des petits montants.

Elles incluent également des provisions pour contrats déficitaires liés à l'impact de IAS 39 (voir Annexe 9). La dotation de la période pour les provisions pour contrats déficitaires s'élève à EUR 7 848 milliers, partiellement compensée par une reprise de EUR 37 milliers. Le solde de clôture de cette provision de EUR 8 455 milliers est classé en court terme.

Certaines provisions, enregistrées précédemment en compte de régularisation (inclus dans Dettes commerciales et autres dettes) ont été reclassées en provisions pour un montant de EUR 13 millions. Ce mouvement apparaît sur la ligne « Transferts ».

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne les sorties de liquidités relatives aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

30 Annexes au tableau de financement consolidé

Définitions

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La trésorerie d'investissement liée à l'acquisition (et à la vente) de filiales est présentée nette des liquidités acquises (ou vendues) (voir Annexe 9 « Regroupement d'entreprises »).

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions et les amortissements et la variation du besoin en fonds de roulement ;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

(€ milliers)

	31/12/05	31/12/06
Ajustements pour transactions non-cash		
Amortissements	132 613	134 371
Ajustements IAS 39	6 333	20 065
Reclassification des charges non continuées	-4 171	
Goodwill négatif pris en résultats		-2 212
(Reprises de) Pertes de valeur	19 351	14 785
Différence de change sur prêts long terme	-15 257	12 840
Réductions de valeurs (reprises) sur immobilisations financières	578	
Réductions de valeurs sur stock et créances	3 221	10 172
Amortissements des subsides en capital	-191	-2 376
Paiements en actions	1 869	7 712
Variation des provisions	-12 242	2 643
Autres	578	139
	132 682	198 139
Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement		
Impôts sur le résultat de la période	18 649	52 362
Charges (produits) d'intérêts	21 636	33 117
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	809	-15 002
Dividendes reçus	-434	-1 284
Autres	-578	
	40 082	69 194
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement		
Stocks	-117 048	-237 584
Créances commerciales et autres créances	-41 930	-706 523
Dettes commerciales et autres dettes	126 112	813 433
Comme dans le bilan consolidé	-32 866	-130 674
Impact IAS 39	-8 966	-26 643
Transactions non cash (principalement cash-flow hedge)	-62 917	-226 029
Écarts de conversion	27 733	-32 203
Comme dans le tableau de financement consolidé	-77 016	-415 549

A) Variation de la trésorerie d'exploitation

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts est négative de EUR 20,1 millions. Le besoin en fonds de roulement a augmenté de EUR 290,5 millions (en excluant la titrisation) essentiellement suite à la hausse du prix du zinc en 2006.

B) Variation de la trésorerie d'investissement

Les besoins nets de trésorerie pour les activités d'investissement ont augmenté de EUR 161 264 milliers en 2006, principalement du fait du remboursement de la dette de Cumerio vis-à-vis du Groupe en 2005.

Les investissements atteignent EUR 137 613 milliers. La partie des investissements en immobilisations corporelles qui n'est pas liée à des travaux d'entretien, concerne le développement de technologie et les infrastructures dans l'unité « Automotive Catalysts » (notamment un nouveau centre de test à Hanau, Allemagne et de nouvelles lignes de

production en Afrique du Sud, en Chine et au Canada), l'amélioration de la qualité au sein de Electro-Optic Materials en Belgique, l'extension de l'unité de traitement d'acide sulfurique dans Precious Metals Refining, un investissement dans une usine de nitrate d'argent au Brésil pour Catalyst Technologies et, enfin, des développements de nouveaux produits et des investissements en aval pour Zinc Specialties.

C) Variation de la trésorerie de financement

La variation de la trésorerie de financement est principalement liée à l'augmentation nette de l'endettement (EUR 377 425 milliers) associée à l'augmentation de capital de EUR 6 948 engendrée par l'exercice d'options sur actions par le personnel du Groupe. Ces impacts positifs sont partiellement compensés par le paiement de dividendes (EUR 52 984 milliers), le paiement d'intérêts (EUR 32 160 milliers) et le rachat net d'actions propres (EUR 10 944 milliers).

31 Instruments financiers

Umicore utilise des instruments dérivés sur métaux cotés principalement au London Metal Exchange, des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques afin de couvrir les risques structurels et transactionnels sur les métaux, les devises et les taux d'intérêts.

a) Instruments financiers de couverture stratégique :

(€ milliers)

	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2006
Contrat à terme : marchandises vendues	385 412	411 111	-75 440	-350 294
Contrat à terme : marchandises achetées	-6 193		264	
Contrats à terme : devises vendues	374 634	458 020	-7 479	26 420
Contrats à terme : swaps de taux d'intérêts	60 000	142 000	-2 238	760
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			-84 894	-323 114
Reconnu en créances commerciales et autres créances			264	27 506
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-85 187	-350 621
Impact total juste valeur (sociétés associées et joint ventures)			-5 766	-16 565
Total Groupe			-90 660	-339 679

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans la note 3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et est sortie des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir Note 23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : zinc, or, argent, cuivre et plomb.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir l'USD vis-à-vis de l'Euro et de l'AUD.

L'impact sur les sociétés associées et joint-ventures est principalement lié à Padaeng qui détient des contrats à terme de marchandises sur le zinc.

La date de maturité moyenne des instruments financiers de couverture stratégique est novembre 2007 pour les contrats à terme de marchandises, décembre 2007 pour les contrats à terme de devises et mars 2007 pour les swaps de taux d'intérêts.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans le cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

b) autres instruments financiers

(€ milliers)

	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2006
Contrats à terme : vente LME	192 786	191 227	-23 447	-21 926
Contrats à terme : achats LME	-114 464	-193 306	20 851	27 871
Contrats à terme : devises vendues	151 810	81 365	-2 299	1 235
Contrats à terme : devises achetées	-55 559	-47 980	175	-596
Impact fair value total (sociétés consolidées globalement)			-4 720	6 584
Reconnu en créances commerciales et autres créances			5 073	29 723
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-9 793	-23 140
Impact fair value total (sociétés associées et joint ventures)			-401	422
Total Groupe			-5 121	7 006

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans la note 3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading.

Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les « Autres produits d'exploitation » pour les instruments de couverture des marchandises et dans les « Coûts financiers nets » pour les instruments de couverture des devises.

c) Dérivés incorporés

En 2006, une situation contractuelle a été identifiée chez Umicore Zinc Alloys France qui lie une partie des coûts d'électricité (contrat hôte) à l'évolution du prix du zinc (dérivé incorporé).

Le prix de l'option du zinc incorporé au moment de la signature était d'une juste valeur actualisée de EUR 12,6 millions mesurés via « mark-to-market » utilisant les taux à terme. La prime d'option miroir a été amortie pour un montant de EUR 8,7 millions via le compte de résultats. À la clôture, la juste valeur actualisée était de EUR 27,6 millions soit un changement de juste valeur de EUR 15,0 millions reconnus dans le compte de résultats également. Un revenu d'impôt différé a été comptabilisé et reconnu pour un montant de EUR 8,1 millions.

Au moment de la clôture, le bilan comprend EUR 27,6 millions enregistrés sous la rubrique « Autres dettes », EUR 3,9 millions comme charges différées à amortir et EUR 8,1 millions comme impôt différé actif.

Sous IFRS, Umicore peut seulement reconnaître l'impact négatif du prix du zinc plus élevé et non le contrat sur le prix de l'électricité sous-jacent, qui est sensiblement meilleur que les prix du marché actuel. Cet impact sera extourné sur la durée de vie du contrat qui échoit en 2009. Les montants ci-dessus sont rapportés sous l'impact IAS 39 (voir note 2.22 et note 9).

En 2006, une situation contractuelle est activée par laquelle des ajustements variables de prix (dérivé incorporé) ont lieu sur la vente (contrat hôte) en 1992 de la participation et du prêt d'Aurifère de Guinée, une concession minière d'or en Guinée.

À la clôture, la direction estime que la valeur actualisée du revenu potentiel de cette source est de EUR 9,2 millions, basé entre autre sur le prix de l'or, sur le potentiel minier, sur les conditions d'exploitation et sur la solvabilité du propriétaire de la mine. Le revenu actuel reconnu en 2006 s'élève à EUR 6,5 millions, ce qui signifie que l'impact total sur le compte de résultat s'élève à 15,7 millions.

32 Droits et engagements non repris au bilan

(€ milliers)

DROITS ET ENGAGEMENTS NON REPRIS AU BILAN	31/12/2005	31/12/2006
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	34 882	285 175
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	10 854	8 296
Garanties reçues	21 540	24 125
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	452 210	582 787
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	245	644
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	154 329	304 612
Engagements commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	281 521	537 777
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1 012 282	1 478 620
Droits et engagements divers	4 312	5 566

A. Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

B. Garanties constituées par le Groupe pour le compte de tiers

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers ou d'un créancier.

C. Garanties reçues

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

D. Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe

sont les biens et les valeurs qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

E. Engagements commerciaux

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

F. Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires en consignation ou sous forme de travail à façon détenus par des tiers.

Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Le Groupe détient suffisamment de stock métal pour satisfaire toutes ses obligations en matière de leasing à la date d'échéance. En date du 31 décembre 2006, le Groupe a une position de leasing nette de EUR 119,3 millions (EUR 119,2 millions en 2005).

33 Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition des IFRS.

Questions environnementales

Le sujet des provisions environnementales est couvert dans son ensemble, y compris les actifs et passifs éventuels à l'annexe 29.

Plastic Investment Company

En juin 1999, Umicore a vendu à Plastic Investment Company (PIC), filiale de la société cotée en Belgique TrustCapital, sa participation dans Overpelt-Plascobel (OVP), pour la somme de EUR 15,49 millions (BEF 625 millions). En avril 2000, PIC a entamé une action en justice pour tenter d'obtenir des dommages correspondant au prix d'achat original. Umicore se voit reproché des actes frauduleux et trompeurs durant les négociations, actes donnant une représentation inexacte de la substance d'OVP et de sa rentabilité. Umicore s'en défend vigoureusement et a déposé des conclusions détaillant sa position auprès du Tribunal de Commerce de Bruxelles en septembre 2002. La procédure est encore en cours, mais Umicore croit que le dossier de PIC est dépourvu de fondement.

Anciens employés de Gécamines

Plusieurs anciens employés de Gécamines, l'entité de l'État congolais qui a repris les actifs congolais d'Union Minière après son expropriation en 1967, se sont adressés aux tribunaux pour obtenir le paiement des sommes dues par Gécamines à l'occasion de leur licenciement. La Société Générale des Minerais, dont les droits et obligations ont été repris par Umicore suite à plusieurs réorganisations, a en effet accepté, de 1967 à 1974, de payer à certains employés de Gécamines des éléments de leur rémunération au cas où Gécamines se trouverait en défaut. En 1974, Gécamines avait accepté de préserver Umicore de cette obligation. Quoique la validité de cette garantie pourrait être contestée, Umicore croit que ce dossier est dépourvu de fondement.

Même si Umicore prévoit d'être obligée de payer certaines sommes à d'anciens employés dans quelques cas, la société croit que globalement, au vu de la jurisprudence actuelle, le résultat de la procédure ne devrait pas avoir d'impact financier majeur sur le Groupe. Il est cependant impossible de faire une quelconque prédiction quant à la décision finale.

Règlement de TVA avec l'inspection spéciale des impôts belge, examiné par les autorités européennes

Bien que la société pensât disposer d'arguments solides pour se défendre devant les tribunaux des accusations de l'inspection spéciale des impôts belge (ISI), le Groupe a conclu en décembre 2000 un accord de règlement avec ce service, concernant la TVA prétendument due sur des livraisons intracommunautaires d'argent à des entreprises italiennes et suisses. Le règlement convenu avec les autorités fiscales belges est légalement valable, définitif et confidentiel. Une plainte contre X a cependant été déposée par quelques personnes, entraînant une enquête officielle. Des documents concernant l'affaire en général et l'accord de règlement en particulier ont été saisis dans les locaux de la société comme dans ceux de l'inspection spéciale des impôts. La société croit fermement qu'en ce qui la concerne, la plainte est dénuée de fondement.

Autres

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

34 Parties liées

(€ milliers)

TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES	31/12/05	31/12/06
Produits d'exploitation	94 567	102 303
Charges d'exploitation	-75 982	-57 202
Produits financiers	106	4
Charges financières	-355	-557
Dividendes reçus	8 806	17 895
BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES	31/12/05	31/12/06
Prêts	2 967	
Créances commerciales et autres court terme	15 024	14 463
Dettes commerciales et autres court terme	10 589	4 414

Rémunération des dirigeants

CONSEIL D'ADMINISTRATION *	2005	2006
Salaires et autres compensations :	369 495	365 500
Partie fixe (€)	172 207	162 000
Partie variable (jetons de présence) (€)	197 288	203 500
- Nombre d'actions détenues	38 458	22 758
- Nombre d'options détenues	4 000	4 000

* sauf Th. Leysen (voir Comité de Direction)

Aucun élément de rémunération variable (excepté jetons de présence) ou autre n'est associé au mandat d'administrateur. Aucun prêt ni garantie n'a été consenti aux membres du Conseil d'Administration.

COMITÉ DE DIRECTION	2005	2006
- Salaires et autres compensations :	3 988 151	4 410 269
Partie fixe (€)	2 574 251	2 483 519
Partie variable (jetons de présence) (€)	1 413 900	1 926 750
- Plan de pension extra-légal (€)	949 847	1 243 642
- Nombre d'actions détenues	199 350	198 350
- Nombre d'options détenues	199 500	214 425

35 Événements importants survenus après la clôture

Après la réunion du conseil d'administration du 14 février 2007, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 2,10 par action serait proposé à l'assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 53 233 263 sur la base du nombre total d'actions émises à l'exclusion des actions propres détenues en trésorerie.

Umicore et Zinifex ont annoncé en décembre 2006 la signature d'un protocole d'accord (« Memorandum of Understanding » ou MoU) qui a pour objectif de fixer les modalités selon lesquelles leurs activités respectives de raffinage et d'alliage de zinc pourraient être mises en commun. La combinaison de ces activités, avec leurs unités de production dans quatre continents, devrait conduire à la création du principal producteur de zinc métal au niveau mondial.

Dans le cadre de sa stratégie conçue pour consolider sa position mondiale dans l'industrie des matériaux techniques à base de métaux précieux, Umicore a acquis en janvier 2007 100 % des activités de l'important producteur américain de matériaux de contact Ames Electro Materials Corp. (AEMC). En 2006, AEMC a réalisé quelques USD 8,5 millions de revenus (en excluant la valeur des métaux précieux). L'entreprise sera entièrement intégrée dans le réseau d'activités Technical Materials d'Umicore et opérera sous le nom d'Umicore Technical Materials North America.

36 Bénéfice par action

	(€)	
	2005	2006
- hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	4,85	7,75
Bénéfice par action dilué	4,76	7,61
- y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	5,68	7,75
Bénéfice par action dilué	5,57	7,61

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

	(€ milliers)	
	2005	2006
Bénéfice net consolidé, part du Groupe		
- hors activités non continuées	121 425	195 848
- y compris activités non continuées	142 200	195 848

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

Pour le bénéfice par action de base :

	2005	2006
Nombre d'actions en circulation au 1er janvier	25 454 875	25 811 050
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	25 811 050	26 010 025
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	25 035 626	25 273 277

En 2005, 198 975 nouvelles actions ont été émises en conséquence de l'exercice d'actions sur options avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a racheté 140 030 actions propres et a utilisé 99 375 de ses actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions. Au 31 décembre 2006, Umicore détenait 660 852 actions propres, représentant 2,54 % du nombre total d'actions en circulation à cette date.

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation.

Pour le bénéfice par action dilué :

	2005	2006
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	25 035 626	25 273 277
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	500 306	456 022
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	25 535 932	25 729 299

Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

37 Activités non continuées

Le 28 avril 2005, les actionnaires d'Umicore ont approuvé la scission partielle des activités cuivre de la société, apportées à une nouvelle société cotée nommée Cumerio. Le profit net de Cumerio pour la période précédant la scission apparaît dans les comptes consolidés 2005 d'Umicore à la rubrique "Activités non continuées".

38 Évolution des normes IFRS

Les normes, amendements et interprétations suivants, applicables à partir de ou après le 1er janvier 2007, n'ont pas été adoptées de façon anticipative par le Groupe :

- IAS 1, Amendement sur l'information à fournir sur le capital (applicable à partir du 1er janvier 2007)
- IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir et amendement complémentaire à IAS 1, présentation des états financiers - information sur le capital (applicable à partir du 1er janvier 2007)
- IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2 (applicable à partir du 1er mai 2006, sujet à approbation par l'UE)

- IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés (applicable à partir du 1er juin 2006)
- IFRIC 10, information financière intermédiaire et perte de valeur (applicable à partir du 1er novembre 2006, sujet à approbation par l'UE)
- IFRIC 11, IFRS 2 - Actions propres et transactions intragroupe (applicable à partir du 1er mars 2007, sujet à approbation par l'UE)
- IFRIC 12, Accords de concession de services (applicable à partir du 1er janvier 2008, sujet à approbation par l'UE)
- IFRS 8, Information sectorielle (applicable à partir du 1er janvier 2009)

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé. Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

UMICORE
rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore

(€ milliers)

BILANS ABRÉGÉS AU 31 DÉCEMBRE	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
1. ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISÉS	3 369 211	3 033 931	3 311 672
I. Frais d'établissement	3 748	2 791	1 834
II. Immobilisations incorporelles	17 150	16 982	12 540
III. Immobilisations corporelles	288 025	278 406	227 868
IV. Immobilisations financières	3 060 288	2 735 752	3 069 431
ACTIFS CIRCULANTS	592 037	767 006	775 952
V. Créances à plus d'un an	17 237	17 274	388
VI. Stocks	268 632	312 039	257 007
VII. Créances à un an au plus	243 719	400 060	457 268
VIII. Placements de trésorerie	51 403	27 479	33 462
IX. Valeurs disponibles	4 016	3 399	15 181
X. Comptes de régularisation	7 030	6 756	12 645
TOTAL DE L'ACTIF	3 961 248	3 800 937	4 087 624
2. PASSIF			
CAPITAUX PROPRES	1 043 328	718 386	732 711
I. Capital	563 161	459 679	463 223
II. Primes d'émission	97 212	986	4 391
III. Plus-value de réévaluation surplus	98	98	98
IV. Réserves	213 059	154 738	167 367
V. Résultat reporté	74 560	64 721	36 573
Vbis. Résultat de la période	94 960	37 925	59 328
VI. Subsidés en capital	278	240	1 733
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS			
VII. A. Prov. pour risques et charges	144 067	126 019	98 662
DETTES	2 773 853	2 956 532	3 256 251
VIII. Dettes à plus d'un an	1 587 079	1 405 074	1 433 074
IX. Dettes à un an au plus	1 114 418	1 500 928	1 751 461
X. Comptes de régularisation	72 356	50 529	71 716
TOTAL DU PASSIF	3 961 248	3 800 937	4 087 624

(€ milliers)

COMPTE DE RÉSULTATS	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
I. Ventes et prestations	2 020 000	1 990 215	2 415 039
II. Coût des ventes et des prestations	-1 893 613	-1 991 727	-2 411 935
III. Résultat d'exploitation	126 387	-1 512	3 104
IV. Produits financiers	298 783	176 946	185 080
V. Charges financières	-324 619	-201 104	-132 259
VI. Résultat courant avant impôts	100 550	-25 671	55 925
VII. Produits exceptionnels	26 287	69 966	15 379
VIII. Charges exceptionnelles	-28 250	-6 177	-12 104
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	98 587	38 119	59 200
X. Impôts sur le RÉSULTAT	-3 627	-194	127
XI. Résultat de l'exercice	94 960	37 925	59 328
XII. Prélèvements/transfert aux réserves immun.	677		
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	95 637	37 925	59 328
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS	2004	2005	2006
A. Résultat à affecter	215 140	152 895	161 973
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	94 960	37 925	59 328
2. Bénéfice - Perte reportée	120 180	114 970	102 645
C. Affectations aux capitaux propres	-4 071	-2 926	-12 629
2. À la réserve légale	-4 748	-1 897	-2 966
3. À la réserve pour actions détenues en propre	677	-1 029	-9 663
D. Résultat à reporter ⁽¹⁾	-169 520	-103 081	95 900
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	-169 520	-103 081	95 900
F. Bénéfice à distribuer ⁽¹⁾	-41 549	-46 888	-53 443
1. Dividendes			
- actions ordinaires EUR 2,10	-41 549	-46 888	-53 443

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2007, le dividende de EUR 2,10 brut par action restant inchangé.

ÉTAT DU CAPITAL	(€ milliers)	Nombre d'actions	
A. Capital social			
1. Capital souscrit			
Au terme de l'exercice précédent	459 679	25 811 050	
Au terme de l'exercice	463 223	26 010 025	
2. Représentation du capital			
2.1. Catégories d'actions			
Actions ordinaires	463 223	26 010 025	
2.2. Actions nominatives ou au porteur			
Nominatives		17 867	
Au porteur		25 992 158	
E. Capital autorisé non souscrit ⁽¹⁾	46 000		
G. Structure de l'actionariat ⁽²⁾	% capital	Nombre d'actions	
Parfimmo SA, Rue du Bois Sauvage 17, 1000 Bruxelles	3,10	806 489	
Autres	94,36	24 542 684	
Titres détenus par Umicore	2,16	560 852	
Titres détenus par Umicore Finance	0,38	100 000	
	100,00	26 010 025	
	dont free float	100,00	26 010 025

(1) L'assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 2006 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital de EUR 46 000 000.

(2) Au 31 décembre 2006, 821 930 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces 821 930 options incluent 364 275 droits de souscription et 457 655 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

La réserve légale de EUR 35 711 milliers qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

Bruxelles, le 14 février 2007
Le Conseil d'administration

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ UMICORE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2006

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés d'Umicore et de ses filiales (le "Groupe") pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2006, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des flux de trésorerie et des produits et charges reconnus dans les capitaux propres pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant le résumé des principales règles d'évaluation et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR(000) 3.775.949 et le compte consolidé de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR(000) 195.848.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du Groupe visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du Conseil d'Administration et des préposés du Groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2006, présentés aux pages 69 à 109, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport consolidé de gestion présenté aux pages 1 à 68 et 111 à 127 traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Dans le cadre de notre contrôle des comptes annuels d'Umicore, nous nous sommes assurés que le Conseil d'Administration de la société a respecté les dispositions légales applicables aux situations d'intérêt opposé de nature patrimoniale. Ces opérations ont, conformément au Code des Sociétés, fait l'objet d'une mention spécifique dans notre rapport sur les comptes annuels d'Umicore.

20 mars 2007

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises
Représenté par

Raf Vander Stichele
Reviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe Garden, Woluwedael 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Registre des personnes morales/Rechtspersonenregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel/ TVA/BTW BE 429.501.944 / ING 310-1381195-01

Déclaration de certification du rapport en matière d'environnement, de santé, de sécurité et d'aspects sociaux

Portée

Umicore a chargé ERM CVS de certifier en toute indépendance les informations et données relatives à l'environnement, la sécurité, la santé et les aspects sociaux figurant au Rapport 2006 d'Umicore aux actionnaires et à la société (ci-après dénommé le rapport). L'objet de cette certification est d'établir l'exactitude des renseignements communiqués et de les comparer aux critères de la Global Reporting Initiative (GRI 2002 Sustainability Reporting Guidelines – Directives de reporting 2002 de la GRI en matière de développement durable).

Umicore est responsable de l'établissement du rapport et de son contenu.

Méthodologie de certification

Dans le cadre de cette mission de certification, notre approche a consisté à évaluer les systèmes de gestion de données, à contrôler de façon aléatoire la chaîne de conservation des données, à consulter des données originales et des données consolidées, ainsi qu'à avoir des entretiens avec des membres du personnel, à tous les niveaux hiérarchiques de l'entreprise, et ce tant au sein du département central que des entités opérationnelles. Ces contrôles ont donné lieu à une série de réunions avec le personnel en charge de collecter et d'interpréter les données destinées à figurer au rapport. Notre mission a aussi donné lieu à une analyse de l'approche et des résultats d'Umicore en ce qui concerne la vérification interne des données. Nous avons passé en revue un échantillon des études présentées dans ce rapport. Nous n'avons pas pris part aux rencontres avec les parties prenantes.

Nous nous sommes rendus sur des sites d'exploitation dans le but de vérifier les données et les processus de gestion de celles-ci à l'échelle des entités faisant rapport. En tout, ERM CVS a visité sept sites répartis dans le monde entier : Hanau (Allemagne), Amsterdam (Pays-Bas), Hoboken (Belgique), Vicenza (Italie), Singapour, Suzhou (Chine) et Arab (USA).

Certification

Selon notre opinion et conformément aux activités de certification que nous avons menées, les informations fournies en matière de développement durable traduisent, de manière fidèle et crédible, la performance d'Umicore en 2006. Nous n'avons pas relevé d'erreurs, d'omissions ni d'inexactitudes en relation avec l'information présentée. Dès lors, nous corroborons la déclaration d'Umicore selon laquelle le rapport de développement durable a été rédigé dans le respect des directives 2002 de la GRI.

La mise en œuvre d'un nouvel instrument de collecte des données en vue d'un reporting mondial en matière de développement durable a permis d'améliorer la compréhension interne des besoins de gestion des données, ainsi que le caractère vérifiable de celles-ci. Les audits de sites nous ont permis de constater que les grosses structures d'Umicore avaient une bonne compréhension de l'intérêt des données et avaient déployé des approches solides en cette matière. Les défis persistent sur les sites de moindre envergure, et ce en vue d'établir des processus efficaces à même de fournir des données cohérentes et exhaustives.

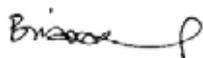
Recommandations

Nos recommandations se présentent comme suit:

- Umicore formule des pistes supplémentaires à propos des attentes et des résultats escomptés dans le cadre des objectifs 2006 - 2010 en matière de développement durable. En particulier, les quatre Business Groups d'Umicore doivent être encore davantage encouragés à intégrer la gestion des objectifs de développement durable dans les processus existants mis en œuvre pour répondre à d'autres objectifs clés de l'entreprise.
- S'agissant de ses objectifs sociaux, Umicore donne des indices complémentaires quant à l'interprétation des définitions et la manière dont les entités faisant rapport vont démontrer leurs performances par rapport aux objectifs.
- Umicore argumente et commente son approche institutionnelle de l'engagement vis-à-vis des parties prenantes de telle sorte qu'elle est en mesure de montrer pleinement comment ces avis sont recueillis et considérés par Umicore dans son rapport.
- Les responsabilités, les procédures et les processus sont établis en fonction de la vérification interne dont doivent bénéficier les données transmises au département central.

Notre indépendance

ERM CVS est membre du groupe ERM. La mission qu'elle réalise pour le compte de sa clientèle a trait exclusivement aux activités de certification et aux programmes de formation indépendants, liés à l'audit des techniques et des démarches. Nos processus visent à garantir que la mission que nous menons pour nos clients est totalement exempte d'erreurs et dénuée de conflit d'intérêts. ERM CVS a effectué en toute indépendance la vérification du reporting des performances d'Umicore en matière de développement durable. Notre indépendance a été garantie par la sélection d'une équipe de certification n'ayant aucun lien avec Umicore. Celle-ci était composée de collaborateurs en poste au Royaume-Uni et aux États-Unis. ERM CVS et le personnel qui a mené la mission de certification ne fournissent à Umicore aucun service, de quelque nature que ce soit.



Brian Kraus – Chief Executive Officer
Mars 2007

ERM Certification and Verification Services
London
www.ermcvs.com
Courriel : post@ermcvs.com

Email: post@ermcvs.com



RAPPORT DE GOUVERNANCE

Introduction

Umicore a publié une Charte de gouvernance d'entreprise conforme au Code belge en la matière. Ce document décrit de manière détaillée les organes, politiques et procédures du Groupe Umicore en matière de gouvernance. Cette Charte peut être consultée sur demande auprès du siège social d'Umicore ou sur www.governance.umicore.com.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et sa philosophie organisationnelle de base dans un document intitulé «The Umicore Way». Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général.

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le Groupe Umicore et à adhérer aux stratégies, aux politiques et aux normes de celui-ci.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'un système approprié de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un parfait équilibre entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et un procédé efficace de pilotage et de contrôle.

La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du Conseil d'administration, de l'administrateur délégué et du Comité de direction. Ce rapport fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel 2006.

Structure organisationnelle

Le Conseil d'administration d'Umicore est l'organe suprême de prise de décision d'Umicore, sauf pour ce qui est des questions que le Code des sociétés et les statuts réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans son rôle par un Comité d'audit et un Comité de nomination et rémunération.

La gestion courante d'Umicore a été déléguée à l'administrateur délégué qui est également président du Comité de direction.

Umicore est organisée en business groups qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines orientées vers leur marché. Chaque business group est représenté au Comité de direction.

Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du Groupe basée sur des pôles géographiques, Umicore a instauré des plates-formes complémentaires de gestion régionale dans certaines

zones. Le centre du Groupe est établi à Bruxelles, en Belgique. Ce centre remplit pour l'ensemble du Groupe une série de fonctions d'assistance, telles que les finances, la coordination des ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité, l'informatique et les relations avec le public et les investisseurs.

Actionnaires

Actions émises

Au 31 décembre 2006, 26 010 025 actions d'Umicore étaient en circulation. L'historique et le suivi actualisé du nombre d'actions émises sont disponibles à l'adresse www.investorrelations.umicore.com, de même qu'une liste des principaux actionnaires.

En 2006, 198 975 actions nouvelles ont été créées et octroyées aux managers établis en Belgique à la suite de l'exercice de leurs options sur actions avec droits de souscription.

En 2006, Umicore a racheté 140 030 de ses actions propres et octroyé 99 375 de ses actions propres dans le cadre de ses plans d'options sur actions et 10 900 actions dans le cadre d'une cession d'actions. Au 31 décembre 2006, Umicore détenait 660 852 actions en propre.

La Charte de gouvernance d'entreprise décrit les modalités de l'autorisation accordée par les actionnaires à Umicore en vue d'acquiescer ses actions propres.

Selon les termes d'une décision prise lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 2006, le Conseil d'administration est autorisé, pour une période de cinq ans, à augmenter le capital social d'un montant maximum de € 46 millions conformément aux modalités qu'il définira.

Politique et paiement des dividendes

La politique d'Umicore consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci était susceptible de nuire à la stabilité financière de l'entreprise.

En 2006, Umicore a payé un dividende brut de € 1,85 par action au titre de l'exercice 2005 (contre € 1,65 en 2005 au titre de l'exercice 2004).

Assemblées des actionnaires 2006

L'assemblée générale ordinaire (AGO) des actionnaires a lieu le dernier mercredi d'avril à 17 heures. Le lieu de l'assemblée est communiqué au moins 24 jours avant la « date d'enregistrement », méthode actuellement retenue par le Conseil d'administration dans la convocation (l'assemblée se tient normalement à Bruxelles, Belgique, cinq jours ouvrables après la « date d'enregistrement »).

L'AGO 2006 a eu lieu le 26 avril. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions suivantes :

- Approbation des comptes 2005 et affectation du résultat ;
- Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat en 2005 et décharge au commissaire aux comptes pour ses missions d'audit de 2005 ;
- Réélection en qualité d'administrateurs, pour une période de trois ans expirant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire de 2009, de Messieurs Karel Vinck, Thomas Leysen, Jean-Luc Dehaene et Klaus Wendel.
- Approbation de la rémunération du Conseil d'administration pour 2006.

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 26 avril 2006. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté la résolution suivante :

- Autoriser l'entreprise à acquérir en Bourse, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de 2007, un nombre d'actions propres de l'entreprise correspondant à un maximum de 10 % du capital souscrit, à un cours unitaire compris entre un minimum équivalent au cours le plus bas à la clôture des 20 dernières séances précédant la date d'acquisition moins dix pour cent (10 %) et un maximum de € 200 par action. Cette proposition comprend également l'autorisation donnée aux filiales de l'entreprise d'acquérir en bourse, ou de quelque autre manière que ce soit, des actions de l'entreprise conformément aux conditions d'autorisation octroyées à l'entreprise (pour plus de détails, voir la Charte de Gouvernance d'entreprise d'Umicore).

Une Assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 24 octobre 2006. Au cours de cette AGE, les actionnaires ont approuvé les résolutions suivantes :

- Autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social d'un montant maximum de € 46 millions.
- Fusion par absorption d'Umicore Immo, détenue à 100% par Umicore

Conseil d'administration

Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser quatre ans, mais ils sont rééligibles.

Au 31 décembre 2006, le Conseil d'administration était composé de neuf membres : huit administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif.

Sept des neuf administrateurs sont des administrateurs indépendants au sens de l'annexe 3 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

Rémunération

- Allocation annuelle du président :
 - partie fixe : € 36 000
 - partie variable : € 5 000 par présence à chaque réunion.
- Allocation annuelle d'un administrateur
 - partie fixe : € 18 000
 - partie variable : € 2 500 par présence à chaque réunion.

Le montant total des rémunérations allouées aux administrateurs en 2006 en vertu de leurs activités au sein de la société s'est élevé à € 365 500.

Aucun élément de rémunération variable ou autre (à l'exception des jetons de présence) n'est associé au mandat d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2006, les membres du Conseil d'administration détenaient un total de 204 758 actions. À cette même date, un membre détenait également 4 000 options sur actions. Ces options sont détenues par un administrateur qui était précédemment un membre du Comité de direction.

Le Conseil d'administration s'est réuni sept fois en 2006.

En 2006, le Conseil d'administration a examiné et approuvé les comptes. Il a aussi passé en revue les plans et budgets stratégiques et opérationnels. Il a examiné et avalisé plusieurs opérations de fusion/acquisition, en particulier la joint-venture proposée entre les entités d'alliage de zinc de l'entreprise et celles de l'entreprise australienne Zinifex. Le Conseil d'administration a également approuvé un investissement de € 50 millions dans l'usine de raffinage des métaux précieux d'Hoboken. D'autres points importants étaient à l'ordre du jour : planification de la succession, analyse des évaluations des risques commerciaux du groupe et un examen du portefeuille technologique de l'entreprise.

Comités

Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants.

Le Comité d'audit s'est réuni quatre fois en 2006.

En 2006, les principaux points abordés et réglés par le Comité d'audit ont concerné la revue obligatoire des états financiers, l'examen et le planning du département d'audit interne, la vérification de l'indépendance du commissaire le contrôle des rémunérations versées. Une évaluation des processus de gestion de risques au niveau du Groupe, ainsi que de la situation fiscale d'Umicore ont été entreprises. Le Comité d'audit a également évalué ses propres performances en 2006.

Rémunération

- Président: € 6 000 par présence à chaque réunion.
- Membre: € 4 000 par présence à chaque réunion.

Comité de nomination et rémunération

Le comité de nomination et rémunération se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants. Il est présidé par le président du Conseil d'administration.

En 2006, le comité de nomination et rémunération s'est réuni une fois.

En 2006, le Comité de nomination et de rémunération a débattu et a décidé du niveau de rémunération du Comité de direction, les plans d'option sur actions des cadres supérieurs pour 2006 et le recrutement d'un nouveau Chief Financial Officer.

Compensation:

- Président: € 4 000 par présence à chaque réunion.
- membre: € 3 000 par présence à chaque réunion.

Comité de direction

Composition

Le Comité de direction est conforme à la notion de « Comité de direction » définie par l'article 524bis du Code des Sociétés. Le terme « Comité de direction » est utilisé dans cette acception ci-dessous.

Le Comité de direction est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par un président, désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité de nomination et rémunération. Le Comité de direction dans son ensemble ou n'importe quel membre de celui-ci peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration.

Nom	Participation aux réunions du Conseil	Participation aux réunions des Comités	Rémunération totale (en €)	Actions détenues au 31/12/2006
Karel Vinck	7 de 7	1 de 1	75 000	20 000
Thomas Leysen	7 de 7		Voir Comité de direction	182 000
Isabelle Bouillot	6 de 7	5 de 5	52 000	
Uwe-Ernst Bufe	6 de 7		33 000	
Jean-Luc Dehaene	6 de 7		33 000	33
Arnoud de Pret	6 de 7	4 de 4	49 000	1 000
Jonathan Oppenheimer	4 de 7		28 000	
Guy Paquot	6 de 7	1 de 1	36 000	300
Klaus Wendel	7 de 7	4 de 4	59 500	1 425

Analyse de la performance

Une analyse de la performance de chaque membre du Comité de direction est présentée annuellement par l'administrateur délégué au Conseil d'administration. Chaque année, le Conseil se réunit également en session exécutive afin d'analyser et de discuter de la performance de l'administrateur délégué.

Rémunération

Pour l'année 2006, un montant brut global de € 4410269 a été attribué aux membres du Comité de direction y compris l'administrateur délégué; sur ce montant, € 1926750 ont été versés au titre de rémunération variable liée aux résultats de 2006. Une partie de cette rémunération variable, soit € 855305 consistera en actions d'Umicore que les membres du Comité de direction se sont engagés à conserver au moins deux ans. Pour les membres du Comité de direction, les avantages comprennent un plan de pension extra-légal, dont le coût s'est élevé à € 1243642. La rémunération de l'administrateur délégué a consisté en une partie fixe de € 500000, une partie variable de € 450000 et d'autres avantages à raison de € 123183. La majeure portion de la partie variable, soit € 449280 consistera en actions d'Umicore, que l'administrateur délégué s'est engagé à conserver au moins deux ans.

Pour les membres du Comité de direction, la rémunération variable peut représenter 0 à 60 % de la rémunération fixe. Dans le cas de l'administrateur délégué, cela peut atteindre 100% de la compensation fixée. Elle contient une composante liée aux prestations individuelles (moyennant le respect des valeurs du Groupe), une autre en rapport avec l'objectif d'EBIT (supérieur au coût du capital) que se sont fixé les unités sur lesquelles les membres du Comité de direction exercent une influence directe et une troisième relative au rendement des capitaux engagés de l'ensemble du Groupe. De plus, chaque membre du Comité de direction a reçu 500 actions en récompense des performances générales du groupe en 2006. Cette récompense est incluse dans la partie variable référencée au paragraphe précédent.

En 2006, 57925 options sur actions ont été allouées aux membres du Comité de direction dans le cadre de l'enveloppe de rémunération variable, à un prix d'exercice de € 112,73. L'administrateur délégué s'est vu allouer 25000 options, les autres membres du Comité de direction en recevant 5000 chacun à l'exception de Martine Verluyten qui a reçu 2925 options (à la suite de son entrée dans l'entreprise en juin 2006).

Au total, fin 2006, 214425 options sur actions allouées par la société étaient émises au nom des membres du Comité de direction, avec des prix d'exercice compris entre € 26,10 et

€ 112,73. Au cours de l'année 2006, les membres du Comité de direction ont exercé 43000 options accordées par la société. Au 31 décembre 2006, les membres du Comité de direction détenaient ensemble un total de 198350 actions.

En cas d'interruption de mandat d'un membre du Comité de direction dans les 12 mois suivant un changement du contrôle de l'entreprise, ce membre recevrait une compensation globale correspondant à 36 mois de rémunération fixe.

Code des Sociétés - Article 523

Le 14 février 2007, avant que le Conseil n'envisage la mise en œuvre d'un plan d'intéressement via des options sur actions (ISOP 2007), Thomas Leysen avait déclaré qu'il avait un intérêt de nature patrimoniale direct en ces matières, dans la mesure où il serait bénéficiaire de ce plan. En vertu de l'article 523 du Code des Sociétés, Thomas Leysen n'était donc pas présent aux délibérations du Conseil concernant ces décisions et n'a pas pris part au vote. Les modifications de la valeur nette de l'entreprise découlant de ces décisions ont été communiquées conformément au Code des Sociétés belge dans le rapport du Conseil sur les comptes sociaux.

Rémunération du commissaire

La rémunération du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes international s'est élevée à € 2,9 millions, en ce compris € 0,6 million pour la révision des comptes sociaux.

Au cours de 2006, la société a demandé au commissaire du Groupe de lui fournir assistance et conseils relatifs à différentes questions, en sus de sa mission de révision des comptes. Les honoraires payés au commissaire pour ces travaux se sont élevés à € 0,3 million pour les services de type audit et € 0,7 million pour les services de type non-audit (dont € 0,2 millions pour des missions fiscales et € 0,3 millions pour des travaux de due diligence).

Le mandat du commissaire arrive à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2008.

Un document énumérant les critères d'indépendance du commissaire peut être obtenu auprès de la société ou consulté sur www.governance.umicore.com.

Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du Conseil d'administration. Ce Code est indispensable si Umicore entend créer et préserver une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les instances gouvernementales et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour son compte exercent leurs activités dans le respect de l'éthique, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures.

L'annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore comporte une politique spécifique couvrant l'application de la législation belge en matière de délit d'initié et de manipulation boursière. Le texte intégral du Code de conduite, de la Charte de gouvernance d'entreprise, ainsi que de la politique en matière de délit d'initié et de manipulation boursière sont disponibles sur simple demande ou peuvent être consultés sur www.governance.umicore.com.

Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise en vigueur chez Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise, à l'exception de l'article 8.9 relatif aux assemblées des actionnaires. Dans un souci d'efficacité, Umicore a décidé de déroger au principe visant à ramener de 20 % à 5 % du capital souscrit, le seuil à partir duquel l'actionnaire peut inscrire des propositions à l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires. Toutefois, sans préjudice du droit de refus, le Conseil d'administration prendra en considération toute proposition soumise en temps opportun par un actionnaire.

Gestion des risques

La direction d'Umicore développe les activités du Groupe sous l'angle d'une approche entrepreneuriale où la prise de risques calculés fait partie intégrante du développement des activités. Afin d'exploiter avec succès les opportunités et, parallèlement, de limiter les pertes éventuelles, Umicore met en œuvre un vaste système de gestion des risques. L'objectif de ce dernier est de permettre à l'entreprise d'identifier les risques et de les réduire si possible à un niveau acceptable.

Évaluation des risques

Dans le système de gestion des risques, la première phase consiste à identifier les divers risques et à les contenir. En raison de la structure d'activités décentralisée d'Umicore, le premier niveau d'identification des risques se situe, dès lors, au niveau des business units du Groupe.

Umicore a mis au point une procédure d'évaluation des risques pour ses activités (Business Risk Assessment, BRA) que chaque business unit et chaque département du Groupe seront tenus d'appliquer chaque année. Cette procédure BRA impose que l'ensemble des entités procède à un examen des risques afin d'identifier tout risque significatif (qu'il soit financier ou non) susceptible d'empêcher l'entreprise d'atteindre ses objectifs. La procédure prévoit une description détaillée des risques identifiés ainsi qu'une évaluation de leur impact et de leur probabilité. Enfin, les entités doivent fournir la description des mesures adoptées à court, moyen et long terme afin de réduire ou de compenser ces risques. Ces BRA sont alors communiquées au membre du Comité de direction responsable du domaine d'activités en question. Une analyse consolidée est effectuée au niveau du Comité de direction et ces résultats sont présentés au Conseil d'administration.

Selon les principes de The Umicore Way, la responsabilité en matière d'identification et de gestion des risques s'étend jusqu'au niveau de l'employé. Une structure est en place au sein de l'entreprise afin d'instiller la gestion des risques identifiés aux différents échelons hiérarchiques.

Chaque business unit et chaque département du Groupe endosse dans la mesure du possible, la responsabilité de la gestion des risques qu'il a lui-même identifiés. Il incombe au Comité de direction d'intervenir lorsque la gestion d'un certain risque va au-delà des capacités d'une business unit prise isolément. Par ailleurs, le Comité de direction et l'administrateur délégué sont responsables de façon plus générale de l'identification et de l'approche adoptée en matière de risques ayant un impact sur le Groupe dans son ensemble, tels les risques macroéconomiques.

Un rôle de contrôle particulier est confié au département audit interne d'Umicore afin de s'assurer que la procédure de gestion des risques est respectée et que leur identification et leur gestion au niveau des entités et des départements du Groupe sont réalisées efficacement.

Il incombe au Comité de direction d'informer le Conseil d'administration des risques les plus significatifs et des mesures de gestion des risques adoptées dans ce contexte. Le Comité d'audit du Conseil d'administration procédera à une analyse annuelle des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. En 2006, cet examen s'est déroulé lors de la réunion du Conseil d'administration du 12 juin.

Risques

Umicore est confrontée à des risques qui peuvent être répertoriés comme suit :

Stratégiques : recouvrant les risques liés à la conjoncture macroéconomique, au contexte financier, au renom de l'entreprise, au contexte politique et au contexte législatif.

Opérationnels : recouvrant les risques liés à l'évolution de la demande des clients, l'approvisionnement en matières premières, la distribution des produits, les crédits, la production, les relations industrielles, les ressources humaines, l'infrastructure IT, la santé et la sécurité au travail, le contrôle des émissions, l'impact des activités présentes et passées sur l'environnement, la sécurité des produits, la sécurité des actifs et des informations, la réhabilitation après sinistre.

Financiers : recouvrant les risques liés à la trésorerie, les impôts, les prévisions et la budgétisation, la précision et la ponctualité des rapports, le respect des normes comptables, la fluctuation du prix des métaux et des taux de change, les couvertures de risques.

La plupart des entreprises industrielles sont généralement confrontées à plusieurs des risques énumérés ci-dessus. Il n'entre pas dans nos intentions de détailler exhaustivement dans le présent rapport chacun des risques encourus par l'entreprise. Toutefois, la société a voulu mettre en exergue ces risques qui sont significatifs pour Umicore ou pour la façon dont Umicore les aborde.

Risque d'approvisionnement

Afin de pouvoir assurer sa production, Umicore dépend d'approvisionnements en matières premières à base de métaux. Certaines de ces matières premières sont relativement rares. Afin de réduire le risque de voir ces approvisionnements mis en péril, Umicore adopte une politique visant à conclure des contrats de longue durée avec ses fournisseurs, quand l'occasion se présente. Dans certains cas, l'entreprise constitue des stocks stratégiques de certaines matières premières essentielles. Par ailleurs, l'entreprise tend à s'approvisionner en matières premières dans des zones géographiques distinctes. De même, du fait de l'importance qu'Umicore accorde au recyclage, ses besoins en approvisionnement ne dépendent que partiellement de matières premières primaires. En effet, une partie importante des besoins de l'entreprise est couverte par des approvisionnements provenant de sous-produits industriels ou de matériaux en fin de vie. Umicore s'emploie dans toute la mesure du possible à établir avec ses clients une relation basée sur un modèle en boucle fermée, combinant en une seule offre le produit acheté par le client et le recyclage des déchets découlant de son utilisation.

Risque de crédit

Umicore est exposée au risque de non-paiement par tiers pour des ventes de biens ou d'autres transactions commerciales. Umicore gère ce risque en appliquant une politique de risque de crédit. L'assurance-crédit est souvent utilisée pour réduire le niveau global du risque mais uniquement dans le cas où les coûts de l'assurance sont justifiés par rapport au degré de risque encouru et lorsque le niveau de concentration de clients le permet. Umicore a également un programme grâce auquel elle est capable de titriser une partie de ses créances commerciales.

Risque de change

Umicore doit faire face à des risques de change structurels, transactionnels et translationnels. Des risques de change structurels surviennent lorsque l'entreprise génère, dans une devise, des revenus supérieurs aux coûts supportés dans cette même devise. La plus grande sensibilité en la matière est celle dérivant de la devise américaine. Auparavant Umicore a pu réduire ce risque en faisant appel à des instruments dérivés, comme les ventes à terme (mieux connues sous le nom de couverture), lorsque les conditions le permettent. Celles-ci comprennent la valeur de la devise à couvrir vis-à-vis de sa moyenne historique et de la liquidité du marché à terme. Umicore publie le détail des opérations de couverture structurelles significatives qu'elle a réalisées. Fin 2006 aucune couverture de taux de change non-liée au prix de métaux était en vigueur. Fin 2006, la sensibilité d'Umicore aux fluctuations du taux de change EUR-USD était (en l'absence de toute opération de couverture et uniquement pour les éléments indépendants du prix des métaux) d'environ € 1 million pour chaque variation d'un cent US du taux de change. Cette sensibilité est calculée sur la base du taux de change à la fin de l'année 2006.

Le risque de change transactionnel, c.-à-d. le risque de voir la valeur d'une devise se modifier entre le moment où le prix est fixé avec le client ou le fournisseur et le moment où la transaction s'effectue, fait l'objet d'une couverture systématique de la part d'Umicore.

Par ailleurs, l'entreprise encourt un risque de change transactionnel lors de la consolidation des revenus des filiales qui n'utilisent pas l'euro comme devise des états financiers. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture.

Vous trouverez davantage d'informations concernant les risques de change, les sensibilités et les instruments de couverture actuels dans la note 3 des états financiers.

Risque du prix des métaux

Umicore est également exposée à des risques structurels et transactionnels relatifs aux prix de certains métaux. Le risque structurel du prix des métaux est principalement imputable à l'influence du prix des métaux sur les frais de traitement et la valeur des bonis de métaux. Le risque le plus significatif se présente pour le zinc, tandis que la sensibilité au prix des métaux précieux est moindre (et variable). En l'absence de toute couverture, la sensibilité d'Umicore au prix du zinc à la fin 2006 (en tenant compte d'un facteur de change, étant donné que le prix du zinc est exprimé en dollars US) se chiffrait à environ € 15-17 millions pour chaque variation de € 100 par tonne du prix du zinc pour les activités de Zinc Alloys et pour la participation de 47% dans Padaeng industry. Pour les autres activités de Zinc - Produits Spéciaux la sensibilité est estimée à € 2 millions pour une variation de € 100 par tonne de zinc. Umicore s'emploie à limiter les risques liés au prix des métaux en faisant appel à des techniques de couverture (chaque fois qu'elle le peut en combinant couverture de change et couverture du prix des métaux), lorsque les conditions du marché le permettent. Celles-ci comprennent le prix du métal à couvrir vis-à-vis de sa moyenne historique et de la liquidité du marché à terme. Umicore publie le détail des opérations de couverture structurelles pour ses activités de zinc.

Les risques transactionnels relatifs au prix des métaux, c.-à-d. le risque de voir le prix d'un métal se modifier entre le moment où le prix est fixé avec le client ou le fournisseur et le moment où la transaction s'effectue, fait l'objet d'une couverture maximale de la part de l'entreprise, principalement par des contrats à terme.

Vous trouverez davantage d'informations concernant les risques liés au prix des métaux, les sensibilités et les instruments de couverture actuels relatifs au prix des métaux dans la note 3 des états financiers.

Risque technologique

Nombreuses sont les entités d'Umicore à mettre au point des produits présentant une technologie innovante et à être actives sur des marchés se caractérisant par une évolution technologique rapide et significative, capable de rendre les technologies et les produits existants non compétitifs ou obsolètes. Tant les produits matures d'Umicore que ceux se trouvant en phase de mise au point sont confrontés à ce risque. Afin de limiter ce type de risques, Umicore consacre des montants importants aux efforts de recherche et de développement, tant dans le domaine des produits que dans celui des technologies des procédés. En 2006, ces investissements se chiffraient à 5 % des revenus du Groupe (hors métaux). Les dépenses réelles en Recherche et Développement ont augmenté de € 112 millions en 2005 à € 115 millions en 2006.

Risque de substitution

Tout naturellement, les clients d'Umicore entendent dégager pour leurs produits le meilleur rapport coût-performance. Le risque existe en permanence de voir les clients rechercher des matériaux de substitution afin de les intégrer à leurs produits, si Umicore devait ne pas offrir cet idéal d'équilibre. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux dont le prix sont depuis toujours sujets à volatilité). Umicore tente d'aller au-devant de cette tendance en développant elle-même des solutions de substitution faisant appel à des matériaux moins coûteux, aux prix moins volatiles et, dans la mesure du possible, sans impact sur les performances du produit du client.

Risque législatif

À l'instar de nombreuses entreprises, Umicore est exposée aux changements du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Il est à remarquer que les activités d'Umicore risquent de bénéficier de certaines orientations réglementaires, notamment celles qui concernent des contrôles d'émission plus rigoureux pour les véhicules et le recyclage obligatoire des produits en fin de vie tels que les appareils électroniques. Certaines législations environnementales représentent de véritables challenges au niveau opérationnel. La directive REACH entrera en vigueur en juin 2007 pour toute l'Union Européenne et imposera la création de nouvelles procédures opérationnelles concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Umicore a examiné l'impact potentiel de cette réglementation depuis 2004 et s'est préparée à tous les changements qui pourraient être nécessaires au niveau des opérations ou de la gestion des produits. Un processus de gestion a été mis en place pour coordonner les efforts des business units. Dans le contexte de cette approche coordonnée, toutes les business units devront avoir terminé l'inventaire ainsi que des évaluations d'approvisionnement et

avoir soumis un plan de mise en place de REACH pour la mi-2007. Deux des quatre plateformes de la stratégie d'innovation d'Umicore sont « Compétences ESS » et « Technologie analytique ». Ces plateformes ont pour but de s'appuyer sur les compétences d'Umicore en facilitant l'introduction sur le marché de ses produits, ce qui devient de plus en plus important au regard des réglementations de plus en plus strictes pour les matériaux et les produits chimiques.

Relations avec les parties concernées

Umicore est une entreprise industrielle internationale cotée en bourse. À ce titre, nous sommes en relation avec un certain nombre de parties qui portent un intérêt à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que notre entreprise est capable de bâtir avec ces parties (stakeholders) a une influence directe sur nos résultats.

En mai 2006, Umicore a organisé pour la première fois un événement avec un large éventail de groupes d'intérêts sur son site d'Olen en Belgique. Umicore a invité plusieurs associations et organisations non gouvernementales ainsi que des représentants des pouvoirs locaux dans les zones où Umicore est présent. Au cours de cette manifestation, la direction (y compris l'administrateur délégué) a répondu à plusieurs questions: approvisionnement en matières premières de la République démocratique du Congo et les conditions de travail et de vie des mineurs locaux, quid de l'assainissement des déchets radioactifs du site d'Olen, réponse de l'entreprise au problème de pollution au cadmium en Flandre, vue d'ensemble de la progression des résultats en matière de sécurité sur le lieu de travail et nouveaux objectifs environnementaux du groupe jusqu'en 2010.

Au chapitre des engagements de nos acteurs à l'échelon local, un des objectifs sociaux 2006-2010 d'Umicore invite vivement tous les sites à concevoir et à déployer un plan local visant à assumer leurs responsabilités sociales au sein de la communauté locale (cf. page 54 pour consulter le rapport initial relatif à cet objectif). Nous avons mis en évidence ci-dessous les principales parties concernées actives à l'égard d'Umicore. Nous avons aussi indiqué la nature de la relation qui nous unit et avons brièvement décrit la façon dont se déroule la communication entre nous.

Fournisseurs

Umicore procure: des bénéfiques

Les fournisseurs procurent: des biens et services

Umicore comprend quatre business groups, actifs sur cinq continents. Afin de fabriquer leurs produits, ces activités ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'une série d'autres services. Globalement, Umicore compte plus de 10 000 fournisseurs. Ces fournisseurs ont tout avantage à compter Umicore parmi leurs clients: en 2006, Umicore a payé à ces fournisseurs quelque € 7 milliards (y compris la

valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs, essentiellement afin de convenir de conditions contractuelles acceptables pour toutes les parties, dans un esprit de partenariat de durée pour des livraisons de matières premières et des prestations de service promptes et ininterrompues et des paiements ponctuels. Les entités sont, en premier lieu, responsables pour leurs achats de matières premières, tandis que le rôle du département Purchasing and Transportation est de s'assurer que les besoins du Groupe en matière de transport, d'énergie et autres soient satisfaits.

Umicore a le souci de se procurer ses matières premières et services auprès de fournisseurs de qualité et de bonne réputation. Umicore a mis sur pied un mécanisme de réévaluation du statut de fournisseur pour le cas où elle estime que le fait de traiter avec celui-ci pourrait être contraire à ses propres normes ou à son Code de conduite. En 2006, Umicore a officialisé cette approche en introduisant une politique d'approvisionnement à l'échelle du Groupe. Cette politique définit les normes du processus d'approvisionnement et les attentes en matière d'adéquation entre cette politique, le Code de conduite du groupe et le soutien au développement durable de l'entreprise.

Clients

Umicore procure: des produits

Les clients procurent: des bénéfiques

Umicore déploie ses activités dans le souci de fournir des matériaux pour une vie meilleure (« materials for a better life »). Les matériaux produits par Umicore sont présents dans un large éventail d'applications qui apportent davantage de confort à la vie quotidienne, depuis les matériaux pour batteries rechargeables jusqu'aux matériaux pour catalyseurs automobiles qui réduisent la pollution atmosphérique.

La clientèle d'Umicore tend à s'internationaliser davantage. En 2006, 30 % du chiffre d'affaires ont en effet été réalisés en dehors de l'Europe.

Cette clientèle est généralement composée d'autres entreprises industrielles qui mettent en œuvre des matériaux Umicore dans la fabrication de leurs produits. Rares sont les produits qu'Umicore destine au consommateur individuel.

L'interaction avec les clients est un processus continu qui est pris en charge par les entités. Ces entités ont mis en place un système de feed-back de la part de leurs clients qui leur permet d'évaluer à intervalles réguliers le niveau de satisfaction des clients par rapport à leurs produits et services.

Dans les domaines d'activité impliquant une technologie plus avancée, cette relation avec le client est généralement davantage intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie suppose plusieurs années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

Employés

Umicore procure : rémunération et formation **Les employés procurent : aptitudes et productivité**

Umicore et ses sociétés associées emploient environ 17 000 personnes dans le monde. L'entreprise investit des ressources considérables afin de s'assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où elle est active. Dans le courant de l'année 2006, Umicore a versé, sous forme de rémunération et d'autres avantages à son personnel, un montant total de € 475 millions. Les contributions sociales se chiffraient à € 115 millions.

Umicore s'engage non seulement à offrir à son personnel un bon niveau de rémunération et des conditions de travail optimales, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans « The Umicore Way » et dans le Code de conduite d'Umicore.

L'entreprise promeut un dialogue ouvert avec son personnel. Ce dialogue prend notamment la forme d'une enquête triennale de satisfaction du personnel (consultez le « Rapport 2005 aux actionnaires et à la société » pour les résultats les plus récents). Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ces mécanismes de négociation collective et la présence même de syndicats ne constituent pas la norme dans certaines régions du monde ou font l'objet de restrictions juridiques au niveau local.

L'intranet du Groupe et le journal interne à diffusion internationale « Umicore Link » sont d'autres canaux de communication de l'entreprise.

Investisseurs et bailleurs de fonds

Umicore procure : un rendement des investissements **Les investisseurs procurent : des capitaux et des fonds**

Ces dernières années, la base des investisseurs d'Umicore s'est élargie. Fin 2006, l'entreprise estime que ses actionnaires se retrouvent surtout en Europe et en Amérique du Nord.

Umicore s'efforce d'informer les investisseurs de manière ponctuelle et précise. Ces efforts de communication comprennent des tournées de présentations du management et des visites de site, des présentations sur le web et des téléconférences. En 2006, l'entreprise a également organisé un « Capital Markets

event » à Shanghai, Chine, en novembre. Lors de cette manifestation, 23 investisseurs ont assisté à la présentation des activités chinoises d'Umicore, ont visité trois sites d'Umicore et ont débattu avec les cadres supérieurs de l'entreprise et des entités locales. Umicore a participé à deux foires aux investisseurs en Belgique pour les petits investisseurs et à sept conférences destinées à la communauté des investisseurs professionnels. Dans le courant de l'année 2006, 13 courtiers ont publié des analyses concernant l'action Umicore.

La grande majorité des créanciers de l'entreprise sont des institutions bancaires. Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques, tant en Belgique qu'à l'étranger. Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du Département Finance du Groupe, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers. Par ailleurs, Umicore a mis en place une émission obligataire pour un montant de € 150 millions dont la date d'échéance est fixée au 18 février 2012. Cette obligation est cotée à la bourse de Bruxelles.

Société

Umicore procure : prospérité **La société procure : permis d'exploitation**

Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de prospérité dans les zones où elle est active. Bien que la création de prospérité constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt, elle aussi, une grande importance. En définitive, Umicore ne peut poursuivre ses activités que si elle en reçoit l'autorisation de la part de la société. Afin de conserver cette autorisation, Umicore tente, dans toute la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des sociétés. Umicore détermine ses propres normes qui sont applicables à l'ensemble du Groupe et qui sont souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où l'entreprise exerce ses activités.

Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui amélioreront la qualité de la vie.

La façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société est le contact avec les collectivités où elle est active. Un dialogue ouvert, en toute transparence, avec ces collectivités locales fait partie intégrante des engagements d'Umicore et est l'un des objectifs sociaux de l'entreprise pour 2010 (voir p. 54).

De même, certaines ONG déclarent périodiquement s'intéresser aux activités d'Umicore et la façon dont l'entreprise les exerce. Umicore accueille favorablement ces marques d'intérêt et s'efforce de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte. L'entreprise est membre de « Business and

Society», une association belge regroupant des entreprises et des ONG, ainsi que du « World Business Council for Sustainable Development » (conseil économique mondial pour le développement durable).

Secteur public et autorités

Umicore procure: impôts

Le secteur public et les autorités procurent: des services

En 2006, Umicore a versé un montant total de € 102 millions d'impôts au titre de ses activités. De même, le personnel d'Umicore a versé quelque € 115 millions de contributions à la sécurité sociale.

Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles les universités, avec pour objectif premier d'approfondir certains projets de recherche. Umicore conclut de même des partenariats avec des services publics. La société n'a pas obtenu de subventions significatives en 2006.

L'entreprise a pour principe d'exclure tout don à un parti ou une organisation politique. Une exception a été faite en 2006, quand Umicore Brésil a contribué pour un montant de € 7 000 à la campagne de réélection du président Lula da Silva et pour € 18 000 à la campagne du gouverneur de l'état d'Amazonie. Ces deux donations ont officiellement été enregistrées. Lorsque Umicore se sent concernée par certaines questions particulières, elle communique habituellement son opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont elle est membre. Les principales affiliations d'Umicore, soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units, concernaient en 2006 les organismes repris ci-dessous.

Corporate:

- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)
- Agoria (fédération belge intersectorielle de l'industrie technologique)
- Eurométaux
- World Fuel Cell Council

Matériaux Avancés:

- Cobalt Development Institute

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs:

- Associations de contrôle des émissions tant au niveau national que régional (EU, Afrique du Sud, Brésil, Chine, UE) - voir <http://www.automotivecatalysts.umicore.com/en/links/> pour une sélection de liens.
- Fédération Chimique Allemande (VCI)

Métaux Précieux - Services:

- European Electronics Recyclers Association
- International Association of Electronics Recyclers
- International Platinum Association
- International Precious Metals Institute

Zinc - Produits Spéciaux:

- International Zinc Association

Plusieurs entités d'Umicore sont signataires du programme «Responsible Care» de l'industrie chimique et certaines sont, par ailleurs, membres du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Karel Vinck, 68, Chairman

Administrateur non exécutif indépendant

Karel Vinck a été administrateur délégué d'Eternit et de Bekaert, avant de rejoindre Umicore. Il est aussi membre du Conseil d'administration de Suez-Tractebel, de Tessenderlo Group et du Théâtre Royal de la Monnaie. Il est coordinateur du Système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS) au sein de la Commission européenne. Il est président de Cumerio, président honoraire de la VEV, la fédération patronale flamande, et président du Conseil flamand de la politique scientifique. Il a été administrateur délégué de la SNCB (Société Nationale des Chemins de Fer Belge) entre 2002 et 2005.

Administrateur depuis: le 17 octobre 1994

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2009

Président depuis: le 1er octobre 2002

Président du Comité de nomination et rémunération depuis: le 1er janvier 2003

Thomas Leysen, 46

Administrateur délégué,
Administrateur exécutif

Thomas Leysen est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000, après avoir occupé différentes positions au sein d'Umicore et de ses filiales. Il est aussi président de Corelio, un groupe de médias belge. Il est membre du conseil d'administration de Cumerio, du centre de recherche en microélectronique IMEC et membre du conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne). Il est membre du Comité de direction de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB/VBO).

Administrateur depuis: le 10 mai 2000

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2009

Administrateur délégué depuis: le 10 mai 2000

Isabelle Bouillot, 57

Administrateur non exécutif indépendant

Isabelle Bouillot est diplômée de l'École Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République de 1989 à 1991 et directrice du budget au ministère de l'Économie et des Finances de 1991 à 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'administratrice déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été administratrice déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC IXIS. Elle est actuellement présidente de China Equity Links et membre du Conseil d'administration d'Accor et de Saint-Gobain.

Administrateur depuis: le 14 avril 2004

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2007

Membre du Comité d'audit depuis: le 13 avril 2005

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis: le 13 avril 2005

Uwe-Ernst Bufe, 62

Administrateur non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Bufe a été administrateur délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est actuellement vice-président d'UBS Investment Banking et vice-président du conseil d'administration d'UBS Deutschland. Il est aussi membre du conseil d'administration d'Akzo Nobel S.A., de Solvay S.A. et d'Altana AG.

Administrateur depuis: le 26 mai 2004

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2008

Jean-Luc Dehaene, 66

Administrateur non exécutif indépendant

Jean-Luc Dehaene a occupé plusieurs postes ministériels et a été Premier ministre de la Belgique de 1992 à 1999. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, de Corona-Lotus et de Thrombogenics. Il est président du Conseil d'administration du Collège de l'Europe (Bruges), membre du Parlement européen et bourgmestre de Vilvorde.

Administrateur depuis: le 1er octobre 1999

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2009

Arnoud de Pret, 62

Administrateur non exécutif indépendant

Arnoud de Pret a travaillé à la Morgan Guaranty Trust Company de New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité de direction d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, du groupe Delhaize, de Sibelco, d'UCB et de l'Intégrale. Il est membre du Conseil de supervision de la société française Lesaffre & Co.

Administrateur depuis: le 10 mai 2000

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2008

Membre du Comité d'audit depuis: le 1er janvier 2001

Jonathan Oppenheimer, 37

Administrateur non exécutif

Jonathan Oppenheimer a rejoint le Groupe De Beers en 1994 et est devenu administrateur de De Beers S.A. en 2006. Il est également membre de son Comité de direction. Il est également président de De Beers Canada Inc, de Williamson Diamond Mine Ltd. (Tanzanie) et du groupe d'entreprises Element Six Abrasives. En raison de son titre de président d'Element Six (société dans laquelle Umicore détient une participation), il est considéré comme un administrateur non indépendant.

Administrateur depuis: le 5 septembre 2001

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2008



Guy Paquot, 65

Administrateur non exécutif indépendant

Guy Paquot a rejoint le groupe Banque Nagelmackers en 1969 et est devenu président et administrateur délégué de Financière Lecocq (une filiale de Nagelmackers) en 1986. En 1994, Financière Lecocq est devenue la Compagnie Immobilière et Financière du Bois Sauvage. En 2003, il a abandonné le poste d'administrateur délégué mais est resté président de la Compagnie du Bois Sauvage. Il est président de Neuhaus et membre du conseil d'administration de Recticel, Floridienne, le groupe Noel, Nomacor, Serendip et Fauchon ainsi que de la Fondation Quartier des Arts.

Administrateur depuis: le 13 avril 2005

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2008

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis: le 13 avril 2005

Klaus Wendel, 63

Administrateur non exécutif indépendant

Après une carrière dans le monde de la gestion financière au sein de General Electric (États-Unis), Siemens, Cockerill Sambre et CBR, Klaus Wendel a rejoint la Société Générale de Belgique en 1988 en qualité de membre du Comité de direction, responsable du contrôle du groupe. Depuis 2000, il est consultant indépendant. Il est membre du Conseil d'administration de Recticel. En conformité avec la chartre de gouvernance d'entreprise d'Umicore, le Conseil d'administration considère Klaus Wendel comme administrateur indépendant même s'il a rempli ses fonctions pendant plus de trois mandats. Excepté son emploi par la Société Générale de Belgique (un ancien actionnaire d'Umicore), auquel il a renoncé en 2000, Mr Wendel n'a pas d'autre engagement envers des sociétés directement ou indirectement liées à Umicore.

Administrateur depuis: le 26 juillet 1989

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2009

Membre du Comité d'audit depuis: le 13 avril 2005



1. Uwe-Ernst Bufe
2. Arnoud de Pret
3. Isabelle Bouillot
4. Klaus Wendel
5. Karel Vinck

6. Jonathan Oppenheimer
7. Thomas Leysen
8. Guy Paquot

Jean-Luc Dehaene ne figure pas sur la photo



COMITÉ DE DIRECTION

Thomas Leysen, 46

Administrateur délégué

Thomas Leysen est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000, après avoir occupé différentes positions au sein d'Umicore et de ses filiales. Il est aussi président de Corelio, un groupe de médias belge. Il est membre du conseil d'administration de Cumerio, du centre de recherche en microélectronique IMEC et membre du conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne). Il est membre du Comité de direction de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB/VBO).

Martine Verluyten, 55

Chief Financial Officer: Finances, Informatique

Martine Verluyten a rejoint Umicore en 2006 après avoir officié chez Mobistar, deuxième opérateur belge de téléphonie mobile, où elle exerçait également la fonction de Chief Financial Officer. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes internationaux au sein de l'entreprise de plastiques spécialisées Raychem, tant en Belgique qu'aux États-Unis. Elle a débuté sa carrière chez KPMG en tant qu'auditeur.

Alain Godefroid, 58

Executive Vice-President: Affaires juridiques; Environnement, santé et sécurité

Alain Godefroid est docteur en droit de l'Université de Bruxelles (ULB) et titulaire d'une maîtrise en droit comparé de la University of Texas à Austin. Après avoir travaillé comme juriste aux États-Unis et en Europe, il est entré chez Umicore en 1978 en tant que conseiller juridique. Il a été nommé à son poste actuel en 1992. Il exerce également le rôle de Compliance Officer chez Umicore.

Marc Grynberg, 41

Executive Vice-President: Automotive Catalysts

Marc Grynberg est ingénieur commercial diplômé de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay). Après avoir occupé divers postes de direction dans le domaine de la finance chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève, il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Il a été le CFO d'Umicore entre 2000 et 2006. En 2006 il a été désigné responsable pour le business unit Automotive Catalysts.

Martin Hess, 54

Executive Vice-President: Zinc - Produits Spéciaux; Corporate Development

Martin Hess est entré chez Degussa en 1972 en tant que stagiaire commercial. Il a occupé diverses fonctions dans différentes business units, se forgeant également une grande expérience internationale en Afrique et en Asie au cours des 18 années de sa vie qu'il a passées à l'étranger. De fin 1999 jusqu'à 2006, il dirigeait la business unit Automotive Catalysts. Il a été nommé à la tête de Zinc - Produits Spéciaux en 2006. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003.

Hugo Morel, 56

Executive Vice-President: Métaux Précieux - Services; Achats

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a été nommé à son poste actuel en 2002.

Pascal Reymondet, 47

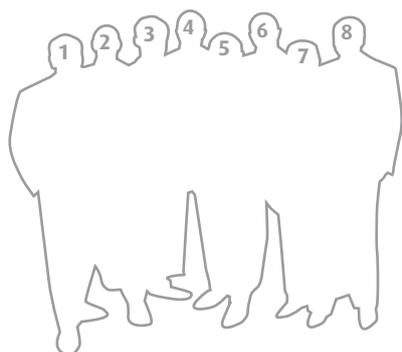
Executive Vice-President: Métaux Précieux - Produits

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris. Il a occupé différents postes d'ingénierie et de direction au sein du groupe Degussa, en ce compris la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003.

Marc Van Sande, 54

Executive Vice-President: Matériaux Avancés; Chief Technology Officer

Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint MHO, une des sociétés à la base de l'actuelle Umicore, en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-President de la business unit Electro-Optic Materials et nommé comme Executive Vice-President en 1999. Il a occupé le poste de Chief Technology Officer lors de sa création en 2005.



1. Alain Godefroid
2. Marc Van Sande
3. Pascal Reymondet
4. Hugo Morel

5. Marc Grynberg
6. Martin Hess
7. Martine Verluyten
8. Thomas Leysen

SENIOR MANAGEMENT



de gauche à droite

Matériaux Avancés

- 1 **Pierre Van de Bruaene**
Senior Vice-President Engineered Metal Powders
- 2 **Marc Van Sande**
Executive Vice-President Advanced Materials,
Chief Technology Officer
- 3 **Jan Vliegen**
Senior Vice-President Catalyst Technologies
- 4 **Michel Cauwe**
Senior Vice-President Electro-Optic Materials
- 5 **Dirk Uytendewilligen**
Senior Vice-President Specialty Oxides and
Chemicals



de gauche à droite

Métaux Précieux

- 1 **Pascal Reymondet**
Executive Vice-President Precious Metals
Products
- 2 **Ignace de Ruijter**
Senior Vice-President Thin Film Products
- 3 **Joerg Beuers**
Senior Vice-President Jewellery and
Electroplating
- 4 **Joerg Plessow**
Senior Vice-President Technical Materials



de gauche à droite

Automotive Catalysts

1. **Bill Staron**
Senior Vice-President Automotive Catalysts
North America
2. **Marc Grynberg**
Executive Vice-President Automotive Catalysts
3. **Tom Kreuzer**
Senior Vice-President R&D Automotive Catalysts
4. **Michael Neisel**
Senior Vice-President Automotive Catalysts
Europe and Africa



de gauche à droite

Métaux Précieux - Services

- 1 **Ralf Drieselmann**
Senior Vice-President Precious Metals
Management
- 2 **Hugo Morel**
Executive Vice-President Precious Metals
Services



de gauche à droite

Zinc - Produits Spéciaux

- 1 **Ernst Pleyer**
Senior Vice-President Building Products
- 2 **Martin Hess**
Executive Vice-President Zinc Specialties
- 3 **Leo Jacobs**
Senior Vice-President Zinc Alloys
- 4 **Guy Beke**
Senior Vice-President Zinc Chemicals
Bernard Tonnon (ne figure pas sur la photo)
Senior Vice-President, Managing Director
Padaeng Industry



de gauche à droite

Corporate

- 1 **Edwin D'Hondt**
Senior Vice-President Information Systems
- 2 **Martine Verluyten**
Chief Financial Officer
- 3 **Luc Gellens**
Senior Vice-President Corporate Development
- 4 **Guy Ethier**
Senior Vice-President Environment, Health and
Safety
- 5 **Klaus Ostgathe**
Senior Vice-President Umicore China
- 6 **Paul Huybrechts**
Senior Vice-President Purchasing and
Transportation
- 7 **Ursula Saint-Léger**
Senior Vice-President Human Resources
- 8 **Stephan Csoma**
Senior Vice-President Umicore South America
- 9 **Alain Godefroid**
Executive Vice-President Legal Affairs and
Environment, Health and Safety

Dividende

Si l'affectation du résultat qui est proposée est approuvée, il sera attribué, au titre de l'exercice 2006, un dividende brut de € 2,10 par action contre remise du coupon n° 16.

A partir du 27 avril 2007

Mise en paiement du dividende contre remise du coupon n° 16 auprès des sièges et des agences des établissements suivants :

- Fortis Banque
- ING
- Banque Degroof
- Banque Dexia
- KBC Bank
- Petercam S.A.

Calendrier financier

25 avril 2007	Assemblée Générale des actionnaires (exercice 2006)
23 août 2007	Publication des résultats du premier semestre 2007 dans la presse
mi-février 2008	Publication des résultats de l'exercice 2007 dans la presse
fin avril 2008	Assemblée Générale des actionnaires (exercice 2007)

Informations complémentaires

Cotation en Bourse	Euronext Bruxelles
Informations économiques	Tim Weekes Téléphone: 32-2-227.73.98 E-mail: tim.weekes@umicore.com
Informations sociales	Mark Dolfyn Phone : 32-2-227.73.22 E-mail : mark.dolfyn@umicore.com
Informations environnementales	Bert Swennen Téléphone: 32-2-227.74.45 E-mail: bert.swennen@umicore.com
Rapport annuel	Ce rapport est également disponible en anglais, en néerlandais et en allemand.
Internet	Ce rapport annuel peut être téléchargé sur le site : www.umicore.com
Siège social	Umicore Rue du Marais 31 B-1000 Bruxelles - Belgique Téléphone: 32-2-227.71.11 Téléfax: 32-2-227.79.00 Internet: www.umicore.com E-mail: info@umicore.com Numéro d'entreprise: 0401574852 Numéro de TVA: BE 401.574.852
Editeur responsable	Umicore Corporate Communication Bart Crols Téléphone: 32-2-227.71.29 E-mail: bart.crols@umicore.com
Réalisation	Concerto
Photos	Umicore, Publication, Concerto
Impression	Dereume

Ce rapport est imprimé sur du papier Phoenix Motion. Le procédé utilisé pour la fabrication de ce papier est constamment amélioré pour réduire au maximum l'impact sur l'environnement. Les usines qui produisent ce papier sont toutes certifiées FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification Schemes).

